

5^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES
14 – 18 mai 2012, La Rochelle, France

« Les oiseaux migrateurs et les hommes – des zones humides en partage »

ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2009-2011

*Préparée pour le Secrétariat PNUE/AEWA par le Centre mondial de surveillance de la conservation
du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-CMSC)*

Introduction

Conformément à l'Article V.1(c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), chaque Partie prépare pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP) un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord, et le soumet au Secrétariat de l'Accord au plus tard 120 jours avant la session de la MOP. Par conséquent, la date limite de soumission des rapports nationaux à la 5^{ème} session de la Réunion des Parties (MOP5) avait été fixée au 14 janvier 2012.

Le format de rapports pour la période 2009-2011 a été approuvé à la 4^{ème} session de la Réunion des Parties (15-19 septembre 2008, Antananarivo, Madagascar) par la Résolution 4.7. D'autres amendements ont été approuvés par le Comité permanent en août 2011, conformément au paragraphe n° 11 de la Résolution 4.7. Ce format a été structuré selon le Plan d'action de l'AEWA, le Plan stratégique de l'AEWA 2009-2017 et les Résolutions de la MOP.

Les Rapports nationaux 2009-2011 de l'AEWA ont été compilés et soumis au moyen du Système de rapport en ligne (ORS) de la famille de la CMS, qui est un outil de présentation des rapports en ligne servant à toute la famille de la CMS. Toutefois, l'AEWA a été le premier des traités liés à la CMS à utiliser l'ORS pour la présentation de ses rapports à la MOP5. L'ORS de la famille de la CMS a été élaboré en 2010-2011 par le Centre mondial de surveillance de la conservation de PNUE (PNUE-CMSC) en étroite collaboration avec le Secrétariat du PNUE-AEWA et sous ses conseils.

Le cycle de présentation des rapports à la MOP5 a été lancé par le Secrétariat début juillet 2011 et les identifiants d'accès à l'ORS ont été fournis aux Parties à la mi-octobre. Pendant ce temps, le Secrétariat avait le plus possible pré-complété les rapports nationaux de la plupart des Parties à partir des rapports nationaux qu'elles avaient soumis lors des MOP précédentes. Les Parties avaient pour tâche de vérifier les données pré-complétées et de finaliser les rapports.

La majorité des Parties ont soumis leur rapport après la date limite et le Secrétariat a continué à accepter ces soumissions tardives jusqu'à six semaines plus tard, soit le 23 février 2012. Après cette date, tous les rapports soumis ont été analysés. À l'échéance du 23 février, 43 rapports nationaux, soit 69 % des rapports dus, avaient été soumis au moyen de l'ORS. Il s'agit du taux de soumission le plus élevé jusqu'ici. Un rapport a été soumis après cette échéance, faisant monter le taux général de soumission à 71 %; les informations de ce rapport n'ont cependant pas été incluses dans l'analyse.

L'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2009-2011 a été déléguée par le Secrétariat au PNUE-CMSC conformément à une grille d'analyse détaillée élaborée par le Secrétariat et examinée et approuvée par le Comité technique. La première version de l'analyse a été examinée et commentée par le Secrétariat et le Comité technique. Les résultats de cette analyse ont été utilisés dans la compilation du rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA (document AEWA/MOP 5.11).

Action requise de la Réunion des Parties

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de l'Analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2009-2011 et à tenir compte de ses conclusions et recommandations pendant le processus décisionnel.

Analyse des Rapports nationaux de l'AEWA pour la période triennale 2009-2011

Préparée pour le Secrétariat
PNUE/AEWA

par le

Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme
des Nations Unies pour l'environnement

avril 2012





**Centre mondial de surveillance de la conservation du
PNUE**

219 Huntingdon Road

Cambridge

CB3 0DL

Royaume Uni

Tél.: +44 (0) 1223 277314

Fax: +44 (0) 1223 277136

Email: species@unep-wcmc.org

Site web: www.unep-wcmc.org

**À PROPOS DU CENTRE MONDIAL DE
SURVEILLANCE DE LA CONSERVATION**

Le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE (PNUE-CMSC), établi à in Cambridge, R-U, est le centre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) spécialisé dans l'information et l'évaluation de la biodiversité, géré en coopération avec le CMSC, un organisme caritatif du R-U. Le Centre a pour mission d'évaluer et de mettre en lumière les nombreuses valeurs de la biodiversité, et de placer une connaissance fiable de la biodiversité au centre des processus décisionnels. Par le biais de l'analyse et de la synthèse des connaissances mondiales sur la biodiversité, le Centre procure des informations fiables, stratégiques et ponctuelles que les conventions, pays et organisations peuvent utiliser dans le développement et la mise en œuvre de leurs politiques et décisions.

Le **PNUE-CMSC** offre des procédures et des services objectifs et scientifiquement rigoureux, incluant des évaluations d'écosystèmes, l'aide à la mise en œuvre des accords environnementaux internationaux, l'information mondiale et régionale sur la biodiversité, la recherche sur les menaces et impacts, et le développement de scénarios futurs.

CITATION

PNUE-CMSC (2012). Analyse des Rapports nationaux de l'AEWA pour la période triennale 2009-2011. PNUE-CMSC, Cambridge, R-U.

PRÉPARÉE POUR

le Secrétariat PNUE/AEWA, Bonn, Allemagne.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions et politiques du PNUE ou des organisations participantes. Les désignations employées et les présentations ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position du PNUE ou des organisations participantes sur le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région quelconque ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

© Copyright: 2012, PNUE-CMSC

TABLE DES MATIÈRES

RESUME ANALYTIQUE	I
I. INTRODUCTION	1
II. ÉTAT DES ESPECES	4
2.1 Protection légale.....	4
2.2 État des espèces.....	10
2.3 Tendances des populations.....	12
2.4 État à la Liste rouge nationale.....	15
III. CONSERVATION DES ESPECES	18
3.1 Mesures légales.....	18
3.2 Plans d'action par espèce	20
3.3 Mesures d'urgence	27
3.4 Rétablissements.....	29
3.5 Introductions	31
IV. CONSERVATION DES HABITATS	34
4.1 Inventaires des habitats	34
4.2 Conservation des superficies.....	34
V. GESTION DES ACTIVITES HUMAINES	38
5.1 Chasse	38
5.2 Autres activités humaines	41
VI. RECHERCHE ET SURVEILLANCE	45
VII. ÉDUCATION ET INFORMATION.....	49
VIII. MISE EN ŒUVRE	52
IX. INFLUENZA AVIAIRE	56
X. UTILISATION DES LIGNES DIRECTRICES DE CONSERVATION DE L'AEWA	58
XI. CONCLUSION	60
XII. RECOMMANDATIONS	66
ANNEXE.....	67

Résumé analytique

L'analyse des rapports nationaux résume les informations fournies par les Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), relatives à leur mise en œuvre de l'Accord pendant la période triennale 2009-2011. L'analyse souligne les progrès réalisés quant aux cibles du Plan stratégique et identifie les domaines dans lesquels en priorité, des efforts et une concentration supplémentaires sont nécessaires.

Les rapports nationaux ont été soumis en se servant du nouvel Outil de rapport en ligne (ORS), développé par le PNUE-CMSC en étroite collaboration avec le Secrétariat PNUE-AEWA. La saisie automatisée des données a facilité la production d'un rapport détaillé et illustré par des graphiques; le développement d'un module analytique automatisera ce processus encore davantage dans l'avenir. Le taux de 71 % de soumission (44 des 62 rapports dus), le plus élevé jusqu'ici, s'inscrit dans le prolongement de l'augmentation constatée à chaque période triennale depuis la MOP2. Quarante-trois rapports ont été soumis dans le format requis à l'échéance prolongée (23 février 2012) et ils ont donc été inclus dans cette analyse.

L'analyse indique que des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de plusieurs cibles et indicateurs associés du Plan stratégique, mais davantage de travail est nécessaire dans certains domaines. Trois cibles ont été entièrement atteintes et sept autres l'ont été partiellement, ce qui indique que les Parties agissent pour sauvegarder les oiseaux d'eau, conformément à ce qu'exige l'Accord.

Toutefois, trois cibles demandent encore un travail considérable et les progrès en direction de la réalisation du But général du Plan stratégique ont été limités, avec des extinctions localisées enregistrées au niveau national. Ces quatre domaines de travail — la réduction des extinctions et l'amélioration de l'état de conservation, la protection juridique des espèces de la colonne A, les Plans d'action par espèce et la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA — doivent être considérés comme prioritaires pour l'action future, sur la base du niveau de réalisation des cibles. Plusieurs recommandations supplémentaires prioritaires ont été identifiées pour être soumises aux Parties à l'AEWA, et sont décrites au paragraphe Conclusions et Recommandations de l'analyse.

En outre, cette analyse souligne qu'il est nécessaire d'aider les Parties à compiler les informations pour leurs rapports nationaux et à mettre l'Accord en œuvre. Une évaluation plus poussée du questionnaire des rapports peut être requise nécessaire pour qu'il soit aisément interprétable par les Parties et qu'il amène les organismes de mise en œuvre à se concentrer sur les tâches prioritaires aidant à la conservation et à la gestion des espèces de l'AEWA.

I. Introduction

Les rapports nationaux sont l'un des meilleurs moyens disponibles pour évaluer le stade de mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et aider à guider les décisions vers les priorités stratégiques actuelles et futures. Le présent document fournit une analyse des rapports nationaux soumis par les Parties avant la cinquième Réunion des Parties à l'AEWA (MOP5) dans le contexte des cibles fixées dans le Plan stratégique 2009-2017 et du Plan d'action de l'AEWA, et des décisions des MOP précédentes.

Le Plan stratégique 2009-2017, adopté à la MOP4 en 2008, souligne le but stratégique de l'Accord: maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration, grâce à la mise en œuvre de cinq principaux objectifs et cibles associées pour la période s'étendant de 2009 à 2017. Les objectifs se concentrent sur *l'état favorable de conservation, l'utilisation durable, l'amélioration des connaissances, l'amélioration de la communication et l'amélioration de la coopération*; des cibles et des indicateurs mesurables ont été développés pour surveiller les progrès en direction de la mise en œuvre. Les progrès dans la réalisation de ces cibles, pour lesquels les rapports nationaux fournissent un moyen de vérification, sont mis en lumière tout au long du document.

Cette analyse suit la structure générale des rapports nationaux, à l'exception des paragraphes sur l'adhésion aux lignes directrices de conservation de l'AEWA, qui sont traitées ensemble à la fin.

Présentation des rapports en ligne

Un nouveau système de présentation des rapports en ligne (ORS), conçu par le PNUE-CMSC en partenariat avec le Secrétariat PNUE/AEWA et remplaçant le format antérieur sur papier utilisé pour les rapports nationaux, a été approuvé par la MOP4 en 2008 et introduit en 2011. Tous les rapports nationaux pour le cycle de présentation des rapports de la MOP5 ont été soumis au moyen du format de rapport en ligne¹. Suite à la soumission des rapports nationaux, les données ont été extraites, compilées et synthétisées aux fins de cette analyse. Durant les futurs cycles de présentation des rapports, les Parties pourront accéder à leurs réponses précédentes de façon à ce que les rapports deviennent plus rationalisés au fil du temps. Si la remise des rapports en ligne est adoptée par la CMS et tous ses accords affiliés, il faut espérer que les questions pourront être partagées par les accords afin de réduire la charge de travail à effectuer par les Parties.

De plus, il faut également espérer que ce système pourra être encore développé et amélioré, de façon à inclure, par exemple, un outil analytique permettant de faciliter tant le processus de remise des rapports nationaux que leur analyse. Un outil analytique permettrait aux Parties de réaliser des analyses sophistiquées et de voir des représentations graphiques des données contenues dans les Rapports nationaux. Ceci peut inclure des analyses par Partie (par exemple résumant rapidement les informations sur toutes les données spécifiques à une espèce soumises par chaque Partie) ainsi que des analyses longitudinales résumant les informations parmi les Parties, mais aussi des types supplémentaires d'analyses selon les besoins de l'Accord. Un module analytique, par exemple, pourrait permettre des analyses régionales permettant de visualiser les tendances à travers l'Afrique ou l'Eurasie. En étant développé plus avant, l'ORS pourrait également servir de source centralisée interrogeable de données spécifiques à un pays sur l'état des espèces au sein des pays, les projets de recherche en cours de l'AEWA, et autres informations importantes pour la mise en œuvre de l'AEWA.

¹ Pour plus de détails sur le format de rapport en ligne:
www.unep-aewa.org/documents/national_report_format.htm

Vue d'ensemble du taux de soumission

L'Article V.1(c) du texte de l'AEWA demande à chaque Partie contractante de préparer un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord avant chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP). La première date limite de soumission des Rapports nationaux pour la période triennale 2009-2011 était le 14 janvier 2012, mais les rapports soumis jusqu'au 23 février ont été acceptés et inclus dans cette analyse. Au total, 43 rapports² ont été reçus dans le format exigé à cette échéance, ce qui représente approximativement 69 % des 62 Parties contractantes à l'AEWA devant remettre des rapports nationaux³. Ce taux de soumission représente une amélioration par rapport à ceux des deux MOP précédentes (Figure 1.1). Un rapport supplémentaire, dans le format requis, a été reçu de la Lybie après l'échéance, faisant passer le taux de soumission à 71 %⁴. Tout au long de cette analyse, les pourcentages sont fournis tant à partir du nombre total de « répondants/Parties ayant remis leur rapport », se référant aux 43 Parties dont les rapports sont inclus dans l'analyse, qu'à partir du nombre total de « Parties contractantes », se référant aux 62 Parties qui devaient remettre leur rapport national.

Les détails des Parties ayant remis leur rapport à temps pour l'analyse, les rapports qui ont été reçus à temps ou non dans le format requis, et les Parties dont les rapports n'ont pas encore été reçus sont fournis ci-dessous et à la Figure 1.2.

Parties à l'AEWA qui ont présenté leur rapport national dans le format requis (au 23 février 2012) (43; 69 % des rapports dus):

Afrique (9; 36 % des rapports dus): Algérie, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Ouganda, Sénégal, Afrique du Sud, et République Unie de Tanzanie (nommée ci-dessous Tanzanie).

Eurasie (34; 92 % des rapports dus): Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine (nommée ci-dessous

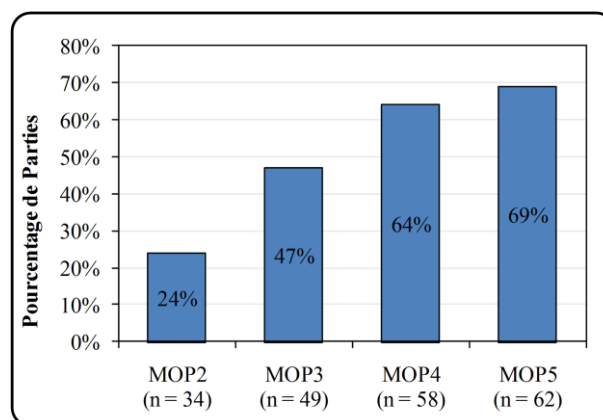


Figure 1.1. Taux de soumission des rapports nationaux au fil du temps. À l'exception de la MOP2 où aucun rapport de synthèse a été préparé, les valeurs représentent les rapports reçus à temps pour le rapport de synthèse compilé avant chaque MOP sur les rapports totales dues.

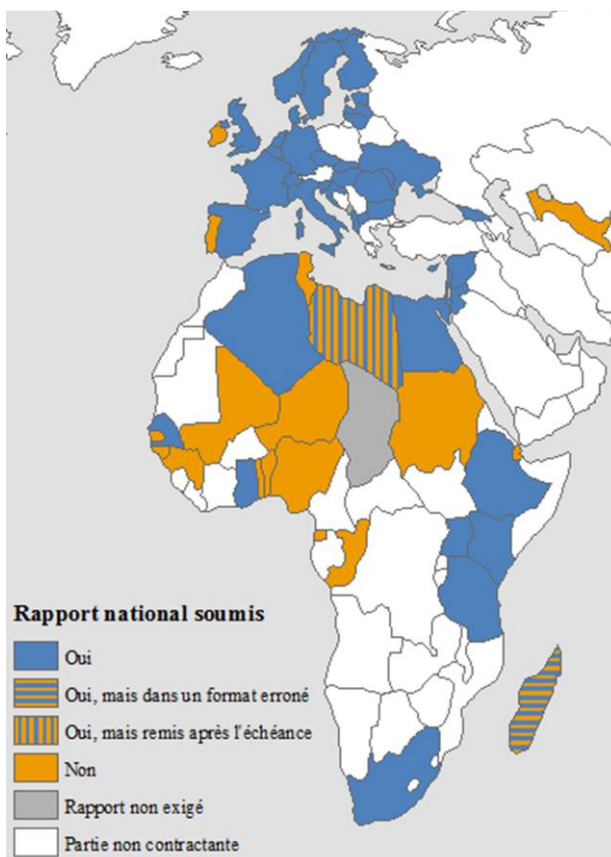


Figure 1.2. Parties contractantes à l'AEWA qui ont présenté un rapport national pour MOP5 dans le format requis par le 23e Février 2012 et ont donc été inclus dans cette analyse.

² En plus, Madagascar a soumis un rapport qui n'était pas dans le format requis et n'a pas été inclus à cette analyse.

³ En raison de la remise de rapport par les États membres individuels de l'UE, il a été demandé à la Commission européenne de ne pas remettre de rapport au nom de l'Union européenne; le Tchad et le Monténégro ont adhéré seulement deux mois avant la date limite de soumission des rapports et il n'a donc pas été exigé qu'ils remettent leur rapport.

⁴ Tous les rapports soumis peuvent être consultés ici:

http://www.unep-aewa.org/meetings/en/mop/mop5_docs/mop5_nreporting.htm

ERY de Macédoine), Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Israël, Italie, Jordanie, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, République de Moldova (nommée ci-dessous Moldova), Monaco, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République arabe syrienne (nommée ci-dessous Syrie), République tchèque, Ukraine, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (nommés ci-dessous Royaume-Uni).

Parties à l'AEWA dont le rapport n'a pas été remis dans le format requis (au 23 février 2012) et n'a donc pas été inclus dans cette analyse (1; 2 % des rapports dus):

Afrique: (1; 4 % des rapports dus): Madagascar.

Parties à l'AEWA dont le rapport a été remis après le 23 février 2012 et n'a donc pas été inclus dans cette analyse (1; 2 % des rapports dus):

Afrique: (1; 4 % des rapports dus): Libye.

Parties à l'AEWA qui n'ont pas remis leur rapport national (au 2 avril 2012) (18; 29 % des rapports dus): *(nombre de MOP consécutives pour lesquelles le rapport national n'a pas été remis entre parenthèses, si >1)*

Afrique (14; 56 % des rapports dus): Bénin (4), Congo, Djibouti (3), Gambie (4), Guinée (4), Guinée-Bissau (2), Guinée équatoriale (4), Mali, Maurice, Niger (4), Nigeria (3), Soudan, Togo et Tunisie.

Eurasie (3; 8 % des rapports dus): Irlande (2), Ouzbékistan, Portugal (3).

Parties à l'AEWA dont la remise d'un rapport national n'a pas été requise (3):

Afrique (1): Tchad.

Eurasie (2): Monténégro, Union européenne.

II. État des espèces

Il a été demandé aux Parties de faire un rapport sur la classification au Tableau 1 de l'AEWA, le statut légal, l'état et la tendance des populations, et l'état à la liste rouge nationale des espèces menacées, des espèces de l'AEWA présentes dans leur pays.

L'état des espèces a été analysé pour les espèces indigènes et les espèces qui sont indigènes pendant au moins une partie de leur cycle annuel (mais dont des populations introduites d'origine férale ou domestique sont également présentes). Trois Parties (Jordanie, Kenya et Tanzanie) ont été exclues de l'analyse de l'état des espèces en raison de réponses incomplètes à ce paragraphe du Rapport national. Le Royaume-Uni a également été exclu car un processus de mise à jour des données sur l'état des espèces est en cours dans ce pays; cette information a été communiquée au Secrétariat.

2.1 Protection légale

Trente-neuf Parties ont fourni des informations sur la classification nationale des espèces (Colonne A, B et C) au Tableau 1 du texte de l'AEWA (Figure 2.2). Une vue d'ensemble

de la proportion des espèces des colonnes A, B et C qui sont intégralement protégées par les Parties est fournie au Tableau 2.1. La protection complète des espèces de la colonne A correspond à toutes les mesures du

paragraphe 2.1.1 du Plan d'action de l'AEWA en vigueur. La protection intégrale des

espèces des colonnes B et C correspond à toutes les mesures du paragraphe 2.1.2, ou plus, du Plan d'action de l'AEWA en vigueur.

Dix Parties ont fait part de la protection complète de toutes les espèces de la colonne A et 15 Parties supplémentaires ont fait savoir que de 76 à 99 % des espèces de la colonne A (Figure 2.1.a) bénéficiaient d'une protection complète. Pour pouvoir atteindre la Cible 1.1, les Parties doivent mettre en place davantage de mesures légales de protection.

Cinq Parties ont indiqué que toutes les espèces de la colonne B bénéficient d'une protection complète (Figure 2.1.b) et cinq Parties ont fait savoir qu'elles accordaient la même protection, ou plus, aux espèces de la colonne C, qu'à celles de la colonne B (Figure 2.1.c). Le niveau de protection légale en place (complet, partiel, pas de protection, pas d'informations) accordé par les Parties est détaillé pour les espèces des colonnes A, B et C, respectivement, dans les Figures 2.3a, b et c.

Il est important de noter que pour plusieurs espèces, la classification (colonne A, B ou C) choisie par une Partie ne correspond pas à la classification au Tableau 1 de l'AEWA, certaines Parties fournissant plusieurs catégories pour une espèce n'en ayant qu'une au Tableau 1. À l'avenir, il sera

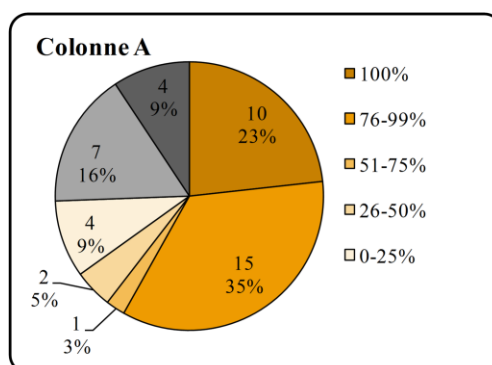


Figure 2.1.a. Proportion et nombre de Parties et proportion d'espèces de la colonne A qui sont entièrement protégées dans leurs pays.

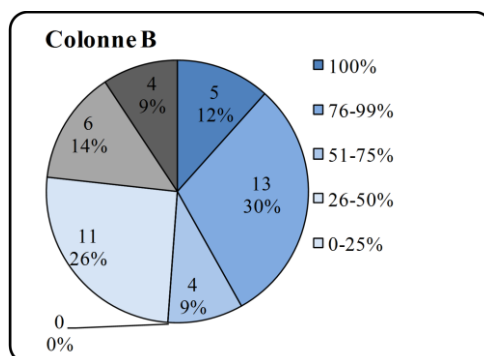


Figure 2.1.b. Proportion et nombre de Parties et proportion d'espèces de la colonne B qui sont entièrement protégées dans leurs pays.

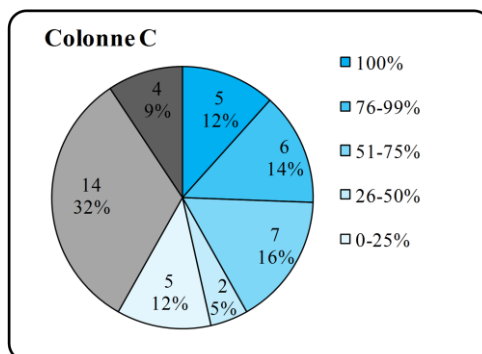


Figure 2.1.c. Proportion et nombre de Parties et proportion d'espèces de la colonne C qui sont entièrement protégées dans leurs pays.

peut-être utile de fournir aux Parties la catégorie concernée dans le Système de Rapports en ligne, afin qu'elles puissent aisément identifier les espèces des colonnes A, B et C et répondre de façon appropriée aux questions concernées sur les exigences légales.

Tableau 2.1. Nombre de Parties et proportion d'espèces des colonnes A, B et C qui sont complètement/partiellement protégées⁵.

Proportion d'espèces entièrement protégées	Nbre Parties	Partie
Colonne A		
100 %	10	Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, Ghana, Italie, Pays-Bas
76-99 %	15	Chypre, Danemark, Égypte, France, Géorgie, Hongrie, Israël, Lettonie, Lituanie, Ouganda, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède
51-75 %	1	Éthiopie
26-50 %	2	Luxembourg, Sénégal
0-25 %	4	Afrique du Sud, Albanie, Syrie, Ukraine
Pas d'informations fournies	7	Algérie, ERY de Macédoine, Liban, Monaco, Moldova, Norvège, Suisse
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Royaume-Uni, Tanzanie
Colonne B		
100 %	5	Égypte, Hongrie, Monaco, Sénégal, Suède
76-99 %	13	Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Israël, Italie, Lituanie, Ouganda, Slovaquie, Ukraine
51-75 %	4	Allemagne, Chypre, Estonie, Lettonie
26-50 %	0	
0-25 %	11	Afrique du Sud, Bulgarie, Éthiopie, France, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse, Syrie
Pas d'informations fournies	6	Albanie, Algérie, ERY de Macédoine, Liban, Luxembourg, Moldova
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Tanzanie, Royaume Uni
Colonne C		
100 %	5	Égypte, Italie, Monaco, Suède, Ukraine
76-99 %	6	Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Ghana, Hongrie,
51-75 %	7	Allemagne, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie
26-50 %	2	Slovaquie, Slovénie
0-25 %	5	Afrique du Sud, Éthiopie, Norvège, Ouganda, République tchèque
Pas d'information fournie	14	Albanie, Algérie, France, ERY de Macédoine, Israël, Liban, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Sénégal, Suisse, Syrie
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie

⁵ La protection intégrale des espèces de la colonne A correspond à toutes les mesures du paragraphe 2.1.1 du Plan d'action de l'AEWA en vigueur. La protection intégrale des espèces des colonnes B et C correspond à toutes les mesures du paragraphe 2.1.2, ou plus, du plan d'action de l'AEWA en vigueur.

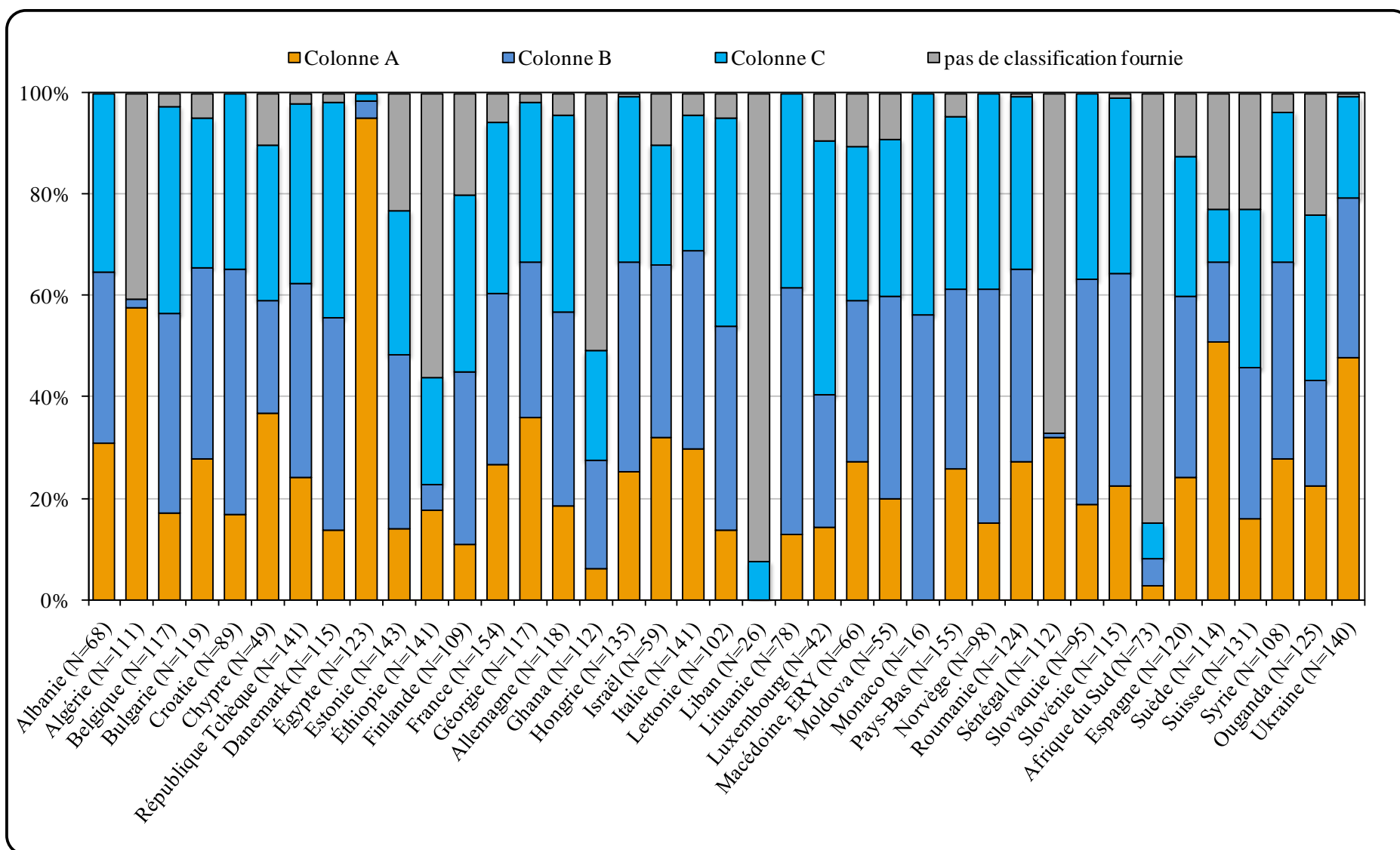


Figure 2.2. Proportion d'espèces par catégorie du Tableau 1 de l'AEWA (le nombre d'espèces dont la présence est confirmée dans chaque pays est indiqué entre parenthèses).

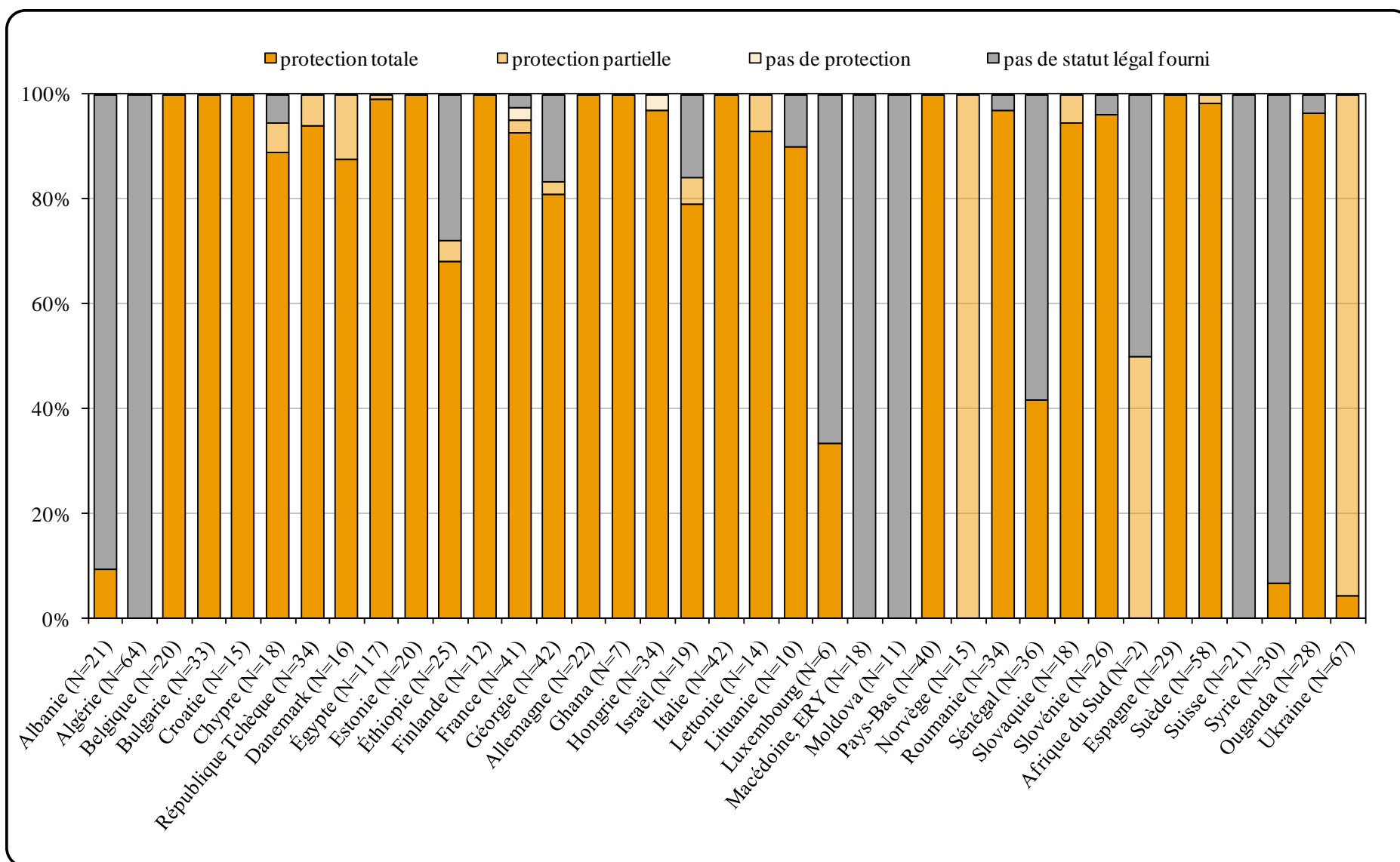


Figure 2.3a. Protection nationale des espèces de la colonne A (le nombre d'espèces dont la présence est confirmée dans chaque pays est indiqué entre parenthèses).

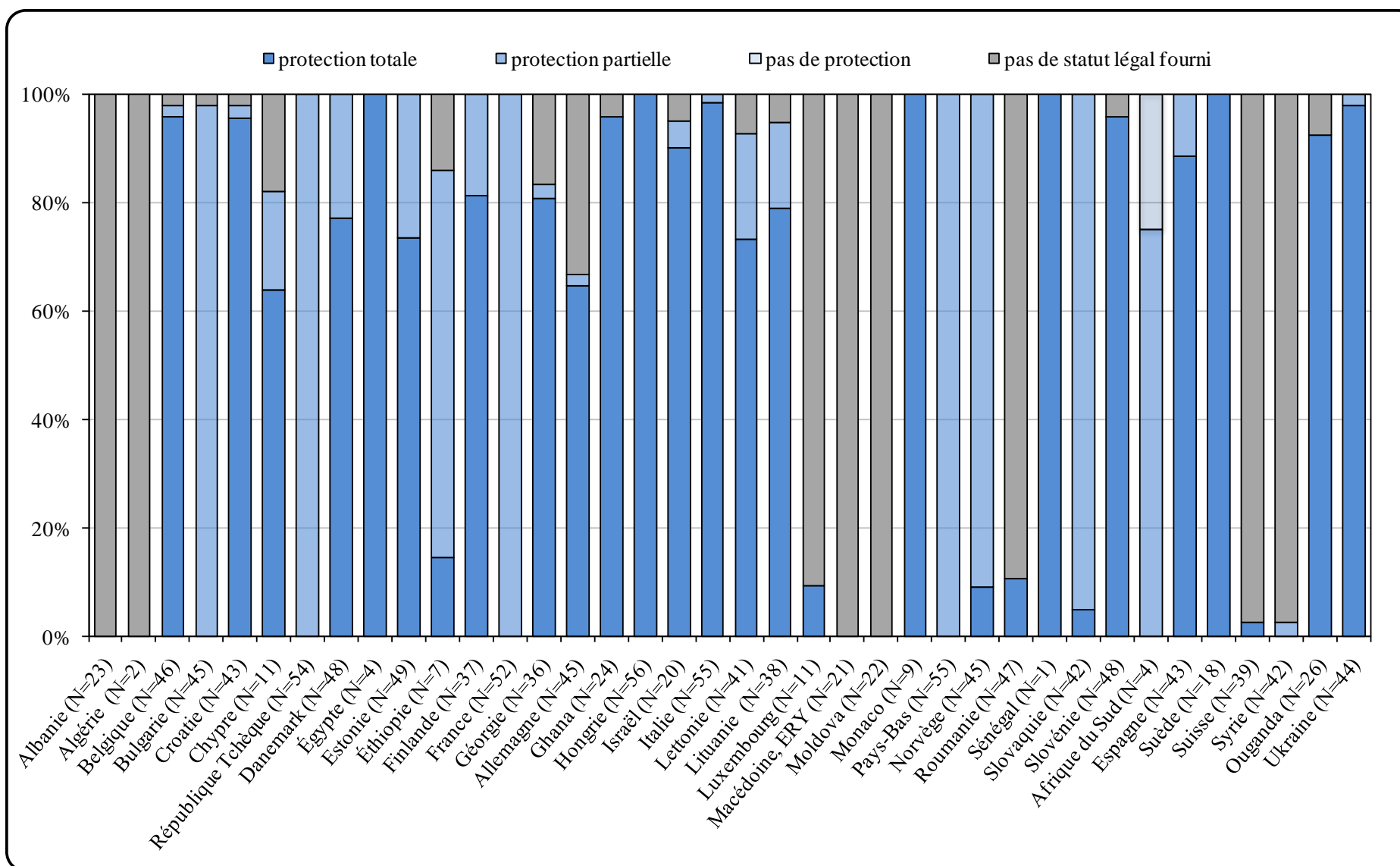


Figure 2.3b. Protection nationale des espèces de la colonne B (le nombre d'espèces dont la présence est confirmée dans chaque pays est indiqué entre parenthèses).

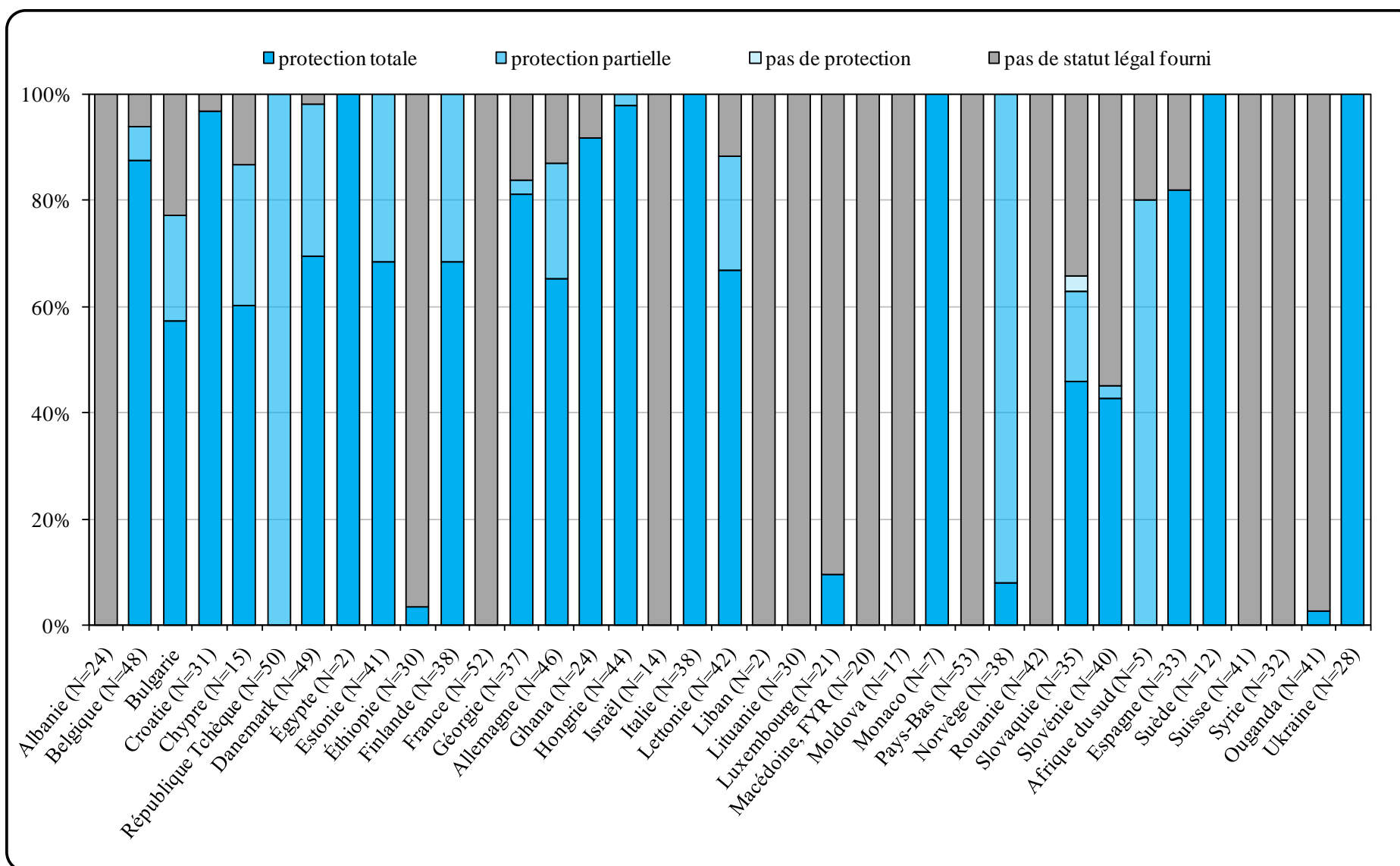


Figure 2.3c. Protection nationale des espèces de la colonne C (le nombre d'espèces dont la présence est confirmée dans chaque pays est indiqué entre parenthèses).

2.2 État des espèces

Sur la base des données fournies à propos des populations, l'extinction localisée d'espèces reproductrices a été communiquée sur le territoire de huit Parties et l'indicateur exigeant qu'il n'y ait aucune extinction de populations d'oiseaux d'eau n'a donc pas été atteint. Quatre Parties supplémentaires ont communiqué l'extinction d'espèces non-reproductrices/hivernantes, mais ceci ne représente pas une véritable extinction comme expliqué en détail aux paragraphes suivants.

Une vue d'ensemble des nombre et proportion de Parties par catégorie d'extinction est fournie au Tableau 2.2. Des détails sur les espèces s'étant apparemment éteintes dans des pays spécifiques sont donnés aux paragraphes suivants. Il est bon de noter que pour soumettre des informations sur les populations, les Parties doivent indiquer si les espèces sont présentes dans le pays sous la forme d'une population reproductrice, de passage ou non-reproductrice/hivernante; ceci semble paradoxal pour les espèces éteintes et peut avoir donné lieu à des omissions. Une question plus claire (par ex. « *Y a-t-il eu des extinctions d'espèces sur le territoire de votre pays et si c'est le cas de quelles espèces s'agit-il ?* »), pourrait proposer une approche plus appropriée pour obtenir cette information lors de futurs cycles de présentation des rapports.

Tableau 2.2: Nombre et détail des Parties dans chaque catégorie d'extinctions, par type d'espèce (reproductrice, de passage, non-reproductrice/hivernante).

Proportion d'extinctions	Reproductrice	De passage	Non-reproductrice/hivernante
0 %	30 Parties: Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Croatie, Chypre, Égypte, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, ERY de Macédoine, Géorgie, Ghana, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Monaco, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Syrie, Ukraine	31 Parties: Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, France, Géorgie, Ghana, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Liban, Luxembourg, Monaco, Norvège, Ouganda, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Suisse, Syrie, Ukraine	33 Parties: Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Belgique, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Éthiopie, Finlande, France, ERY de Macédoine, Géorgie, Ghana, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Monaco, Norvège, Ouganda, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, République tchèque, Suède, Suisse, Syrie, Ukraine
1 %	1 Partie: Roumanie	0	0
2 %	1 Partie: Espagne	0	3 Parties: Bulgarie, Chypre, Pays-Bas
3-5%	4 Parties: Bulgarie, Danemark, Moldova République tchèque,	0	1 Partie: Slovénie
>5 %	2 Parties: Albanie, Luxembourg	0	1 Partie: Estonie
Pas d'information fournie	2 Parties: Algérie, Liban	7 Parties: Éthiopie, Finlande, Lituanie, ERY de Macédoine, Moldova, Sénégal and Suède	1 Partie: Liban
Exclue	4 Parties: Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie	4 Parties: Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie	4 Parties: Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie

Plan stratégique But
Maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration

Indicateur:
Aucune population d'oiseaux d'eau de l'AEWA n'a disparu que ce soit en tant qu'espèce de reproduction, d'hivernage ou espèce migratrice sur tout le territoire des PC

Espèces reproductrices

Quarante Parties ont confirmé qu'une ou plusieurs espèces de l'AEWA sont présentes dans leur pays au cours de la saison de reproduction, et 37 d'entre elles ont fourni des informations supplémentaires sur des espèces spécifiques. Le nombre et la proportion de Parties ayant indiqué que des espèces reproductrices se sont éteintes dans leur pays sont illustrés à la Figure 2.4. Huit Parties ont fait part de l'extinction d'espèces dans leur pays (comme indiqué par des valeurs zéro pour l'évaluation des populations la plus récente), et ce pour 19 espèces (Tableau 2.3). Il était toutefois confirmé pour ces 19 espèces qu'elles existaient encore dans au moins un autre État de l'aire de répartition, selon les rapports de ces Parties.

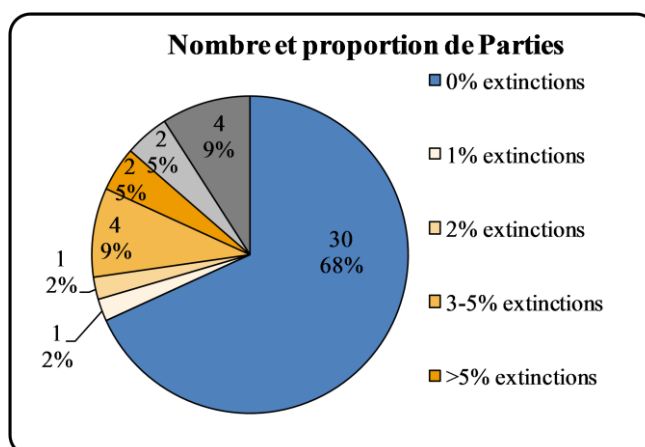


Figure 2.4: Nombre et proportion de Parties faisant part de chaque catégorie d'extinction pour des espèces reproductrices.

Tableau 2.3. Espèces reproductrices dont des Parties ont indiqué l'extinction dans leurs pays.

Partie	Nbre d'espèces éteintes (% d'espèces confirmées)	Espèce	Estimation précédente de population, couples (date)	Dernière estimation de population (date)
Albanie	4 (8 %)	Ibis falcinelle (<i>Plegadis falcinellus</i>)	100- 300 (1964)	0 (1996-2002)
		Spatule blanche (<i>Platalea leucorodia</i>)	10-100 (1964)	0 (1996-2002)
		Grand Cormoran (<i>Phalacrocorax carbo</i>)	Non fournie	0 (1996-2002)
		Oie cendrée (<i>Anser anser</i>)	Non fournie	0 (1996-2002)
Bulgarie	2 (3 %)	Canard siffleur (<i>Anas penelope</i>)	Non fournie	0 (2007)
		Mouette pygmée (<i>Larus minutus</i>)	Non fournie	0 (2007)
Danemark	4 (5 %)	Grèbe esclavon (<i>Podiceps auritus</i>)	0- 2 (2000)	0 (2009)
		Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)	6- 7 (1996)	0 (2010)
		Pluvier doré (<i>Pluvialis apricaria</i>)	7-8 (1998)	0 (2009)
		Guifette leucoptère (<i>Chlidonias leucopterus</i>)	Non fournie	0 (2010)
Espagne	1 (2 %)	Guifette noire (<i>Chlidonias niger</i>)	0-60 (1990-2000)	0 (2007)
Luxembourg	2 (9 %)	Bécassine des marais (<i>Gallinago gallinago</i>)	Non fournie	0 (2000-2002)
		Sarcelle d'été (<i>Anas querquedula</i>)	0-1	0 (2002)
Moldova	2 (5 %)	Tadorne casarca (<i>Tadorna ferruginea</i>)	3-8 (1988)	0 (2000)
		Chevalier gambette (<i>Tringa totanus</i>)	250-400 (1989)	0 (2000)
Roumanie	1 (1 %)	Glaréole à ailes noires (<i>Glareola nordmanni</i>)	0-10 (1994)	0 (1990-2002)
République tchèque	3 (5 %)	Sterne naine (<i>Sterna albifrons</i>)	Non fournie	0 (2001-2003)
		Marouette de Baillon (<i>Porzana pusilla</i>)	Non fournie	0 (2001-2003)
		Fuligule nyroca (<i>Aythya nyroca</i>)	Non fournie	0 (2001-2003)

Espèces de passage

Trente-six Parties ont fait savoir que des données étaient disponibles pour une ou plusieurs espèces de passage, 32 Parties ayant fourni des informations supplémentaires. L'une d'entre elles, les Pays-Bas, a fait part de l'extinction de deux espèces dans le pays (comme indiqué par des valeurs zéro pour la dernière évaluation des espèces): la grue demoiselle *Grus virgo* et le Vanneau sociable *Vanellus gregarius*. Toutefois, la première espèce n'était pas considérée présente dans le pays et la dernière était considérée comme errante aux Pays-Bas⁶, ce qui fait qu'il ne s'agit pas de véritables extinctions.

⁶ BirdLife International (2012) Liste rouge de l'UICN pour les oiseaux. Téléchargée sur <http://www.birdlife.org> le 29/03/2012.

Espèces non-reproductrices/hivernant

Quarante Parties ont confirmé qu'une ou plusieurs espèces sont présentes dans leur pays pendant la période de non-reproduction/hivernage, dont 39 ont fourni de plus amples informations. Parmi elles, cinq Parties ont fait part de l'extinction d'espèces dans leurs pays (comme indiqué par des valeurs zéro pour l'évaluation des populations la plus récente), ceci concernant dix espèces (Tableau 2.4). Toutefois, il ne s'agit pas de véritables extinctions car les espèces concernées sont soit errantes, soit des espèces hivernant de façon irrégulière et ayant de très faibles effectifs de populations dans les évaluations précédentes. Il est confirmé que ces dix espèces sont présentes dans d'autres États de l'aire de répartition.

Tableau 2.4. Espèces non-reproductrices/hivernantes dont les Parties ont indiqué l'extinction.

Partie	Nbre d'espèces éteintes (% d'espèces confirmées)	Espèces	Estimation précédente de population (date)	Dernière estimation de population (date)
Bulgarie	2 (2 %)	Courlis à bec grêle (<i>Numenius tenuirostris</i>) ⁷	0 (1997-2001)	0 (2007-2011)
		Combattant varié (<i>Philomachus pugnax</i>)	0-20 (1997-2001)	0 (2007-2011)
Chypre	1 (2 %)	Courlis à bec grêle (<i>Numenius tenuirostris</i>)	1 (1971-1993)	0 (1990-2003)
Estonie	3 (6 %)	Tadorne de Belon (<i>Tadorna tadorna</i>)	0-1 (1998-2002)	0 (2003-2008)
		Canard Pilet (<i>Anas acuta</i>)	0-5 (1998-2002)	0 (2003-2008)
		Chevalier gambette (<i>Tringa totanus</i>)	1 (1998-2002)	0 (2003-2008)
Pays-Bas	2 (2 %)	Eider à tête grise (<i>Somateria spectabilis</i>)	1 (1999-2001)	0 (2007-2010)
		Pluvier fauve (<i>Pluvialis fulva</i>)	1 (1999-2001)	0 (2007-2010)
Slovénie	3 (4 %)	Tadorne casarca (<i>Tadorna ferruginea</i>)	0-1 (2005-2007)	0 (2008-2010)
		Eider à duvet (<i>Somateria mollissima</i>)	0-2 (2005-2007)	0 (2008-2010)
		Bécassine sourde (<i>Lymnocyrtus minimus</i>)	1 (2005-2007)	0 (2008-2010)

2.3 Tendances des populations

Trente-sept Parties ont fourni des informations sur les tendances des populations pour une ou plusieurs populations reproductrices dans leurs pays (Figure 2.6). Quatre Parties ont indiqué une tendance positive pour plus de 75 % des espèces, aucune des Parties ayant présenté leur rapport n'ont constaté de tendances négatives pour plus de 75 % des espèces et une Partie a indiqué que les tendances étaient inconnues pour plus de 75 % des espèces (Tableau 2.5 et Figures 2.5a- c).

Les Parties semblent avoir réalisé des progrès en direction du but principal, avec quatre Parties ayant réalisé l'objectif principal de l'indicateur et 12 autres ayant réalisé des progrès dans ce sens. Toutefois, l'indicateur n'a pas été atteint par une part importante des Parties, indiquant que davantage d'efforts sont nécessaires pour sauvegarder les espèces de l'AEWA.

Plan stratégique But
Maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration

Indicateur:
Au moins 75 % des espèces d'oiseaux d'eau de l'AEWA rencontrées dans les régions des PC affichent une tendance positive (stable ou croissante)

Tableau 2.5. Nombre de Parties et proportion correspondante d'espèces par catégorie de tendance.

Proportion d'espèces montrant la tendance	Nbre de Parties	Partie
Tendance positive (populations stables ou en augmentation)		
>75 %	4	Allemagne, Chypre, Belgique, Norvège
51-75 %	12	Bulgarie, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Luxembourg, Moldova, Roumanie, Suède

⁷ En danger critique d'extinction dans le monde entier. Aucune Partie n'a mentionné de reproduction; quatre ont fait part d'effectifs non fréquents et/ou faibles de passage; il a été indiqué que de très petits effectifs hivernaient dans quatre pays.

Proportion d'espèces montrant la tendance	Nbre de Parties	Partie
26-50 %	12	Croatie, Danemark, Espagne, Lituanie, Monaco, Ouganda, Pays-Bas, Slovaquie, Slovénie, Suisse, République tchèque, Ukraine
0-25 %	9	Afrique du Sud, Albanie, Égypte, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Liban, Sénégal, Syrie
Pas d'informations	2	Algérie, ERY de Macédoine
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie
Tendance négative (populations en déclin)		
>75 %	0	Aucune
51-75 %	2	Albanie, Ouganda
26-50 %	11	Bulgarie, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Moldova, Monaco, Pays-Bas, République tchèque, Slovaquie, Ukraine
0-25 %	24	Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Croatie, Chypre, Danemark, Égypte, Espagne, Éthiopie, France, Géorgie, Ghana, Hongrie, Israël, Italie, Liban, Luxembourg, Norvège, Roumanie, Sénégal, Slovénie, Suède, Suisse, Syrie
Pas d'informations	2	Algérie, ERY de Macédoine
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Tanzanie, Royaume Uni
Tendance inconnue (populations fluctuantes et inconnues)		
>75 %	1	Éthiopie
51-75 %	2	Géorgie, Ghana
26-50 %	4	Afrique du Sud, Liban, Slovénie, Espagne
0-25 %	30	Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Égypte, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Monaco, Ouganda, Pays-Bas, Norvège, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Suède, Suisse, Syrie, République tchèque, Ukraine
Pas d'informations	2	Algérie, ERY de Macédoine
Exclue	4	Jordanie, Kenya, Royaume Uni, Tanzanie

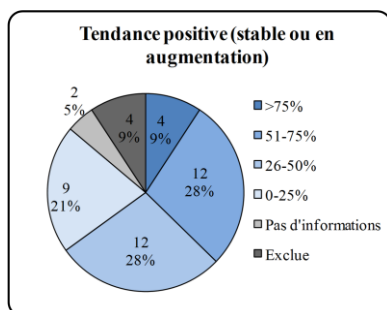


Figure 2.5a. Nombre et proportion de Parties par catégorie de tendance, pour les espèces reproductrices ayant des tendances positives de populations.

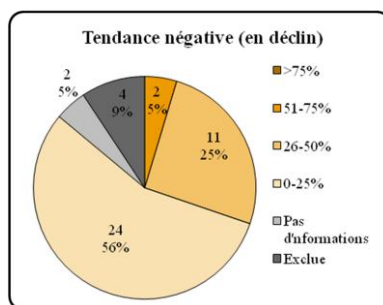


Figure 2.5b. Nombre et proportion de Parties par catégorie de tendance, pour les espèces reproductrices ayant des tendances négatives de populations.

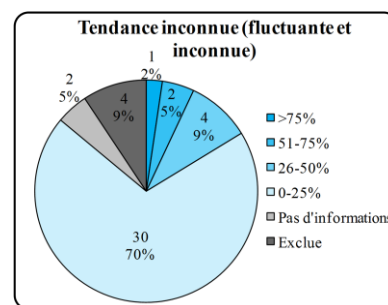


Figure 2.5c. Nombre et proportion de Parties par catégorie de tendance, pour les espèces reproductrices ayant des tendances de populations inconnues.

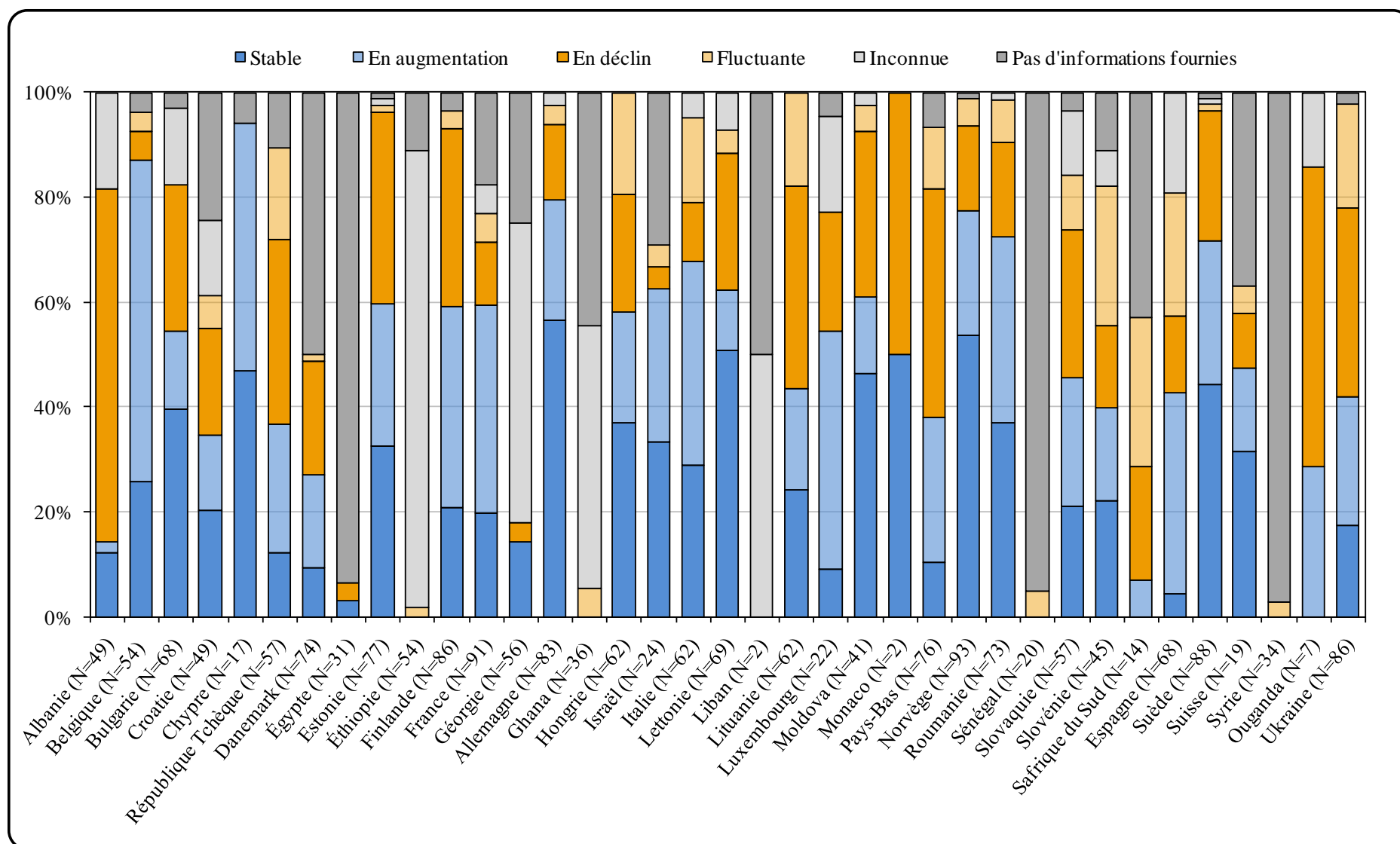


Figure 2.6. Parties ayant présenté leur rapport sur les tendances des populations reproductrices dans leurs pays.

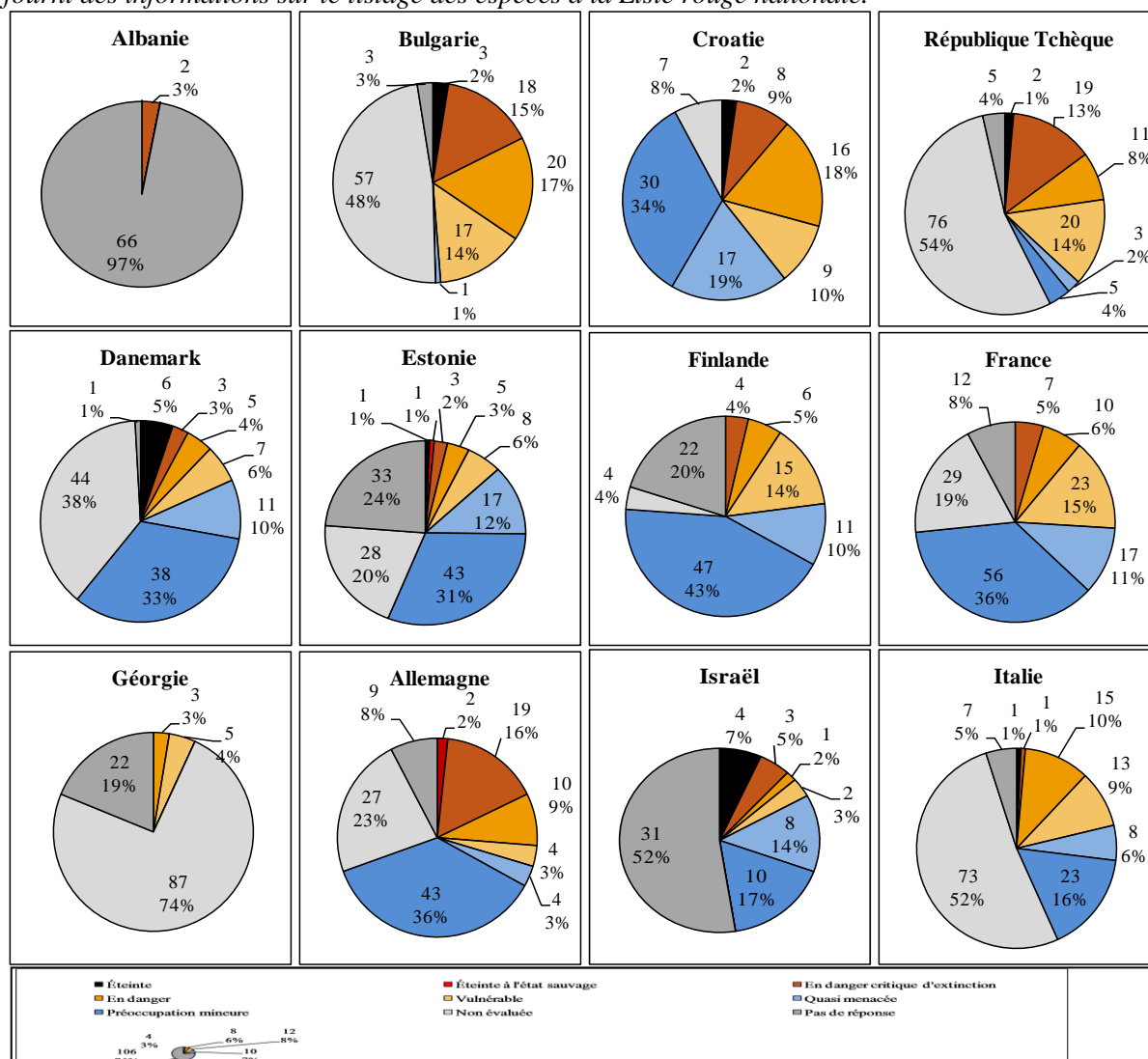
2.4 État à la Liste rouge nationale

Vingt-cinq Parties ont indiqué qu'elles tenaient une Liste rouge nationale dans leur pays, 13 ont confirmé ne pas avoir de Liste rouge et cinq Parties n'ont pas donné d'informations. Onze Parties ont indiqué que leur Liste rouge avait un statut légal dans leur pays.

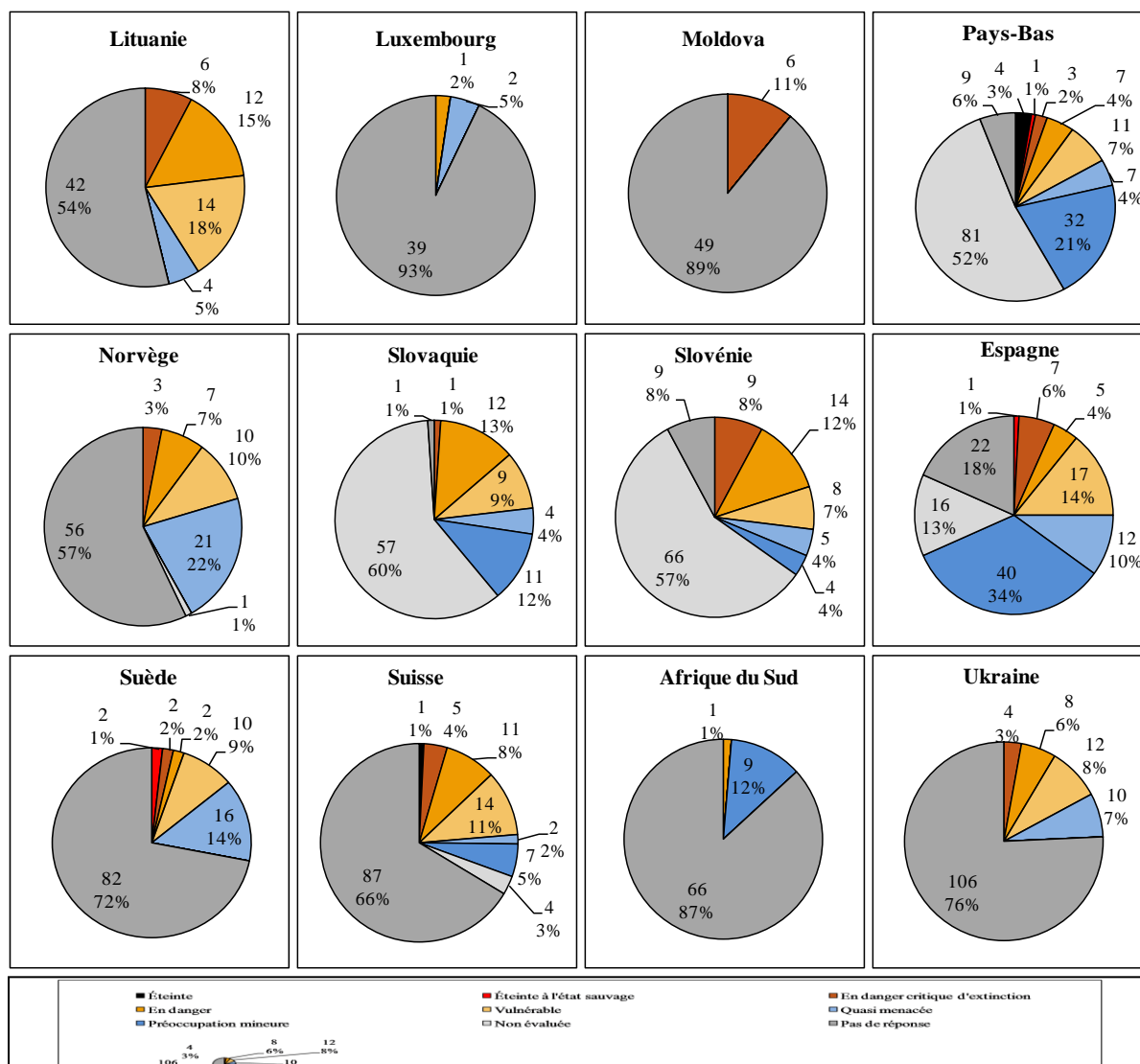
Nombre et proportion d'espèces par catégorie de menace à la Liste rouge

Vingt-quatre Parties ont fourni des informations sur la classification des espèces individuelles à la liste rouge dans leur pays (Figure 2.7). Pour établir le nombre d'espèces par catégorie à la Liste rouge, la dernière évaluation a été utilisée⁸. Une grande proportion d'espèces, parmi les Parties, tombent dans les catégories « pas d'évaluation » ou « pas de réponse », indiquant que davantage d'évaluation d'état sont nécessaires au niveau national. Trois pays, le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas, ont noté que des évaluations liées à la Liste rouge étaient uniquement menées pour les espèces reproductrices; il est possible que ce soit également le cas pour d'autres pays, ce qui pourrait expliquer la fréquence de « non évalué ».

Figure 2.7. Nombre et pourcentage d'espèces par catégorie de la Liste rouge, pour les Parties qui ont fourni des informations sur le listage des espèces à la Liste rouge nationale.



⁸ Quand la dernière évaluation n'a pas été fournie (ou que dans la dernière il a été indiqué « manque de données » ou « pas d'évaluation »), mais qu'une évaluation précédente l'a été, celle-ci a été incluse dans l'analyse.



Proportion d'espèces passées dans une catégorie inférieure de menace dans la Liste rouge

Le Plan stratégique 2009-2017 vise à une amélioration de l'état général des oiseaux d'eau, mesurable à un passage dans une catégorie inférieure de menace d'au moins 20 % des espèces « menacées » ou « quasi menacées ». La proportion d'espèces passées dans une catégorie inférieure lors de la dernière évaluation par rapport à l'évaluation la plus récente a été analysée pour les Parties, qui ont fourni une catégorie tant pour l'évaluation précédente que pour l'évaluation la plus récente (20 Parties) (Figure 2.8). Les combinaisons d'espèces/pays pour lesquelles seule une évaluation était fournie, ou pour l'une desquelles « manque de données » ou « pas d'évaluation » était indiqué, ont été exclues de cette analyse.

Seule une Partie, la Croatie, a fait passer dans une catégorie inférieure au moins 20 % des espèces « menacées » et « quasi menacées » dans son pays, réalisant ainsi l'indicateur, tandis que la France et l'Italie atteignaient presque le seuil de 20 % de baisse de catégorie. Toutefois, dans le cas de la Croatie, la méthode utilisée pour évaluer le statut à la Liste rouge nationale a changé entre les évaluations, ce qui signifie que plusieurs passages à une catégorie inférieure ont été artificiellement provoqués. Par conséquent, aucune Partie n'a atteint le seuil de l'indicateur, et davantage de travail est nécessaire pour conserver les oiseaux d'eau et accroître le passage des espèces à des catégories inférieures.

Plan stratégique But
Maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration

Indicateur:
20 % des espèces menacées et quasi menacées ont été baissées à des catégories inférieures de

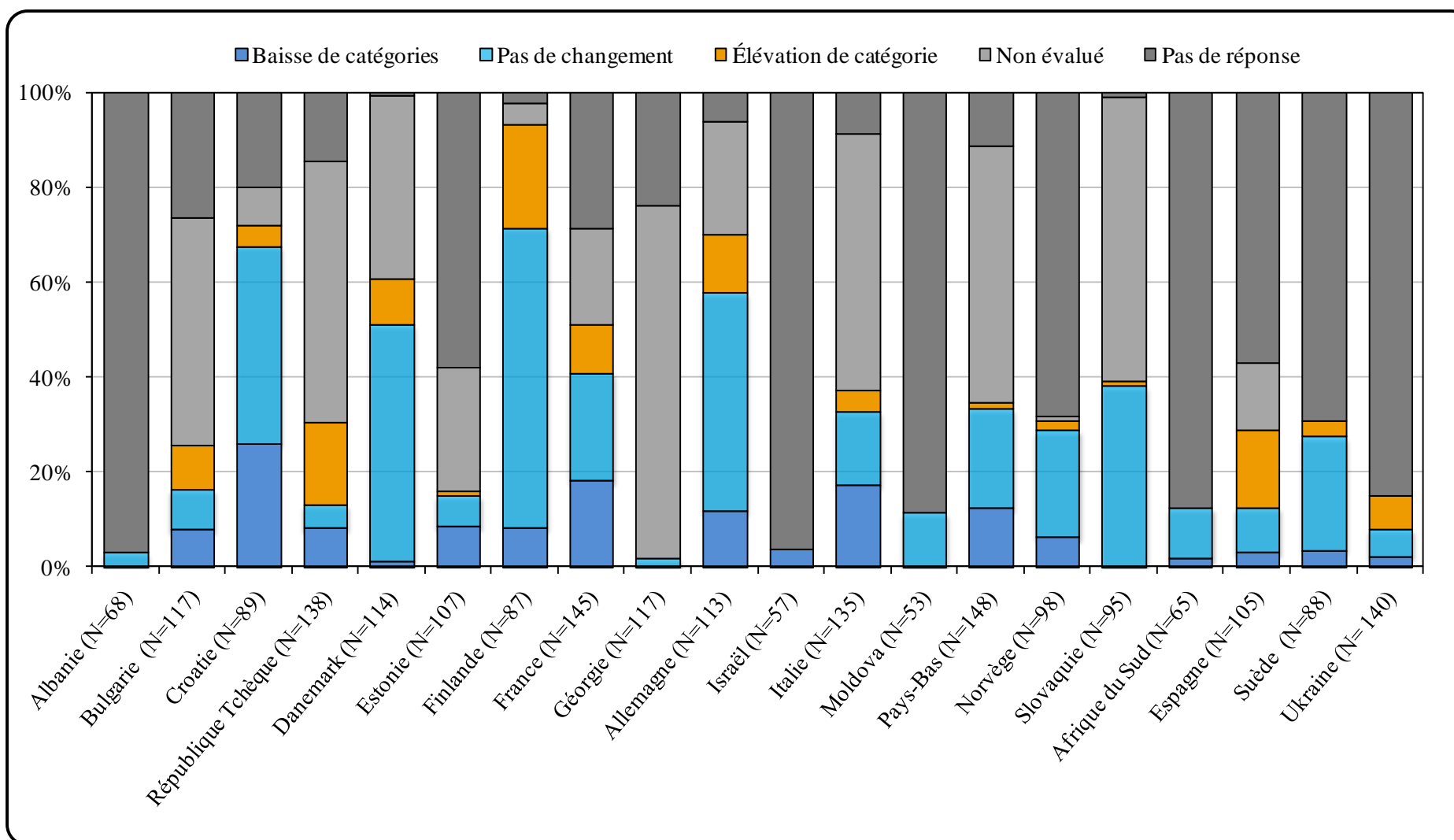


Figure 2.8. Proportion d'espèces passées à une catégorie inférieure, supérieure ou sans changement à la Liste rouge nationale, parmi les espèces dont la présence dans le pays est confirmée.

III. Conservation des espèces

3.1 Mesures légales

Q1. Des dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ont-elles été accordées ?

Onze Parties ont indiqué avoir accordé des dérogations aux interdictions fixées aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA, comme au paragraphe 2.1.3, pour au moins une espèce de l'AEWA, durant la période sur laquelle porte le rapport (Figure 3.1). Des dérogations ont été accordées pour 25 espèces de l'AEWA, l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts publics prioritaires étant la raison prédominante indiquée pour l'accord de ces dérogations (Table 3.1).

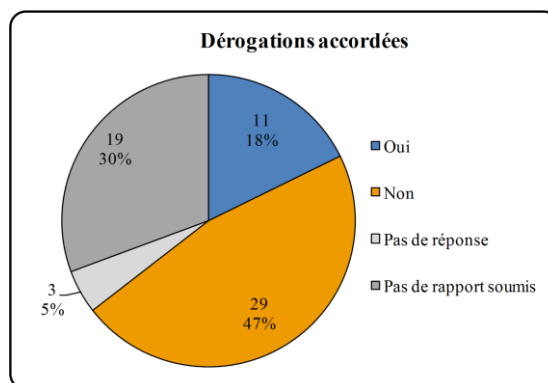


Figure 3.1. Nombre de Parties qui ont indiqué accorder des dérogations.

Table 3.1. Dérogations accordées pour des espèces de l'AEWA et Parties accordant les dérogations.

Table 5.1: Dérogations accordées pour des espèces de l'AEWA et parties accordant les dérogations.						
Espèce	Nbre de Parties	Partie	Objet de la dérogation (du Plan d'action de l'A EWA)	Durée de la dérogation	Nbre d'individus pour lesquels la dérogation a été accordée	Nbre d'œufs pour lesquels la dérogation a été accordée
PHALACROCORACIDAE						
Grand Cormoran (<i>Phalacrocorax carbo</i>)	3	Lettonie	a	6 mois	160	0
		Slovaquie	a, b	7 ans	400	0
		Slovénie	e	3 ans (Sept - mai)	218	0
ARDEIDAE						
Héron cendré (<i>Ardea cinerea</i>)	1	Slovaquie	b	7 ans	50	0
Grande Aigrette (<i>Casmerodius albus</i>)	1	Slovaquie	a, b	5 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0
CICONIIDAE						
Cigogne noire (<i>Ciconia nigra</i>)	1	Lettonie	c	3 jours	12	16
Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)	2	Lettonie	e	6 mois	12	0
		Slovaquie	b	7 ans	1 nid + nombre non spécifié d'oiseaux mis en fuite	0
ANATIDAE						
Cygne tuberculé (<i>Cygnus olor</i>)	1	Slovaquie	b, c, d	7 ans	1, plus un nombre non spécifié d'oiseaux mis en fuite.	0
Oie des moissons (<i>Anser fabalis</i>)	1	Allemagne	a	1 an	7	0
Oie rieuse (<i>Anser albifrons</i>)	2	Slovaquie	b	~4 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0
		Lituanie	chasse	Période restreinte	-	-
Oie cendrée (<i>Anser anser</i>)	2	Italie	c	Périodes de 2 semaines	0	50
		Slovaquie	b	7 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0

Espèce	Nbre de Parties	Partie	Objet de la dérogation (du Plan d'action de l'A EWA)	Durée de la dérogation	Nbre d'individus pour lesquels la dérogation a été accordée	Nbre d'œufs pour lesquels la dérogation a été accordée
Bernache cravant (<i>Branta bernicla</i>)	1	Allemagne	a	1 an	151	
Canard colvert (<i>Anas platyrhynchos</i>)	1	Slovaquie	b	7 ans	non spécifié	0
Sarcelle d'été (<i>Anas querquedula</i>)	1	Lituanie	Chasse	-	-	-
Harle bièvre (<i>Mergus merganser</i>)	1	Lettonie	e	5 mois	1	0
CHARADRIIDAE						
Vanneau huppé (<i>Vanellus vanellus</i>)	2	Italie	d	2 mois	156	0
		Slovaquie	b	7 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0
SCOLOPACIDAE						
Bécassine des marais (<i>Gallinago gallinago</i>)	1	Lituanie	chasse	Période restreinte	-	-
Barge à queue noire (<i>Limosa limosa</i>)	1	Belgique	e	1 an	0	0
Courlis cendré (<i>Numenius arquata</i>)	2	Belgique	b	1 an	Nombre d'oiseaux non spécifié avec permis	0
		Slovaquie	b	3 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0
LARIDAE						
Goéland cendré (<i>Larus canus</i>)	1	Belgique	b	1 an	Nombre d'oiseaux non spécifié avec permis	0
Goéland argenté (<i>Larus argentatus</i>)	2	Belgique	b	3 ans	0	non spécifié (retrait du nid)
		Slovaquie	b	3 ans	non spécifié	0
Goéland pontique (<i>Larus cachinnans</i>)	1	Slovaquie	b	~6 ans	non spécifié	0
Goéland brun (<i>Larus fuscus</i>)	1	Belgique	b	3 ans	0	non spécifié (retrait du nid)
Mouette rieuse (<i>Larus ridibundus</i>)	2	Belgique	b	2 ans	0	non spécifié (retrait du nid)
		Slovaquie	b	7 ans	non spécifié – la plupart mis en fuite	0
STERNIDAE						
Sterne caugek (<i>Sterna sandvicensis</i>)	1	Italie	c	1 mois	10	0
Sterne pierregarin (<i>Sterna hirundo</i>)	1	Belgique	c	2.5 ans	0	20

Légende: (a) Pour éviter de sérieux dégâts sur les cultures, l'eau et les pêcheries;

(b) Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts publics prioritaires;

(c) À des fins de recherche et d'éducation, ou de rétablissement et pour la reproduction nécessaire à cet effet;

(d) Pour permettre, sous des conditions strictement supervisées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, le prélèvement et l'élevage ou autre utilisation judicieuse d'un petit nombre de certains oiseaux;

(e) En vue d'accroître la propagation ou la survie des populations concernées.

3.2 Plans d'action par espèce

Q2. Quels sont les Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE), destinés aux espèces dont les populations figurent à la Colonne A du Tableau 1, développés ou reconnus par l'AEWA, qui ont été transposés dans des Plans d'action nationaux par espèce (PANPE) ?

Jusqu'ici, des Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) ont été développés pour 21 espèces⁹ (15 approuvés par la MOP de l'AEWA et 6 autres développés avant l'entrée en vigueur de l'AEWA et approuvés dans des traités étroitement liés à celui-ci, tels que la CMS et la Convention de Berne). Sur la base des PAIPE, les Parties concernées sont encouragées à développer des Plans d'action nationaux par espèce (PANPE). Les PAIPE concernent 42 des 43 Parties ayant présenté leur rapport, 15 Parties ayant indiqué mettre en œuvre au moins un Plan d'action national par espèce (PANPE), tandis que 17 Parties ont indiqué que le processus de développement d'un ou plusieurs PANPE est en cours (Tableau 3.2).

Tableau 3.2. Nombre de PAIPE à chaque étape de développement, indiqué par les Parties dans leur rapport.

Partie	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement	Pas de PANPE en place	Total de PANPE importants indiqués	Pas de réponse	Total de PAIPE concernant la Partie
Afrique du Sud	1	0	0	1	3	4
Albanie	2*	0	0	2	5	7
Algérie	0	2	1	3	5	8
Allemagne	0	2	3	5		5
Belgique	0	1	3	4		4
Bulgarie	0	3	7	10		10
Croatie	0	2	3	5		5
Chypre	0	0	4	4		4
Danemark	2	0	0	2	1	3
Égypte	0	0	3	3	1	4
Espagne	1	1	6	8		8
Estonie	2	2	0	4		4
Éthiopie	0	0	0	0	5	5
Finlande	1	1	0	2	2	4
France	2	1	5	8		8
Géorgie	0	0	1	1	2	3
Ghana	0	1	0	1		1
Hongrie	2	1	4	7		7
Israël	1	0	1	2	4	6
Italie	4	0	2	6	1	7
Jordanie	0	0	0	0	3	3
Kenya	0	1	0	1	6	7

⁹ Goéland d'Audouin (*Larus audouinii*), Barge à queue noire (*Limosa limosa*), Glaréole à ailes noires (*Glareola nordmanni*), Râle des genêts *Crex crex*), Pélican frisé (*Pelecanus crispus*), Spatule blanche (*Platalea leucorodia*), Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), Bécassine double (*Gallinago media*), Flamant nain (*Phoeniconaias minor*), Oie naine (*Anser erythropus*), Bernache à ventre pâle (*Branta bernicla hrota*), Éristature maccoa (*Oxyura maccoa*), Crabier blanc (*Ardeola idae*), Sarcelle marbrée (*Marmaronetta angustirostris*), Ibis chauve (*Geronticus eremita*), Cormoran pygmée (*Phalacrocorax pygmeus*), Bernache à cou roux (*Branta ruficollis*), Courlis à bec grêle (*Numenius tenuirostris*), Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*), Éristature à tête blanche (*Oxyura leucocephala*), Râle à miroir (*Sarothrura ayresi*)

Plan stratégique Cible 1.4
Des Plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque (colonne A du tableau 1)

Indicateur:
Les SSAP en place sont concrètement mises en œuvre pour toutes les espèces globalement menacées et les

Partie	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement	Pas de PANPE en place	Total de PANPE importants indiqués	Pas de réponse	Total de PAIPE concernant la Partie
Lettonie	0	0	4	4		4
Liban	0	0	2	2	2	4
Lituanie	0	1	0	1	4	5
Luxembourg	0	0	1	1	1	2
Macédoine, ERY de	0	0	0	0	4	4
Moldova	0	0	0	0	4	4
Monaco	0	0	0	0		0
Norvège	3	0	1	4	1	5
Ouganda	0	1	3	4		4
Pays-Bas	2	0	2	4	2	6
République tchèque	0	0	4	4		4
Roumanie	1	0	1	2	7	9
Royaume Uni	1	0	4	5		5
Sénégal	0	0	1	1	4	5
Slovaquie	0	0	0	0	3	3
Slovénie	2	0	1	3		3
Suède	2	0	0	2	4	6
Suisse	0	0	3	3		3
Syrie	0	1	2	3	3	6
Tanzanie	0	1	0	1	3	4
Ukraine	0	10	1	11		11

* en place, mais pas mis en œuvre (correctement ou pas du tout)

Q3. Avez-vous mis en place ou êtes-vous en train de développer un Plan d'action national pour une espèce/population ne faisant pas l'objet d'un PAIPE AEWA ?

Selon les rapports, des PANPE sont soit mis en œuvre, soit en cours de développement pour 18 des 21 espèces pour lesquelles un PAIPE est en place chez au moins une Partie à laquelle s'applique le PAIPE. Toutefois, sur la base des rapports nationaux, il n'a pas été possible de confirmer que l'un de ces PAIPE était intégralement en place et mis en œuvre (Table 3.3). Il est nécessaire que les Parties effectuent davantage de travail pour assurer que des PANPE soient établis et efficacement mis en œuvre pour toutes les espèces globalement menacées (Cible 1.4).

Les Parties ont indiqué le développement de PANPE pour des espèces pour lesquelles aucun PAIPE n'est en place. À partir des réponses des Parties, des PANPE sont en place et sont mis en œuvre par une ou plusieurs Parties pour 33 espèces supplémentaires et il est indiqué que 23 autres PANPE sont en cours de développement (Table 3.4).

Tableau 3.3. Pour chaque PAIPE, stade de développement indiqué des PANPE correspondants.

Espèce	Catégorie de menace à la Liste rouge	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement	Pas de PANPE	Pas de réponse	Total des Parties concernées ayant présenté leur rapport	Total de toutes les Parties dans PAIPE
PELECANIDAE							
Pélican frisé (<i>Pelecanus crispus</i>)	Vulnérable	2 Parties: Roumanie, Albanie*	1 Partie: Ukraine	1 Partie: Bulgarie	0	4	4
PHALACROCORACIDAE							
Cormoran pygmée (<i>Phalacrocorax pygmeus</i>)	Préoccupation mineure	1 Partie: Albanie*	2 Parties: Bulgarie, Ukraine	0	3 Parties: ERY de Macédoine, Moldova, Roumanie	6	6
ARDEIDAE							
Crabier blanc (<i>Ardeola idae</i>)	En danger	0	2 Parties: Kenya, Ouganda	1 Partie: France	1 Partie: Tanzanie	4	6
THRESKIORNITHIDAE							
Ibis chauve (<i>Geronticus eremita</i>)	En danger critique d'extinction	0	0	0	1 Partie: Syrie	1	1
Spatule blanche (<i>Platalea leucorodia</i>)	Préoccupation mineure	1 Partie: Pays-Bas	1 Partie: Croatie	10 Parties: Bulgarie, Chypre, République tchèque, Égypte, France, Hongrie, Liban, Syrie, Ouganda, Royaume Uni	10 Parties: Albanie, Algérie, ERY de Macédoine, Israël, Jordanie, Kenya, Luxembourg, Moldova, Sénégal, Suède	19	30
PHOENICOPTERIDAE							
Flamant nain (<i>Phoeniconaias minor</i>)	Quasi menacé	1 Partie: Kenya	1 Partie: Tanzanie	1 Partie: Sénégal	2 Parties: Éthiopie, Afrique du Sud	5	7
ANATIDAE							
Fuligule nyroca (<i>Aythya nyroca</i>)	Quasi menacé	3 Parties: Hongrie, Italie, Slovaquie	4 Parties: Bulgarie, Allemagne, Slovaquie, Ukraine	9 Parties: Belgique, Croatie, Chypre, République tchèque, Égypte, France, Lettonie, Espagne, Suisse	16 Parties: Albanie, Algérie, Éthiopie, ERY de Macédoine, Géorgie, Israël, Jordanie, Kenya, Liban, Lituanie, Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Syrie	32	42

Espèce	Catégorie de menace à la Liste rouge	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement	Pas de PANPE	Pas de réponse	Total des Parties concernées ayant présenté leur rapport	Total de toutes les Parties dans PAIPE
Érismature à tête blanche (<i>Oxyura leucocephala</i>)	En danger	2 Parties: Israël, Espagne	2 Parties: Bulgarie, Ukraine	12 Parties: Belgique, France, Géorgie, Allemagne, Hongrie, Italie, Norvège, Roumanie, Slovénie, Suisse, Syrie, Royaume Uni	5 Parties: Algérie, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Suède	20	25
Érismature maccoa (<i>Oxyura maccoa</i>)	Quasi menacé	0	0	1 Partie: Ouganda	4 Parties: Éthiopie, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie	5	5
Oie naine (<i>Anser erythropus</i>)	Vulnérable	4 Parties: Estonie, Finlande, Norvège, Suède	2 Parties: Hongrie, Ukraine	4 Parties: Bulgarie, Allemagne, Pays-Bas, Syrie	2 Parties: Lituanie, Roumanie	12	13
Bernache à ventre pâle (<i>Branta bernicla hrota</i>)	Préoccupation mineure ^s	0	0	3 Parties: France, Espagne, Royaume Uni	0	3	4
Bernache à cou roux (<i>Branta ruficollis</i>)	En danger	0	1 Partie: Ukraine	1 Partie: Bulgarie	1 Partie: Roumanie	3	3
Sarcelle marbrée (<i>Marmaronetta angustirostris</i>)	Vulnérable	1 Partie: Italie	1 Partie: Espagne	0	1 Partie: Algérie	3	3
RALLIDAE							
Râle des genêts (<i>Crex crex</i>)	Préoccupation mineure	8 Parties: Danemark, France, Hongrie, Pays-Bas, Norvège, Slovénie, Suède, Royaume Uni	6 Partie: Belgique, Croatie, Estonie, Finlande, Allemagne, Ukraine	11 Parties: Bulgarie, Chypre, République tchèque, Égypte, Italie, Lettonie, Liban, Luxembourg, Espagne, Suisse, Ouganda	13 Parties: Albanie, Algérie, ERY de Macédoine, Géorgie, Israël, Jordanie, Kenya, Lituanie, Moldova, Roumanie, Slovaquie, Afrique du Sud, Syrie, Tanzanie	38	46
Râle à miroir (<i>Sarothrura ayresi</i>)	En danger	1 Partie: Afrique du Sud	0	0	1 Partie: Éthiopie	2	2
GLAREOLIDAE							
Glaréole à ailes noires (<i>Glareola nordmanni</i>)	Quasi menacé	0	1 Partie: Ukraine	0	0	1	1
CHARADRIIDAE							
Vanneau sociable (<i>Vanellus gregarius</i>)	En danger critique d'extinction	0	1 Partie: Syrie	0	1 Partie: Israël	2	3

Espèce	Catégorie de menace à la Liste rouge	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement	Pas de PANPE	Pas de réponse	Total des Parties concernées ayant présenté leur rapport	Total de toutes les Parties dans PAIPE
SCOLOPACIDAE							
Bécassine double (<i>Gallinago media</i>)	Quasi menacé	1 Partie: Estonie	2 Parties: Lituanie, Ukraine	1 Partie: Lettonie	2 Parties: Norvège, Suède	6	6
Barge à queue noire (<i>Limosa limosa</i>)	Quasi menacé	3 Parties: Danemark, Norvège, Royaume Uni	5 Parties: Algérie, Estonie, France, Ghana, Ukraine	10 Parties: Belgique, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Allemagne, Hongrie, Lettonie, Pays-Bas, Espagne	12 Parties: Albanie, Égypte, Éthiopie, Finlande, Israël, Italie, Kenya, Lituanie, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Suède	30	42
Courlis à bec grêle (<i>Numenius tenuirostris</i>)	En danger critique d'extinction	1 Partie: Italie	0	6 Parties: Algérie, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Espagne, Ukraine	1 Partie: Albanie	7	10
LARIDAE							
Goéland d'Audouin (<i>Larus audouinii</i>)	Quasi menacé	2 Parties: France, Italie	0	1 Partie: Chypre	3 Parties: Algérie, Liban, Sénégal	6	7

*PANPE en place mais pas correctement appliqué ou pas appliqué du tout

§Le listage à la liste Rouge n'est pas spécifique aux sous-espèces

Tableau 3.4. Stade des PANPE pour les espèces qui ne sont pas encore couvertes par des PAIPE.

Espèce	Catégorie à la Liste rouge	Nbre de Parties	Parties	Stade du PANPE
SPHENISCIDAE				
Manchot du Cap (<i>Spheniscus demersus</i>)	En danger	1	Afrique du Sud	En place et mis en œuvre
GAVIIDAE				
Plongeon imbrin (<i>Gavia immer</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
PODICIPEDIDAE				
Grèbe esclavon (<i>Podiceps auritus</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
PELECANIDAE				
Pélican blanc (<i>Pelecanus onocrotalus</i>)	Préoccupation mineure	1	Israël	En place et mis en œuvre
PHALACROCORACIDAE				
Grand Cormoran (<i>Phalacrocorax carbo</i>)	Préoccupation mineure	2	Danemark	En place et mis en œuvre
			Estonie	En place et mis en œuvre
ARDEIDAE				
Aigrette garzette (<i>Egretta garzetta</i>)	Préoccupation mineure	1	Croatie	En développement
Héron cendré (<i>Ardea cinerea</i>)	Préoccupation mineure	1	Croatie	En développement
Héron pourpré (<i>Ardea purpurea</i>)	Préoccupation mineure	2	Croatie	En développement
			Pays-Bas	En place et mis en œuvre
Grande aigrette (<i>Casmerodius albus</i>)	Préoccupation mineure	1	Croatie	En développement
Crabier chevelu (<i>Ardeola ralloides</i>)	Préoccupation mineure	1	Croatie	En développement
Bihoreau gris (<i>Nycticorax nycticorax</i>)	Préoccupation mineure	2	Croatie	En développement
			Pays-Bas	En place et mis en œuvre
Blongios nain (<i>Ixobrychus minutus</i>)	Préoccupation mineure	1	Pays-Bas	En place et mis en œuvre
Butor étoilé (<i>Botaurus stellaris</i>)	Préoccupation mineure	7	Bulgarie	En développement
			Estonie	En développement
			Finlande	En place et mis en œuvre
			France	En place et mis en œuvre
			Pays-Bas	En place et mis en œuvre
			Slovaquie	En développement
			Royaume Uni	En place et mis en œuvre
CICONIIDAE				
Cigogne noire (<i>Ciconia nigra</i>)	Préoccupation mineure	4	Estonie	En place et mis en œuvre
			Hongrie	En place et mis en œuvre
			Lettonie	En place et mis en œuvre
			Lituanie	En développement
Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)	Préoccupation mineure	2	Hongrie	En place et mis en œuvre
			Suisse	En place et mis en œuvre
BALAENICIPITIDAE				
Bec-en-sabot du Nil (<i>Balaeniceps rex</i>)	Vulnérable	1	Kenya	En développement
ANATIDAE				
Cygne chanteur (<i>Cygnus cygnus</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Cygne de Bewick (<i>Cygnus columbianus</i>)	Préoccupation mineure	2	Estonie	En développement
			Finlande	En développement
Oie rieuse (<i>Anser albifrons</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre

Espèce	Catégorie à la Liste rouge	Nbre de Parties	Parties	Stade du PANPE
Oie cendrée (<i>Anser anser</i>)	Préoccupation mineure	1	Estonie	En développement
Bernache nonette (<i>Branta leucopsis</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Nette rousse (<i>Netta rufina</i>)	Préoccupation mineure	2	France	En développement
			Pays-Bas	En place et mis en œuvre
Fuligule milouinan (<i>Aythya marila</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Eider de Steller (<i>Polysticta stelleri</i>)	Vulnérable	1	Estonie	En développement
Macreuse noire (<i>Melanitta nigra</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Macreuse brune (<i>Melanitta fusca</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Harle piette (<i>Mergellus albellus</i>)	Préoccupation mineure	2	Finlande	En développement
			Royaume Uni	En place et mis en œuvre
GRUIDAE				
Grue royale (<i>Balearica regulorum</i>)	Vulnérable	1	Ouganda	En développement
Grue cendrée (<i>Grus grus</i>)	Préoccupation mineure	1	Estonie	En place et mis en œuvre
RALLIDAE				
Râle d'eau (<i>Rallus aquaticus</i>)	Préoccupation mineure	1	Estonie	En développement
Marouette poussin (<i>Porzana parva</i>)	Préoccupation mineure	2	Estonie	En développement
			Pays-Bas	En place et mis en œuvre
Marouette ponctuée (<i>Porzana porzana</i>)	Préoccupation mineure	1	Estonie	En développement
HAEMATOPODIDAE				
Huîtrier pie (<i>Haematopus ostralegus</i>)	Préoccupation mineure	1	Italie	En développement
Huîtrier de Moquin (<i>Haematopus moquini</i>)	Quasi menacé	1	Afrique du Sud	En place et mis en œuvre
GLAREOLIDAE				
Glaréole à collier (<i>Glareola pratincola</i>)	Préoccupation mineure	1	Israël	En développement
CHARADRIIDAE				
Pluvier doré (<i>Pluvialis apricaria</i>)	Préoccupation mineure	3	Danemark	En place et mis en œuvre
			Lituanie	En développement
			Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Grand Gravelot (<i>Charadrius hiaticula</i>)	Préoccupation mineure	1	Estonie	En développement
Gravelot à collier interrompu (<i>Charadrius alexandrinus</i>)	Préoccupation mineure	2	Hongrie	En place et mis en œuvre
			Italie	En développement
Pluvier guignard (<i>Eudromias morinellus</i>)	Préoccupation mineure	1	Finlande	En place et mis en œuvre
SCOLOPACIDAE				
Bécassine sourde (<i>Lymnocyrtus minimus</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Barge rousse (<i>Limosa lapponica</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Courlis corlieu (<i>Numenius phaeopus</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Courlis cendré (<i>Numenius arquata</i>)	Quasi menacé	2	Estonie	En développement
			France	En développement
Chevalier gambette (<i>Tringa totanus</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Chevalier sylvain (<i>Tringa glareola</i>)	Préoccupation mineure	1	Lituanie	En développement
Chevalier guignette	Préoccupation	1	Suisse	En place et mis en œuvre

Espèce	Catégorie à la Liste rouge	Nbre de Parties	Parties	Stade du PANPE
(<i>Tringa hypoleucos</i>)	mineure			
Bécasseau maubèche (<i>Calidris canutus</i>)	Préoccupation mineure	1	France	En développement
Bécasseau variable (<i>Calidris alpina</i>)	Préoccupation mineure	4	Danemark	En place et mis en œuvre
			Estonie	En place et mis en œuvre
			Finlande	En développement
			Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Bécasseau falcinelle (<i>Limicola falcinellus</i>)	Préoccupation mineure	1	Finlande	En développement
Combattant varié (<i>Philomachus pugnax</i>)	Préoccupation mineure	3	Danemark	En place et mis en œuvre
			Estonie	En place et mis en œuvre
			Lituanie	En développement
Phalarope à bec étroit (<i>Phalaropus lobatus</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
STERNIDAE				
Sterne caspienne (<i>Sterna caspia</i>)	Préoccupation mineure	1	Finlande	En place et mis en œuvre
Sterne de Dougall (<i>Sterna dougallii</i>)	Préoccupation mineure	1	Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Sterne naine (<i>Sterna albifrons</i>)	Préoccupation mineure	4	Israël	En place et mis en œuvre
			Italie	En développement
			Lituanie	En développement
			Royaume Uni	En place et mis en œuvre
Guifette noire (<i>Chlidonias niger</i>)	Préoccupation mineure	1	Pays-Bas	En place et mis en œuvre

3.3 Mesures d'urgence

Q5. Veuillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacé les oiseaux.

Huit Parties (18 % des répondants; 13 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'une situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau est apparue pendant la dernière période triennale (Figure 3.2). Cependant, une de ces Parties, le Liban, a communiqué une situation qui a eu lieu en 2006. Les situations d'urgence communiquées incluent la pollution chimique, les conditions climatiques extrêmes, le saturnisme, les marées noires et la prédation; des détails sont fournis dans le Tableau 3.5. Parmi les Parties ayant fait part dans leur rapport d'une situation d'urgence, seule une, l'Ukraine, a fait savoir que des mesures d'urgence avaient été mises en œuvre.

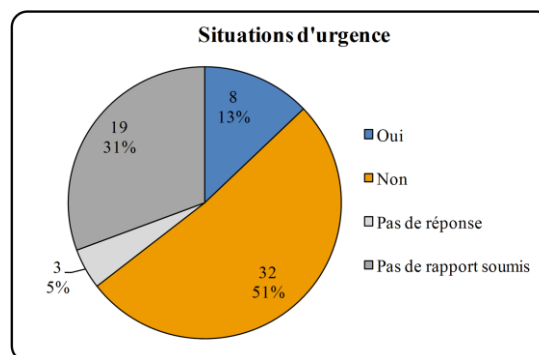


Figure 3.2. Réponse des Parties lorsqu'une situation d'urgence a eu lieu durant la période triennale.

Q6. Existe-t-il d'autres mesures d'urgence non mentionnées ci-dessus, mais développées et mises en place dans votre pays ?

Six autres Parties ont répondu que, bien qu'aucune situation d'urgence ne soit apparue, des mesures d'urgence sont en place dans leur pays. En combinaison avec les pays qui ont été confrontés à une situation d'urgence, 13 Parties au total ont confirmé que des mesures d'urgence étaient en place pour au moins un type de situation d'urgence (Tableau 3.6).

Tableau 3.5. Types de situations d'urgence et autres détails communiqués, et mise en œuvre de mesures d'urgence.

Situation d'urgence	Nombre de Parties (% de répondants)	Partie	Date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence
Botulisme	aucune						
Pollution chimique	2 (5 %)	Syrie	juillet 2011	Lac Al-Jabboul	Pas de réponse	Impact limité aux juvéniles	Oui
		Ukraine	novembre-décembre 2011	Région de Kherson	Oie rieuse (<i>Anser albifrons</i>)	>200 individus	Non
Tremblement de terre	aucune						
Conditions climatiques extrêmes	3 (7 %)	France	janvier 2008, janvier 2009 et décembre 2010	Nord et Ouest de la France	Canards et échassiers	Pas de réponse	Oui
		Syrie	mai 2011	Lac Al-Jabboul	Flamant rose (<i>Phoenicopterus ruber</i>)	Centaines de juvéniles	Oui
		Royaume Uni	Hivers fin 2008, 2009 et 2010.	Tout le pays	Pas de réponse	Impossible à évaluer précisément	Oui
Incendie	aucune						
Efflorescences algales nuisibles	aucune						
Maladie infectieuse	aucune						
Introduction d'espèces non indigènes	aucune						
Saturnisme	1 (2 %)	Chypre	Hivers fin 2009 et 2010	Lac salé Larnaca	Flamant rose (<i>Phoenicopterus ruber</i>)	20-30 individus	Oui
Accident nucléaire	aucune						
Marée noire	2 (5 %)	Liban	juillet 2006	Centrale électrique de Jiyeh	Râle des genêts (<i>Crex crex</i>)	>100 individus souillés	Oui
		Norvège	Hiver 2010	Fjord d'Oslo	Eider à duvet (<i>Somateria mollissima</i>)	5000 individus ou plus souillés; impact sur de nombreuses réserves naturelles	Oui
Prédation	1 (2 %)	Danemark	2010 et 2011	Vårholm	Spatule blanche (<i>Platalea leucorodia</i>)	37 couples (toute la colonie)	Oui
Activité volcanique	aucune						
Guerre	aucune						
Autre urgence	aucune						

Tableau 3.6. Types de situations d'urgence pour lesquelles les Parties ont communiqué l'existence de mesures d'urgence.

Situation d'urgence	Nbre de Parties	Parties
Botulisme	1	Allemagne
Pollution chimique	2	Allemagne, *Syrie
Tremblement de terre	aucune	
Conditions climatiques extrêmes	3	*France, *Syrie, *Royaume Uni
Incendie	1	Afrique du Sud
Efflorescences algales nuisibles	2	Pays-Bas
Maladie infectieuse	4	Algérie, Allemagne, Slovénie, Tanzanie
Introduction d'espèce non indigène	1	Allemagne
Saturnisme	1	*Chypre
Accident nucléaire	aucune	
Marée noire	4	Allemagne, *Liban, *Norvège, Afrique du Sud
Prédation	2	*Danemark, Allemagne
Activité volcanique	aucune	
Guerre	aucune	
Autre urgence	aucune	

* Parties ayant été confrontées à une situation d'urgence

3.4 Rétablissements

Q8. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, y compris les oiseaux d'eau ?

Vingt-et-une Parties ont communiqué qu'elles avaient mis en place des cadres réglementaires pour le rétablissement des espèces, six Parties ont fait savoir qu'elles en avaient partiellement développés et quatorze Parties n'ont pas de cadre réglementaire établi (Figure 3.3; Tableau 1 en annexe). Des six Parties ayant indiqué qu'elles disposent d'un cadre réglementaire partiellement en place, quatre ont donné des détails sur la réglementation en question, le Royaume Uni a en plus indiqué que la législation couvrait le lâcher d'espèces non indigènes mais pas celui d'espèces indigènes, tandis que la Slovénie indiquait qu'un permis devait être fourni pour tout rétablissement. La Roumanie a indiqué qu'elle manquait de ressources financières et humaines et le Sénégal n'a pas donné de détails.

Des 14 Parties ayant indiqué qu'elles ne disposaient pas de cadre réglementaire pour le rétablissement, trois Parties ont affirmé qu'un cadre n'était pas nécessaire, dont l'une (la Norvège) a fait savoir qu'un cadre serait développé lorsque le besoin s'en ferait sentir. Le Danemark a indiqué que des rétablissements étaient prévues site par site. Les Parties restantes n'ont pas fourni de détails.

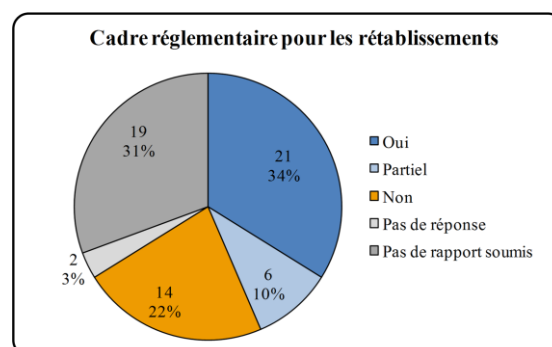


Figure 3.3. Proportion de Parties ayant mis en place des cadres réglementaires.

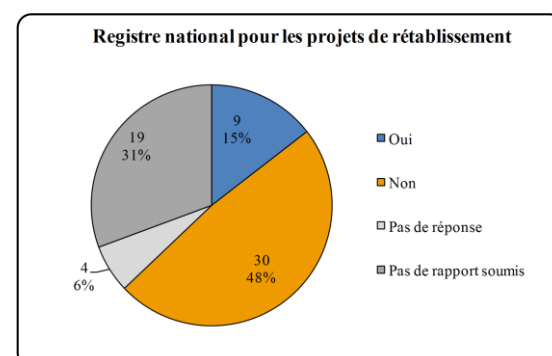


Figure 3.4. Proportion de Parties ayant mis en place des registres nationaux des projets de rétablissement.

Q9. Conservez-vous un registre national des projets de rétablissement menés ou prévus, en partie ou dans leur totalité, sur le territoire de votre pays ?

Neuf Parties ont indiqué qu'elles tenaient à jour un registre national des projets de rétablissement (Figure 3.4; Tableau 1 en annexe). Des trente Parties ayant indiqué qu'elles ne tenaient pas à jour des registres nationaux des projets de rétablissement, 13 ont indiqué qu'aucun projet de rétablissement n'était en cours, tandis que 3 indiquaient que seuls quelques projets l'étaient. L'une de ces Parties, l'Égypte, a en outre indiqué que ces projets ne constituaient pas une priorité pour le gouvernement. L'Italie a indiqué que bien qu'aucun registre officiel ne soient tenu, les projets étaient enregistrés. L'Espagne a indiqué qu'un registre serait établi dans l'avenir. Deux Parties ont répondu mais n'ont pas donné de raison et les six Parties restantes n'ont pas donné de réponse.

Q10. Votre pays a-t-il étudié, développé ou mis en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA ?

Six Parties ont fait part de projets de rétablissement pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Figure 3.5; Tableau 1 en annexe). Toutefois, seules cinq de ces Parties ont pu confirmer qu'un plan était mis en œuvre pour un ou plusieurs de ces projets (Table 3.7). Il a été indiqué que des plans de rétablissement étaient mis en œuvre pour six espèces et étaient soit pris en considération, soit développés pour trois autres espèces. Il a été demandé aux Parties d'informer à l'avance le Secrétariat de ce type de plans, conformément au Plan d'action de l'AEWA. Sur les sept plans de rétablissement en cours de développement ou mis en œuvre, le Secrétariat de l'AEWA n'a été informé que de cinq et il n'a pas été indiqué au Secrétariat s'il serait informé pour les deux autres plans.

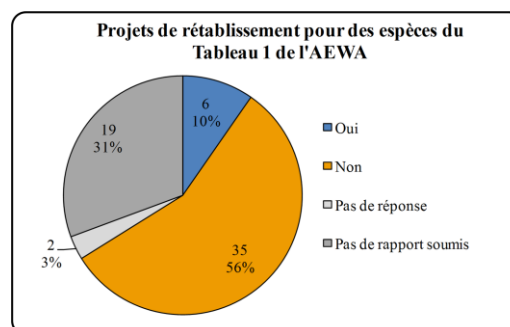


Figure 3.5. Proportion de Parties ayant établi des projets de rétablissement pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA.

Tableau 3.7. Stade des plans de rétablissement pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA, et indication du fait que le Secrétariat de l'AEWA a été informé ou non du développement ou de la mise en œuvre de ces plans (non applicable = n/a; pas de réponse = '-').

Espèces	Parties	Stade du Plan	AEWA informé	Raisons de la non information de l'AEWA
Pélican frisé (<i>Pelecanus crispus</i>)	Roumanie	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre (à disposition sur site web)	-	-
Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)	Suède	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre	Non	Le projet a démarré avant que l'AEWA ne soit établi (1989).
Ibis chauve (<i>Geronticus eremita</i>)	Espagne	Pas de plan en place, mais l'idée du rétablissement est prise en considération	n/a	n/a
	Syrie	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre	-	-
Spatule blanche (<i>Platalea leucorodia</i>)	Espagne	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre	Non	-
Érismature à tête blanche (<i>Oxyura leucocephala</i>)	Espagne	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre	Non	-
Sarcelle marbrée (<i>Marmaronetta angustirostris</i>)	Espagne	Pas de plan en place, mais l'idée du rétablissement est prise en considération	n/a	n/a

Espèces	Parties	Stade du Plan	AEWA informé	Raisons de la non information de l'AEWA
Fuligule nyroca (<i>Aythya nyroca</i>)	Israël	Pas de plan en place, mais l'idée du rétablissement est prise en considération	n/a	n/a
Râle des genêts (<i>Crex crex</i>)	France	Plan de rétablissement développé et mis en œuvre	Non	Il s'agit d'un vieux projet ; pas d'autre projet depuis la dernière MOP.
Foulque caronculée (<i>Fulica cristata</i>)	Espagne	Plan de rétablissement développé	Non	-

3.5 Introductions

Q11. Dans votre pays, existe-t-il une législation interdisant l'introduction d'espèces non indigènes de faune ou de flore pouvant avoir un effet préjudiciable ?

Les Parties sont actives dans l'introduction de législation et de dispositions visant à minimiser les introductions, mais les progrès réalisés dans l'intégration de mesures dans les Plans d'action nationaux par espèce sur des espèces non indigènes s'avèrent lents et le développement et la mise en œuvre de programmes de contrôle/ éradication des oiseaux d'eau non indigènes sont insuffisants. Par conséquent, davantage de travail est nécessaire pour développer et mettre en œuvre des Plans d'action nationaux par espèce, et des programmes de contrôle/ éradication avant de pouvoir atteindre la Cible 1.5.

La grande majorité des Parties ayant présenté leur rapport (40 Parties: 93 % des répondants; 65 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'une législation visant à interdire l'introduction d'espèces non indigènes est en place (Figure 3.6; Tableau 2 en annexe). Sur celles-ci, 36 Parties ont également indiqué que la législation est mise en œuvre. Des quatre Parties qui ont indiqué avoir des législations interdisant l'introduction d'espèces non natives, mais qui n'étaient pas correctement mises en œuvre ou ne l'étaient pas du tout, seule une Partie, l'Italie, a donné une raison, indiquant que la législation concernée ne prévoyait aucune pénalisation des contrevenants.

Q12. Votre pays a-t-il introduit des exigences pour les zoos, les collections privées, etc. afin d'éviter les évasions accidentelles d'oiseaux captifs appartenant à des espèces non indigènes ?

Plus de la moitié des répondant ont également indiqué que des mesures visant à éviter les évasions accidentelles d'oiseaux captifs existent dans leur pays et sont mises en œuvre (23

Plan stratégique Cible 1.5
Les oiseaux d'eau sont soigneusement pris en considération par d'autres forums internationaux, comme la CBD, la Convention de Berne et le GISP, dans l'élaboration de Plans d'actions nationaux sur les espèces non indigènes
Indicateur:
Les PC ont introduit, comme élément des Plans d'action nationaux sur les espèces non indigènes, des mesures spécifiques pour les espèces non indigènes envahissantes d'oiseaux d'eau. Elles mettent en œuvre

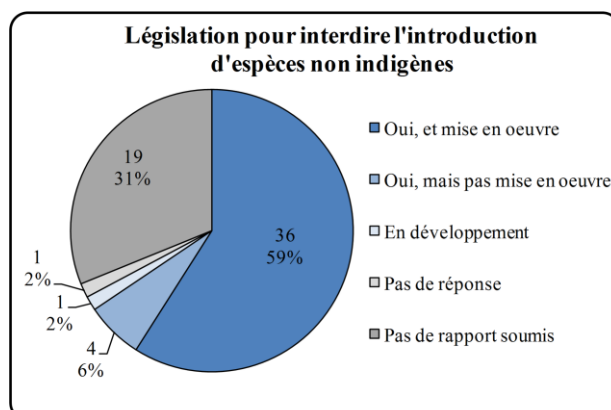


Figure 3.6. Proportion de Parties indiquant qu'une législation interdisant l'introduction d'espèces non indigènes est en place.

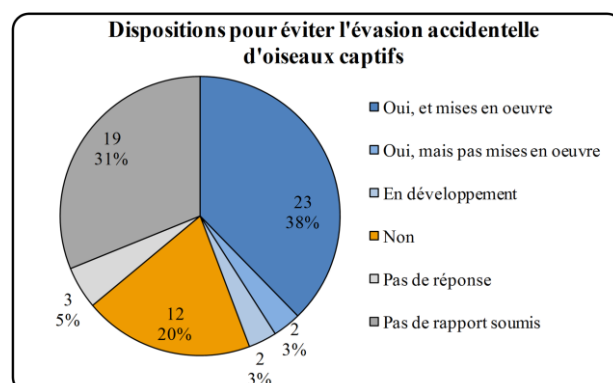


Figure 3.7. Proportion de Parties indiquant que des mesures sont en vigueur pour éviter l'évasion accidentelle d'oiseaux captifs.

Parties: 54 % des répondants; 37 % des Parties contractantes) (Figure 3.7; Tableau 2 en annexe). Aucune raison n'a été donnée par les deux Parties ayant indiqué qu'elles disposaient de mesures pour éviter les évasions accidentelles, mais qui n'étaient pas mises en œuvre. Douze Parties ont indiqué ne pas disposer de mesures pour éviter les évasions accidentelles d'oiseaux captifs, la Syrie et le Danemark indiquant que des mesures seraient prises dans le futur; l'Estonie a indiqué que des mesures générales sont en vigueur pour éviter que des oiseaux ne s'échappent; la République tchèque a indiqué que la question était sous la responsabilité interne des zoos; l'Algérie a fait savoir que les importations d'oiseaux étaient interdites et l'Égypte a indiqué qu'elle était confrontée à un manque de communication et d'organisation. Les six Parties restantes n'ont pas donné de raison.

Q13. Votre pays a-t-il mis en place un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (PANEE) (dans le cadre d'AME tels que la CBD, la Convention de Berne et le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes) ?

Cinq pays ont fait savoir qu'ils avaient établi et mis en œuvre des Plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes (PANEE) (12 % des répondants; 8 % des Parties contractantes) (Figure 3.8; Tableau 2 en annexe). Davantage de Parties contractantes auront besoin de développer et de mettre en œuvre des Plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes pour que la Cible 1.5 soit atteinte.

Les deux Parties ayant fait part de PANEE en place mais qui ne sont pas correctement mis en œuvre, ont indiqué que la raison était un manque de ressources financières; l'Albanie a également cité un manque de ressources humaines, tandis que l'Ouganda mentionnait un manque de savoir faire technique. Des 18 Parties ayant indiqué ne pas avoir de PAIPE, quatre Parties ont donné des détails sur leur approche des espèces envahissantes: l'Estonie a fait savoir que des Plans d'action spécifiques aux espèces étaient en place, la Moldova a noté que des objectifs sont fixés dans son Plan d'action et stratégie nationale pour la biodiversité (NBSAP) sous la CBD, l'Allemagne a également noté que son approche est conforme à la CBD, tandis que la France a indiqué agir dans le cadre de l'UE. Tant la Bulgarie que Monaco ont fait savoir que des plans seraient envisagés dans le futur, tandis que la Lettonie et le Luxembourg ont tous deux indiqués que ce type de plan n'était pas exigé. La République tchèque a indiqué manquer de ressources financières et de capacité. Quatre Parties ont répondu mais n'ont pas fourni de raison, et les cinq Parties restantes n'ont pas répondu.

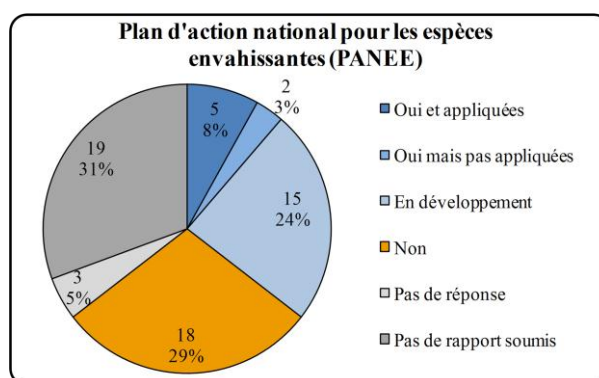


Figure 3.8. Proportion de Parties indiquant qu'un PANEE est en place.

Q14. Un programme d'éradication a-t-il été étudié, développé ou mis en œuvre pour des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau dans votre pays ?

Huit Parties (19 % des répondants; 13 % des Parties contractantes) ont indiqué que des programmes d'éradication sont envisagés, développés ou mis en œuvre pour les espèces d'oiseaux d'eau non indigènes (Figure 3.9; Tableau 2 en annexe). Ces programmes d'éradication concernent cinq espèces (Tableau 3.8). Parmi elles, deux espèces – Érismature rousse *Oxyura jamaicensis* et Bernache du Canada *Branta canadensis* sont des espèces non indigènes dans les pays de

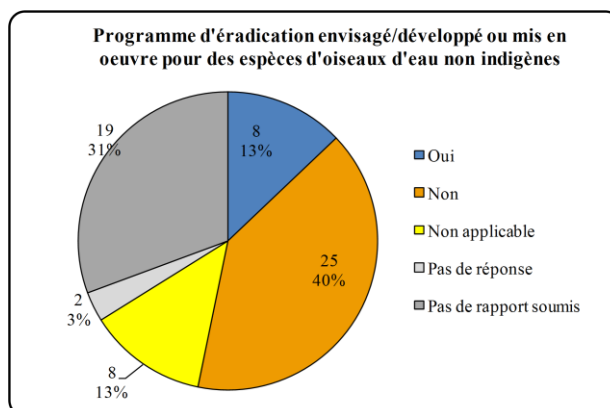


Figure 3.9. Proportion de Parties indiquant avoir établi des programmes d'éradication pour les oiseaux d'eau non indigènes.

l'AEWA. Parmi les 25 Parties indiquant ne pas avoir de programmes d'éradication, la majorité (18) ont indiqué que ce genre de programmes n'était pas exigé, en raison par exemple du faible nombre d'oiseaux d'eau non indigènes dans leur pays. D'autres raisons données pour le manque de programmes d'éradication sont: le manque de ressources financières (Roumanie et Syrie), des ressources humaines insuffisantes (Roumanie), le manque de capacité nationale (Égypte) et le manque de législation en la matière (Syrie). Les Parties restantes n'ont pas donné de raison.

Il a également été demandé aux Parties de fournir des informations sur les espèces non indigènes d'oiseaux d'eau dans la section du Rapport national relative à l'état des espèces (Section 3). Les informations fournies sur l'état des populations non indigènes reproductrices sont résumées au Tableau 3 de l'annexe (seulement les espèces pour lesquelles des estimations de taille et/ou de tendance des populations sont données). Le Tableau comprend également toutes les espèces considérées comme constituant un certain risque¹⁰ et dont il a été indiqué qu'elles étaient présentes dans les pays, même si aucune autre information (taille et tendance) n'a été donnée sur les populations. Au total, 18 Parties ont confirmé qu'une ou plusieurs espèces non indigènes reproductrices étaient présentes dans leur pays, avec en tout 35 espèces, en comparaison avec seulement huit Parties ayant fait part du développement ou de la mise en œuvre de programmes d'éradication, et ce pour seulement cinq espèces. Il est bon de mentionner que certaines Parties s'avèrent avoir mentionné à tort des espèces comme étant non indigènes (par exemple des espèces non reproductrices régulièrement présentes, des espèces errantes, et autres interprétations erronées – celles-ci ont été supprimées lorsque cela était évident), et il serait donc peut-être bon que les Parties bénéficient de conseils et de formation plus approfondis en vue du rapport sur l'état des espèces.

Un nombre considérable d'espèces hautement envahissantes affichent des populations émergentes ou établies sur les territoires de Parties à l'AEWA, tandis que des actions limitées sont engagées pour éradiquer ces espèces. Les efforts doivent se concentrer sur le développement de programmes de contrôle/éradication pour les espèces hautement envahissantes constituant un risque important pour les espèces indigènes ou l'environnement. Les Parties ayant des populations émergentes de ce type d'espèces doivent agir promptement pour éviter qu'elles ne s'établissent et que les coûts et les efforts nécessaires à l'éradication de leurs effectifs n'augmentent.

Tableau 3.8. Aperçu général du stade des programmes d'éradication destinés aux espèces d'oiseaux d'eau non indigènes.

Espèces	Partie	Stade du programme d'éradication
Ibis sacré (<i>Threskiornis aethiopicus</i>)	France	Développé et mis en œuvre
Érismature rousse (<i>Oxyura jamaicensis</i>)	Belgique	En développement
	Finlande	Développé mais pas mis en œuvre correctement, ou pas du tout
	France	Développé et mis en œuvre
	Pays-Bas	En développement
	Espagne	Développé et mis en œuvre
	Suède	Développé mais pas mis en œuvre correctement, ou pas du tout
	Suisse	Développé et mis en œuvre
	Royaume Uni	Non spécifié (détails fournis sous un lien web)
Bernache du Canada (<i>Branta canadensis</i>)	France	En développement
Ouette d'Égypte (<i>Alopochen aegyptiaca</i>)	France	En développement
Tadorne casarca (<i>Tadorna ferruginea</i>)	Suisse	Développé et mis en œuvre

¹⁰ Document AEWA/MOP 4.12 Corr.1 – Étude de l'état des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes introduites dans la zone de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie: Mise à jour 2007 (Tableau 7.2.1.1: espèces considérées comme constituant un risque codes 1-7)

IV. Conservation des habitats

4.1 Inventaires des habitats

Q16. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ?

En tant qu'indicateur du succès de la réalisation de l'Objectif 1 (État de conservation favorable), le Plan stratégique vise à l'établissement et à l'entretien d'un vaste réseau de sites protégés et gérés, d'importance internationale et nationale pour les oiseaux d'eau, à l'échelle de la voie de migration (Cible 1.2). Sur les 43 Parties ayant présenté leur rapport, 40 Parties (93 %; 65 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'un réseau de sites avait été identifié, entièrement ou partiellement, montrant des progrès notables en direction de la Cible 1.2 (Figure 4.1; Tableau 8 en annexe). Sur les 3 Parties restantes, une (la France) a indiqué qu'un réseau de sites était en cours de développement, une autre (ERY de Macédoine) a indiqué qu'il n'y avait pas encore de réseau en place, mais n'a pas donné d'autres détails, et la troisième (l'Éthiopie) n'a pas répondu à cette question.

Un niveau élevé de réalisation des aspects de la Cible 1.2 a été indiqué par la grande proportion des Parties ayant présenté leur rapport, avec un réseau de sites entièrement ou partiellement identifiés. D'autres aspects de cette cible, relatifs au niveau de protection et de gestion en place à travers le réseau, sont abordés au paragraphe 4.2.

4.2 Conservation des superficies

Sites d'importance nationale et internationale

Q18. Quels sont les sites identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs du Tableau 1, qui ont été désignés "sites protégés" sous la législation nationale et qui font l'objet de plans de gestion mis en œuvre ?

Pour contribuer à l'évaluation de la Cible 1.2, il a été demandé aux Parties de fournir de plus amples détails sur le nombre total et la taille des sites d'importance nationale et internationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA dans leur pays. Il leur a également été demandé de fournir des détails sur le nombre et la superficie des sites protégés par la législation nationale, ainsi que sur les sites protégés bénéficiant de plans de gestion en place et mis en œuvre. Sur

Plan stratégique Cible 1.2
Un réseau complet cohérent de voies de migration de sites protégés et gérés importants est mis en place et entretenu

Indicateur:
Toutes les PC ont et maintiennent de vastes réseaux nationaux regroupant des zones protégées et durablement gérées. Ceux-ci forment un réseau cohérent de sites de migration

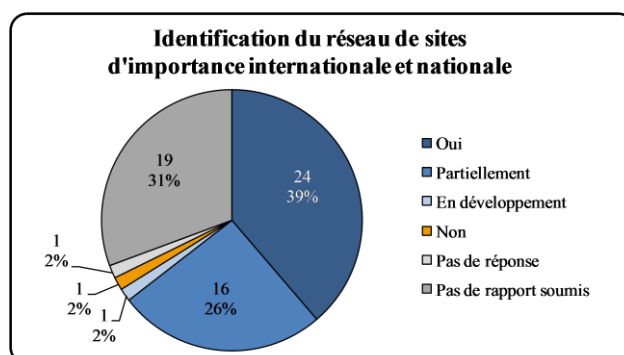


Figure 4.1. Réponses des Parties quant à l'identification d'un réseau de sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA.

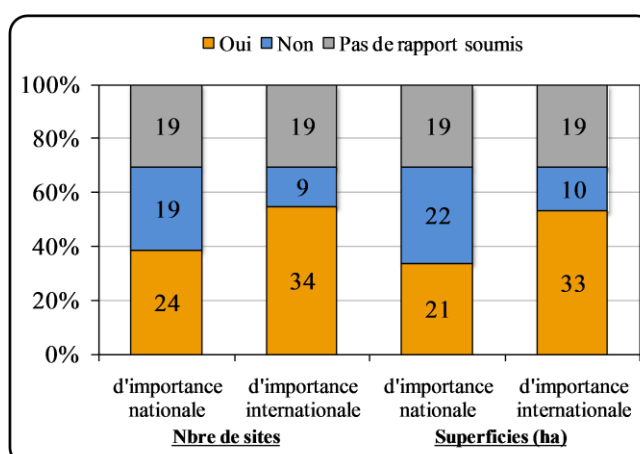


Figure 4.2. Pourcentage et nombre de Parties ayant fait état de sites d'importance nationale et internationale, par nombre et zone de sites.

les 43 répondants, 24 Parties (56 % des répondants; 39 % des Parties contractantes) ont indiqué le nombre de sites d'importance nationale et 34 Parties (79 % des répondants; 55 % des Parties contractantes) ont indiqué le nombre de sites d'importance internationale, un taux légèrement plus bas ayant indiqué, par superficie, les deux catégories de sites (Figure 4.2). Des détails sur les sites d'importance nationale et internationale par Partie sont donnés aux Tableaux 4-7 de l'annexe.

Les Parties ont indiqué au total 128 984 sites d'importance nationale, dont presque tous (> 99 %) sont protégés (Figure 4.3a). Pour les sites bénéficiant d'une protection légale, 67 % bénéficient, selon les Parties, de plans de gestion. Quant aux sites d'importance internationale, les Parties ont cité qu'un total de 1 883 sites, dont 1 670 (89 %) bénéficient d'une protection légale; 41 % des sites faisant l'objet d'une protection légale bénéficient de plans de gestion (Figure 4.3b).

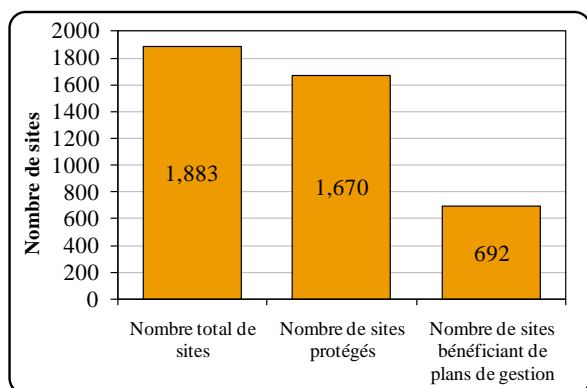


Figure 4.3a. Nombre total de sites d'importance nationale, de sites protégés et de sites protégés bénéficiant d'un plan de gestion, pour toutes les Parties ayant présenté leur rapport (n= 43).

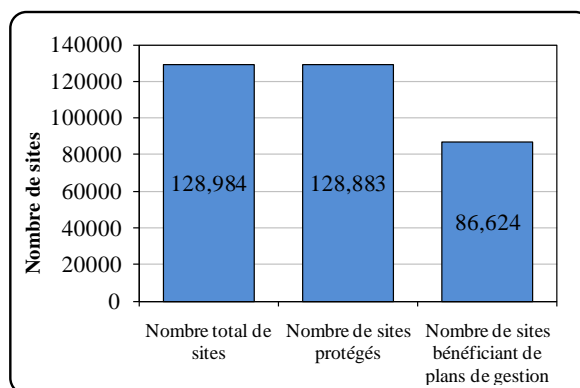


Figure 4.3b. Nombre total de sites d'importance internationale, de sites protégés et de sites protégés bénéficiant d'un plan de gestion, pour toutes les Parties ayant présenté leur rapport (n= 43).

Les Parties ont indiqué beaucoup plus de sites d'importance nationale que de sites d'importance internationale; toutefois, la superficie couverte par les sites d'importance internationale est considérablement plus vaste que celle indiquée pour les sites d'importance nationale (96,75 millions d'hectares par rapport à 11,2 millions d'hectares) (Figure 4.4).

Les proportions de sites d'importance nationale et internationale protégés sans plan de gestion, protégés avec plan de gestion, et ceux qui n'ont pas de protection légale, sont énumérées dans la Figure 4.5, par nombre de sites et superficie. Une forte proportion de sites d'importance nationale et internationale (par nombre de sites) est protégée, la proportion de sites d'importance nationale protégés étant légèrement plus élevée que celles de sites d'importance internationale (> 99 % par rapport à 89 %). Toutefois, tandis que 92 % de la superficie de sites d'importance nationale sont protégés, seul un tiers de la superficie de sites d'importance internationale l'est. La proportion de sites d'importance nationale pour lesquels des plans de gestion sont en place, par nombre de sites, est relativement élevée (67%), mais la même proportion par superficie est beaucoup plus faible (37 %). La proportion de sites d'importance internationale bénéficiant de plans de gestion, par nombre de sites et par superficie, est toujours faible (respectivement 31 % et 24 %).

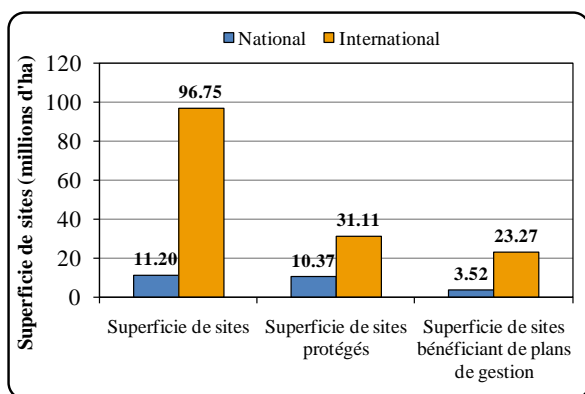


Figure 4.4. Superficie totale de sites d'importance nationale et internationale pour les espèces/populations du Tableau 1 de l'AEWA, superficie de sites protégés et superficie de sites protégés avec plans de gestion, pour toutes les Parties ayant présenté leur rapport (n= 43).

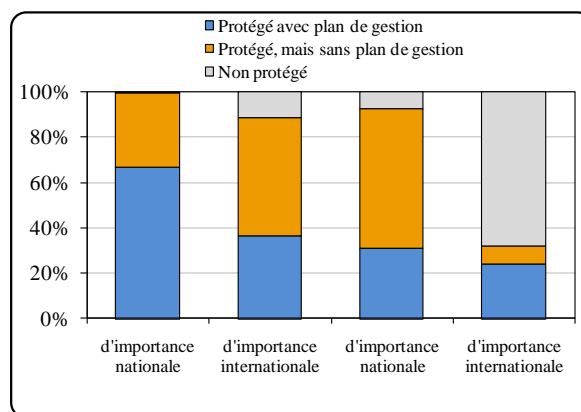


Figure 4.5. Pourcentages de sites d'importance nationale et internationale, entre les Parties, étant protégés et ayant un plan de gestion, étant protégés sans plan de gestion, et n'étant pas protégés, selon les Parties ayant présenté leur rapport.

D'après le nombre de sites protégés, les Parties font des progrès en direction de la Cible 1.2, mais il est évident que davantage de travail est nécessaire au niveau de la protection des sites internationaux par superficie et de l'établissement de plans de gestion pour les sites d'importance nationale et internationale.

Huit Parties n'ont pas fourni de chiffres ni pour les sites nationaux ni pour les sites internationaux. Parmi elles, le Royaume Uni a indiqué ne pas disposer des ressources pour fournir le niveau de détail demandé, compte tenu du grand nombre de sites protégés, tandis que l'Espagne et la France ont fourni des liens Internet apportant des détails sur toutes leurs superficies protégées. Plusieurs autres Parties ont également fourni des détails supplémentaires sous la forme de pièces jointes et de liens Internet, qui dépassent trop la portée de cette analyse pour être inclus. Certaines Parties ont fourni exactement les mêmes chiffres pour les sites d'importance nationale et internationale, tandis que d'autres ont fait part de davantage de sites d'importance internationale que de sites d'importance nationale, suggérant qu'il n'y avait pas de sites comptés en double dans les deux catégories; la question n'expliquait pas l'approche à utiliser. Dans plusieurs cas, les Parties ont indiqué un nombre/ une superficie de sites protégés dépassant le nombre/la superficie total(e) de sites, ou ont indiqué un nombre/une superficie de sites bénéficiant de plans de gestion plus important(e) que le nombre/la superficie total(e) de sites protégés, indiquant que la question a pu être mal interprétée par les Parties. Dans ces cas, aux fins de l'analyse, le total de tous les sites a été considéré égal à la valeur des sites protégés (ceux-ci étant un sous-ensemble de tous les sites, comme spécifié dans la question) et la valeur des sites protégés a été considérée comme la même que celle des sites bénéficiant d'un plan de gestion (ceux-ci étant un sous-ensemble des sites protégés, comme spécifié dans la question). Pour éviter ces inconsistances, cette question devra être révisée avant les prochains cycles de remise des rapports.

Outil Réseau de sites critiques

Q20. Avez-vous eu accès et utilisé l'Application réseau de sites critiques (CSN) pour les sites de l'AEWA ?

Dix-huit Parties ont indiqué avoir accédé à l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) et l'avoir utilisé, ce qui représente 42 % des 43 Parties ayant présenté leur rapport (29 % des 62 Parties contractantes) (les réponses par Partie sont présentées au Tableau 8 de l'annexe). Sur les 18 Parties ayant indiqué avoir utilisé l'Outil CSN, la raison la plus couramment invoquée pour son utilisation a été l'obtention d'information sur les espèces, telles que la distribution et l'état de la population (Tableau 4.1).

Tableau 4.1. Raisons pour lesquelles les Parties ont indiqué avoir utilisé l'outil CSN et pourcentage de Parties ayant indiqué chacune de ces raisons.

Raison de l'utilisation	Pourcentage de Parties
Informations sur les espèces	11 %
Information sur une superficie protégée	3 %
Planning/gestion de sites désignés	6 %
Test de l'Outil	2 %
Promotion de l'Outil	2 %
Fourniture de données pour l'Outil	2 %
Pas de réponse	6 %
Nbre total de Parties ayant utilisé l'Outil CSN	18

Sur les 21 Parties ayant indiqué ne pas avoir utilisé l'Outil CSN, huit n'ont pas fourni davantage de détails. L'Albanie et le Kenya ont cité le manque de ressources humaines, et le Sénégal a indiqué qu'un manque d'informations sur l'état des espèces dans le pays posait un problème. L'Algérie a indiqué que l'Outil était inaccessible et que le Secrétariat était au courant du problème; les Pays-Bas n'ont pas pu accéder à l'Outil en raison de problèmes de logiciel locaux. L'Italie a fait savoir que l'utilisation de l'Outil n'était pas exigée. La Hongrie a utilisé d'autres sources pour identifier son réseau de sites et Monaco a indiqué qu'une approche nationale avait été utilisée. La France a répondu que sa propre base de données semblait plus complète et à souligné la possibilité de lier cette base de données à l'Outil CSN dans le futur, soumise à un accord approprié. Deux Parties ont répondu qu'elles avaient en fait utilisé l'Outil, mais à des fins autres que la conservation de l'habitat (Croatie) ou pour des régions autres que leur propre pays (Norvège). La Lettonie et le Sénégal ont indiqué qu'elles prévoyaient d'utiliser l'Outil dans le futur. La Belgique, une de Parties ayant utilisé l'Outil, a indiqué qu'il était difficile de naviguer dans celui-ci sur de petits écrans d'ordinateurs.

V. Gestion des activités humaines

5.1 Chasse

Recueil de données de prélèvement

Q21. Votre pays a-t-il établi un système pour le recueil des données de prélèvement, couvrant les espèces figurant au Tableau 1 ?

Plan stratégique Cible 2.2
Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements d'oiseaux est mise en place et implémentée

Indicateur:
Collecte existante, coordonnée au niveau international, de données sur les prélèvements qui tient compte de 25 % des PC au minimum

Il a été demandé aux Parties si un système était en place dans leurs pays pour le recueil de données de prélèvement pour les espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA (Cible 2.2). Toutes les Parties ayant présenté leur rapport ont répondu à cette question, et 31 Parties (72 % des répondants; 50 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé l'existence d'un

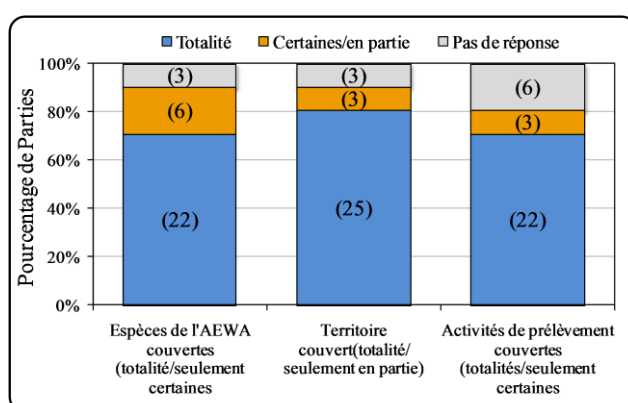


Figure 5.1. Pourcentages de Parties ayant des systèmes en place pour le recueil de données de prélèvement pour toutes/quelques espèces de l'AEWA, la totalité/une partie du territoire, et la totalité/quelques-unes des activités de prélèvement, pour toutes les Parties ayant répondu qu'un système pour le recueil de données de prélèvement est en place (n=31).

de l'AEWA (vs. certaines), la totalité du territoire (vs. une partie) et la totalité des activités de prélèvement (vs. certaines) est indiquée à la Figure 5.1.

Tableau 5.1. Détails des systèmes de recueil des données de prélèvement indiqués par les Parties dans leur rapport (Totalité = ●; Certaines/partie = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Espèces de l'AEWA couvertes (la totalité/seulement certaines)	Territoire couvert (la totalité/seulement une partie)	Activités de prélèvement couvertes (la totalité/seulement certaines)
Afrique du Sud	○	●	●
Allemagne	●	●	●
Belgique	●	●	○
Croatie	●	●	●
Chypre	●	●	●
Danemark	●	●	●
Espagne	●	●	●
Estonie	●	●	●
Finlande	●	●	●
France	●	●	●
Hongrie	●	●	●

système de recueil des données de prélèvement (Tableau 5.1); l'indicateur pour la Cible 2.2 a donc partiellement été atteint. Toutefois, les rapports nationaux n'ont pas permis de savoir avec précision si une coordination internationale (comprenant standardisations, etc.) était assurée; davantage de travail est nécessaire pour assurer que cet aspect de la Cible 2.2 est atteint. Les 12 Parties restantes ayant présenté leur rapport ont répondu négativement.

Dix-neuf Parties (44 % des répondants; 31 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué disposer d'un système qui inclut toutes les espèces de l'AEWA, l'ensemble du territoire du pays et toutes les activités de prélèvement (Tableau 5.1). La proportion de Parties ayant des systèmes de prélèvement couvrant la totalité les espèces

Partie	Espèces de l'AEWA couvertes (la totalité/seulement certaines)	Territoire couvert (la totalité/seulement une partie)	Activités de prélèvement couvertes (la totalité/seulement certaines)
Israël	○	●	-
Italie	●	●	●
Jordanie	○	○	-
Kenya	-	-	-
Lettonie	●	●	●
Lituanie	-	●	-
Macédoine, ERY de	-	-	-
Moldova	●	-	-
Ouganda	●	●	●
Pays-Bas	●	●	●
Norvège	○	●	●
Roumanie	●	●	●
Sénégal	●	○	○
Slovaquie	●	●	●
Slovénie	●	●	●
République tchèque	●	●	●
Suède	○	●	●
Suisse	●	●	●
Tanzanie	●	●	●
Ukraine	○	○	○

Sur les 12 Parties ayant indiqué ne pas disposer de système de recueil des données de prélèvement, quatre Parties ont fourni une raison: l'Algérie et Monaco ont indiqué que tous les types de chasse étaient interdits dans leur pays, le Luxembourg a indiqué que très peu d'oiseaux sont chassés et l'Égypte a fait savoir qu'il était question d'un manque de sensibilisation et de capacité. Trois Parties ont indiqué que l'établissement d'un système était prévu dans le futur.

Q22. Votre pays a-t-il supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humide ?

Utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides

Concernant la Cible 2.1, il a été demandé aux Parties si leur pays avait supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides. Vingt-cinq Parties (58 % des répondants; 40 % des 62 Parties contractantes) ont fait savoir que la grenaille de plomb avait été

intégralement ou partiellement supprimée dans leur pays (Figure 5.2; Tableau 9 en annexe). Quinze Parties ont confirmé que la grenaille de plomb n'avait pas encore été supprimée (Tableau 5.2), indiquant que davantage de travail est nécessaire pour atteindre la Cible 2.1.

Des trois Parties ayant coché « non applicable » (la Géorgie, Monaco et l'Ouganda), seul Monaco a fourni une explication, indiquant que toute activité de chasse est interdite dans le pays. Sur les dix Parties qui ont supprimé partiellement l'utilisation de la grenaille de plomb, deux

Plan stratégique Cible 2.1

L'utilisation de la grenaille de plomb est supprimée dans les zones humides dans toutes les régions des PC

Indicateur:

Toutes les PC ont adopté une loi nationale interdisant d'utiliser la grenaille de plomb (dans les zones humides)

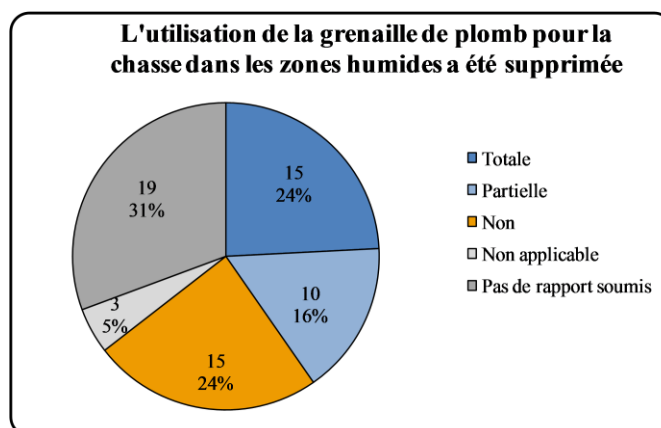


Figure 5.2. Réponse des Parties sur la suppression ou non de l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides.

Parties (la Bulgarie et la Croatie) ont confirmé qu'un calendrier publié, auto-imposé, pour interdire

Q23. Dans votre pays, des mesures ont-elles été prises pour réduire/ éliminer les prélèvements illégaux ?

intégralement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, a été introduit (Tableau 5.2). L'Espagne a fait part de son intention d'introduire une interdiction totale dans le futur, tandis que l'Allemagne indiquait qu'elle ne projetait pas d'introduire une interdiction complète et que la Lettonie indiquait que la chasse était très limitée dans le pays.

Pour les Parties n'ayant pas encore interdit la grenaille de plomb (intégralement ou partiellement), les raisons fournies incluaient une capacité limitée (l'Égypte et le Ghana), le manque de grenaille de remplacement appropriée (l'Ukraine) et le manque de législation spécifique (la Syrie). La Slovénie a indiqué que le problème était limité puisque seul un petit nombre d'espèces y est chassé. Tant l'Estonie qu'Israël ont indiqué qu'une interdiction était en préparation, et la Tanzanie a fait savoir que des plans étaient en préparation pour introduire une interdiction pour certaines espèces et qu'elle avait entrepris des activités de sensibilisation pour réduire l'usage de la grenaille de plomb. Trois Parties supplémentaires (la Roumanie, le Sénégal et la Syrie) ont indiqué que des interdictions étaient envisagées. L'Algérie a fait savoir que la chasse était entièrement interdite, tandis que l'Albanie notait que la chasse est entièrement interdite dans les zones humides côtières. L'Estonie a confirmé qu'un calendrier publié, auto-imposé, a été introduit pour interdire totalement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides. Presque toutes les Parties qui n'ont pas établi de calendrier ont donné les mêmes raisons, car elles n'ont pas supprimé la grenaille de plomb.

Tableau 5.2. Parties n'ayant pas entièrement supprimé (ou n'ont pas du tout supprimé) l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, et qui ont introduit un calendrier publié, auto-imposé, pour une interdiction intégrale. (Oui = ●; Partiellement = ■; Non = ○; pas de réponse = '-')

Partie	Grenaille de plomb supprimée	Calendrier introduit pour interdiction totale	Partie	Grenaille de plomb supprimée	Calendrier introduit pour interdiction totale
Afrique du Sud	○	○	Italie	■	○
Albanie	○	○	Jordanie	○	○
Algérie	○	○	Kenya	■	-
Allemagne	■	○	Lettonie	■	○
Belgique	■	○	Liban	■	○
Bulgarie	■	●	Lituanie	○	○
Croatie	■	●	Moldova	■	○
Égypte	○	○	Roumanie	○	○
Espagne	■	○	Sénégal	○	○
Estonie	○	●	Slovénie	○	○
Ghana	○	○	Syrie	○	○
Israël	○	○	Tanzanie	○	○
			Ukraine	○	○

Mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux

Trente-huit Parties (88 % de répondants; 61 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé que des mesures étaient en place pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau dans leur pays (Figure 5.3; Tableau 10 en annexe). Parmi eux, 76 % ont indiqué que l'efficacité des mesures en

place était élevée ou modérée (Figure 5.4). La forte proportion de Parties disposant de mesures et le taux élevé d'efficacité de ces mesures montrent que des progrès ont été réalisés en direction de la réalisation de la Cible 2.3, mais des efforts demeurent nécessaires pour assurer que toutes les Parties aient des mesures en place et entièrement appliquées.

Sur les trois Parties ayant indiqué ne pas avoir actuellement de mesures en place, la Belgique et la Syrie n'ont pas fourni de raison (la Belgique a indiqué que le contrôle était du domaine de la police), et le Luxembourg a indiqué que des mesures n'étaient pas nécessaires car les prélèvements illégaux ne représentaient pas une menace majeure. Le Royaume Uni a été la seule Partie à cocher « Autre », commentant que l'efficacité de ces mesures était inconnue.

Plan stratégique Cible 2.3
Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées
Indicateur:
Toutes les PC disposent d'une législation pertinente qui est

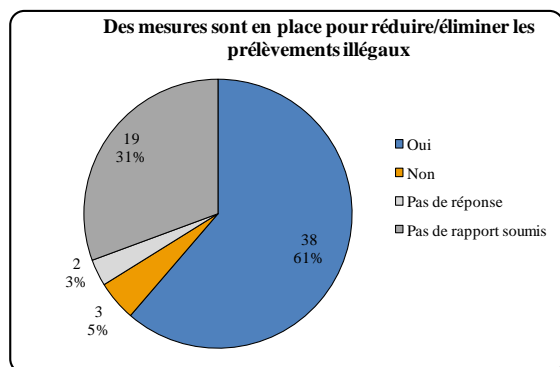


Figure 5.3. Réponse des Parties sur l'existence ou non de mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux.

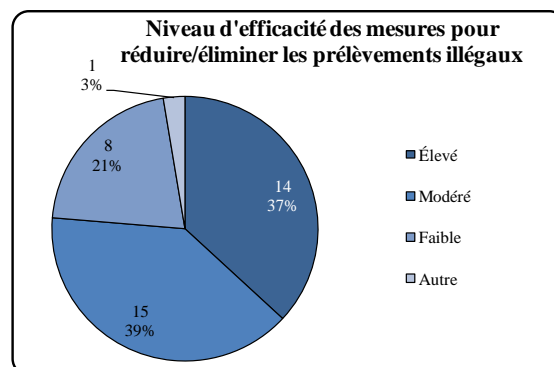


Figure 5.4. Taux d'efficacité des mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux, tels qu'indiqués par les Parties dans leur rapport.

5.2 Autres activités humaines

Évaluation environnementale stratégique / Évaluation des impacts environnementaux

Une législation prévoyant l'utilisation d'une Évaluation environnementale stratégique /Évaluation des impacts environnementaux (SES/EIE) pour des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage est en place et mise en œuvre dans trente-six pays de l'AEWA (84 % des répondants; 58 % des 62 Parties contractantes) (Figure 5.5). Ceci représente des

Q25. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/l'Évaluation des Impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ?

progrès notables en direction de la réalisation de la Cible 1.3.

La Partie ayant indiqué qu'une législation est en place mais n'est pas appliquée (l'Albanie) a indiqué que son cadre légal était en cours de développement. Le Liban et la Moldova ont indiqué que la législation était en développement. Monaco, répondant « Autre », a indiqué que l'évaluation des impacts était réalisée au cas par cas et qu'une nouvelle législation était prévue dans l'avenir. Trois Parties (l'Éthiopie, l'ERY de Macédoine et le Kenya) ont indiqué ne pas avoir de législation en place, mais n'ont pas donné de raison.

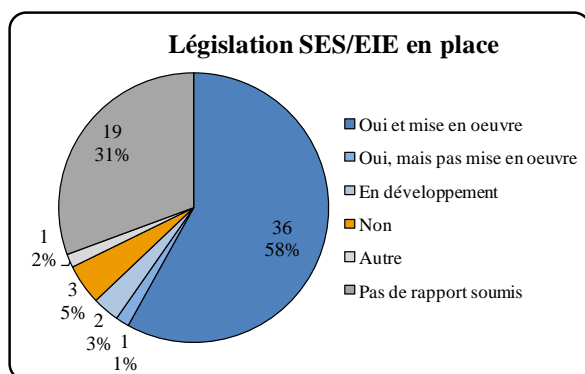


Figure 5.5. Réponse des Parties quant à l'existence ou non d'une législation prévoyant une SES/EIE des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage.

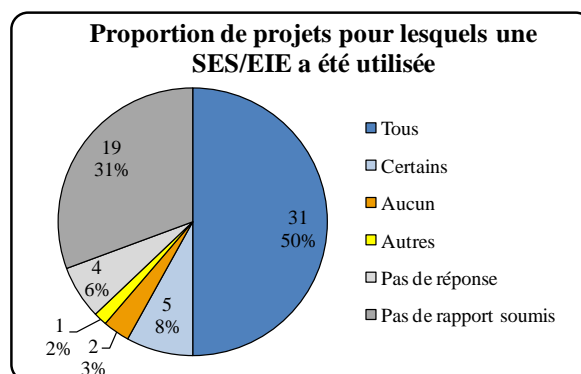


Figure 5.6. Réponse des Parties sur l'utilisation ou non d'une SES/EIE pour tous les projets pertinents, pour évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA au cours des trois dernières années.

Les 36 autres Parties ont confirmé qu'une législation est en place et mise en œuvre, 35 Parties ont indiqué que leurs processus de SES/EIE prennent en considération les oiseaux d'eau et les habitats dont ils dépendent, la Partie restante (l'Ukraine) n'a pas répondu. Une proportion légèrement plus faible de ces Parties (32 Parties; 89 %) a indiqué que leurs processus de SES/EIE incluaient la participation du public. Sur les deux Parties ayant indiqué que la participation du public n'est pas incluse (l'Algérie et Israël), aucune n'a fourni d'autres détails; les deux Parties restantes (le Luxembourg et le Royaume Uni) n'ont pas répondu à cette question.

La majorité des Parties ayant présenté leur rapport (31 Parties; 50 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'une SES/EIE avait été utilisée pour tous les projets pertinents, afin d'évaluer leur impact

Q26. Au cours des trois dernières années, votre pays s'est-il servi des EES/EIE pour évaluer l'impact de tous les projets pertinents sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou les habitats/sites dont ils dépendent ?

sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA et/ou les habitats/sites dont ils dépendent (Figure 5.6). L'Éthiopie et la Moldova étaient les deux Parties n'ayant utilisé de SES/EIE pour aucun des projets pertinents, mais elles n'ont pas indiqué pourquoi. Monaco a indiqué « Autre » et a encore une fois fait savoir que l'évaluation des impacts était réalisée au cas par cas et qu'une nouvelle législation était prévue dans l'avenir. Le Kenya, le Liban, le Luxembourg et l'ERY de Macédoine n'ont pas répondu.

Parmi les 31 Parties ayant indiqué qu'une SES/EIE avait été utilisée pour tous les projets pertinents, 15 ont identifié des projets exceptionnels (Tableau 5.3). Cinq Parties ont indiqué avoir uniquement utilisé une SES/EIE pour certains projets pertinents: l'Albanie, la France, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Espagne. Lorsque davantage de détails étaient demandés, l'Espagne et la France ont indiqué que la législation de l'Union européenne déterminait pour quels projets une SES/EIE devait être employée. L'Albanie a noté qu'il était difficile d'intégrer les politiques de SES/EIE dans le développement de projets, en raison d'un manque de coordination efficace entre les institutions publiques, tandis que le Sénégal commentait que l'institution mettant en œuvre l'AEWA n'avait que rarement l'opportunité de participer au développement de projets, notamment les projets miniers et agricoles.

Tableau 5.3. Projets exceptionnels dont les Parties ont indiqué qu'ils avaient fait l'objet d'une SES/EIE pour tous les projets pertinents au cours de la dernière période triennale.

Partie	Projet exceptionnel pour lesquels une SES/EIE a été utilisée
Allemagne	Construction de parcs éoliens offshore en mer du Nord et en mer Baltique, tels que le parc éolien Albatros; proposition de construire un passage de l'Allemagne à la Scandinavie (le projet « Fehmarnbeltquerung »)
Belgique	Évaluation des impacts de parcs éoliens offshore sur le site ASC De Vlakte van de Raan

Partie	Projet exceptionnel pour lesquels une SES/EIE a été utilisée
Estonie	Proposition d'amélioration du transport traversant le détroit de Suur, soit en améliorant les services de transbordeur existants, soit en construisant un pont ou un tunnel
Finlande	Construction de parcs éoliens, de gazoducs et de ports; dragage de chenaux de navigation
Hongrie	Projet pour améliorer la navigation sur le Danube
Italie	Proposition de construction d'un pont enjambant le détroit de Messina
Lettonie	Construction d'un parc éolien à Kurzeme
Ouganda	Évaluation de l'impact du projet Hydropower de Karuma
Roumanie	Construction d'un parc éolien à Cernavoda; construction et amélioration de centrales hydroélectriques et autres centrales énergétiques
Slovaquie	Construction d'un pont sur le fleuve Morava, Voies express R7 et R2, Autoroute D4, le parc éolien Svodin et le club de golf du parc Danubia
Slovénie	Propositions de construction de lignes électriques à Cirkovci, d'une autoroute traversant le fleuve Drava, un club de golf près des salines de Sečovelje et une route à travers la réserve Ljubljansko Barje
Syrie	Évaluation de l'impact des activités humaines autour du lac AlJaboul
Tanzanie	Extraction de soude sur le site Ramsar du lac Natron
République tchèque	Construction de la ferme éolienne de Cejkovice; évaluation des mesures anti-inondations sur le site SPA du fleuve Dyje; construction d'un gazoduc sur le site SPA de Poodri
Ukraine	Construction de la ferme éolienne de Pokrovska

Prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche

Dix-neuf Parties (44 % des répondants; 31 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé la prise accidentelle d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche dans leur pays (Figure 5.7; Tableau 11 en annexe). Parmi elles, plusieurs ont fourni des références et/ou résumé les résultats des publications relatives aux prises accidentelles (Belgique, Estonie, Norvège, Allemagne, Danemark). Certaines Parties ont énuméré les taxons courant le plus de risques (y compris les hérons, cormorans, fous et

Q28. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord ?

labbes); d'autres ont énuméré les équipements de pêche les plus préjudiciables (palangres, filets maillants fixes et dérivants), et les régions/pêcheries les plus affectées. Six Parties ont indiqué que la fréquence de ces prises accidentelles et la sévérité de leurs impacts sur des populations spécifiques sont largement inconnues. Sur les cinq Parties ayant indiqué qu'il n'était pas question de prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche, la Géorgie a indiqué que des goélands étaient pris dans des cas très rares et la Roumanie a mentionné ne pas avoir de données.

Les Parties ayant répondu « Pas d'information » à la question « *Quand pensez-vous combler ce manque d'information?* », le Ghana a noté qu'un programme de surveillance des oiseaux d'eau devait être mis en œuvre à la fin 2013, tandis que l'Ouganda indiquait qu'une étude des prises accidentelles d'oiseaux d'eau débiterait en décembre 2012. La Finlande a indiqué qu'elle préparait une nouvelle législation de la pêche et qu'elle envisageait de demander un enregistrement obligatoire des prises accidentelles; l'Ukraine a indiqué que des amendements de la législation de la pêche étaient exigées de façon à ce que les prises accidentelles soient enregistrées par les pêcheurs; la Syrie a commenté qu'une coopération avec les pêcheurs était nécessaire. La Bulgarie a indiqué que les prises accidentelles devaient être prises en considération lors de l'amendement de la législation nationale sur la biodiversité, en 2012. L'Albanie a indiqué qu'elle prévoyait d'obtenir ces informations durant les prochaines années.

La principale explication donnée par les Parties ayant répondu « Non applicable » à la question sur les prises accidentelles, était que les activités de pêche n'étaient pas significatives dans le pays (Israël, Luxembourg, Monaco, Slovaquie). La Hongrie a indiqué qu'il n'y avait pas de pêche en mer, tandis que la République tchèque a indiqué qu'il n'y avait pas d'oiseaux marins dans le pays. La Suisse et la Jordanie n'ont pas fourni de réponse.

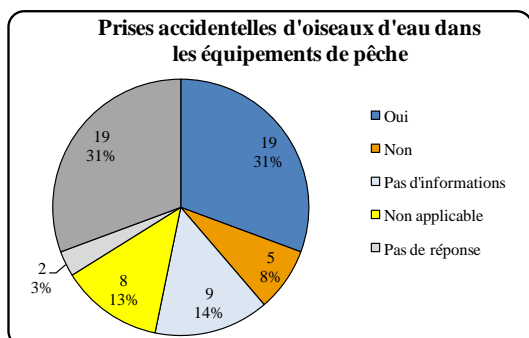


Figure 5.7. Réponse des Parties sur l'existence ou non de prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche.

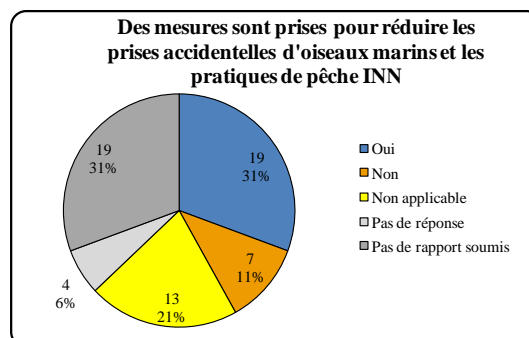


Figure 5.8. Réponse des Parties sur la prise ou non de mesures en vue de l'adoption/application de dispositions pour réduire la prise accidentelle d'oiseaux marins et combattre les pratiques de pêche INN dans la zone de l'Accord.

Dix-neuf Parties (44 % des répondants; 31 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé que leur pays avait pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord (Figure 5.8; Tableau 12 en annexe).

Parmi les Parties ayant répondu « Oui », la plupart des États membres de l'UE (Belgique, Espagne, Pays-Bas, Slovaquie, Lituanie and Allemagne) ont fait des observations sur la législation européenne, en particulier sur le Plan d'action de l'UE en faveur de la Réduction des prises accidentelles des oiseaux de mer dans les équipements de pêche. L'Ukraine a indiqué qu'elle est Partie à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer et également qu'elle avait organisé, en septembre 2011, conjointement avec la Commission européenne, un séminaire sur les mesures destinées à combattre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. La France a mentionné sa participation au projet FAME (Future of the Atlantic Marine Environment) qui vise à renforcer la sensibilisation sur ces questions. L'Algérie, Monaco et la Roumanie ont fourni des détails sur leur législation nationale se rapportant à cette question, tandis que l'Afrique du Sud a fait part de son Plan d'action national pour la Réduction des prises accidentelles des oiseaux de mer par les palangriers (NPOA-SEABIRDS). D'autres Parties ont fourni des détails spécifiques sur les actions entreprises, notamment des activités de sensibilisation et de surveillance (Sénégal), le développement de nouveaux équipements et techniques de pêche réduisant les prises accessoires (Norvège et Lettonie), l'interdiction des équipements de pêche les plus dommageables (Estonie) et l'interdiction des activités de pêche durant les saisons les plus sensibles ou dans les zones les plus sensibles (Estonie, Tanzanie et Lettonie). La Tanzanie a également fait part de la mise en place d'« unités de gestion des plages » pour superviser les activités de pêche et conseiller des mesures destinées à réduire les prises accidentelles, telles que le fait d'ajouter des poids aux appâts, d'utiliser des dispositifs pour effrayer les oiseaux, de ne pas jeter des ordures durant les opérations de pêche et de relâcher les oiseaux vivants qui ont été capturés.

Les raisons données par les sept Parties ayant répondu qu'aucune action n'avait été prise pour combattre contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée comprenaient le manque de ressources (Albanie et Égypte), le manque de données disponibles sur les prises accidentelles (Italie et Finlande), le manque de sensibilisation (Égypte) et l'absence de littoral (Éthiopie). Les explications fournies par les 13 Parties ayant répondu « non applicable » à cette question incluaient l'absence de pêche maritime (Hongrie, Luxembourg et Slovaquie), le manque de données sur les prises accidentelles (Croatie et Syrie) et l'absence d'oiseaux de mer (République tchèque).

VI. Recherche et surveillance

Q29. Dans votre pays existe-t-il des plans de surveillance pour les espèces d'oiseaux d'eau couvertes par l'AEWA ?

Quarante-et-une Parties (95 % des répondants; 66 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé que des programmes de surveillance étaient en place dans leur pays pour des espèces de l'AEWA (Figure 6.1). Bien que seulement sept Parties (16 % des répondants; 11 % des 62 Parties contractantes) aient fait part d'une couverture complète au cours des trois périodes (reproduction, passage/migration et hors-reproduction/hivernage), 32

Parties (74 % des répondants; 52 % des Parties contractantes) ont fait part d'une couverture complète ou partielle des trois périodes. Ceci va au delà de l'indicateur de la Cible 3.2 qui vise à ce que la moitié des Parties contractantes aient des systèmes de surveillance en place tout au long de l'année.

La période la plus couverte par des programmes de surveillance est la période hors reproduction/d'hivernage, avec 23 Parties faisant part d'une couverture complète durant cette période et 15 Parties faisant part d'une couverture partielle (Figure 6.2). La période de passage/migration a le nombre le plus faible de Parties faisant part d'une couverture complète (8 Parties), mais une forte proportion de Parties indique toutefois au moins une couverture partielle durant cette période. Les détails des périodes couvertes par les programmes de surveillance de chaque Partie sont indiqués au Tableau 6.1.

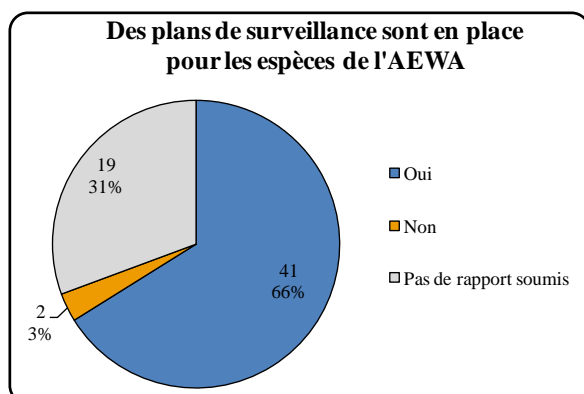


Figure 6.1. Réponses des Parties sur l'existence ou non d'un programme de surveillance des espèces d'oiseaux d'eau couvertes par l'AEWA.

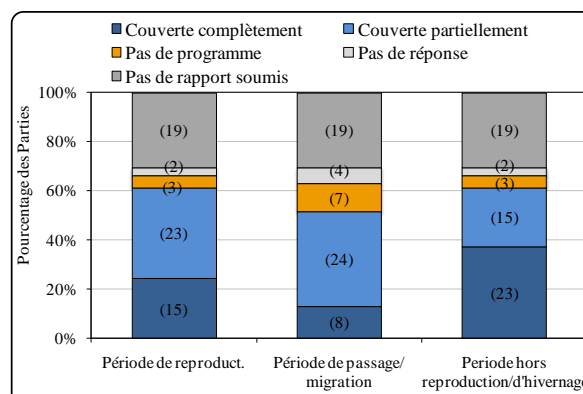


Figure 6.2. Proportion de Parties avec des plans de surveillance couvrant chaque période. ('Pas de plan' inclut les Parties faisant part de l'absence de plans de surveillance en place, ainsi que les Parties faisant part de l'absence de plan de surveillance pendant des périodes spécifiques.)

Sur les deux Parties ayant répondu qu'elles n'avaient aucun plan de surveillance en place à aucune période, l'ERY de Macédoine a expliqué que les ressources financières manquaient pour cette activité tandis que la Géorgie ne fournissait aucune explication supplémentaire. Les raisons mentionnées par les Parties indiquant une absence de plan de surveillance pendant des périodes spécifiques étaient toutes liées au manque de ressources: l'Ouganda a spécifié le manque de ressources financières, l'Éthiopie le manque de ressources humaines et l'Égypte a fait part du manque de capacité.

Plan stratégique Cible 3.2
Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant

Indicateur:
La moitié des PC dispose de systèmes de surveillance tout au long de l'année (suivant la nécessité)

Tableau 6.1. Réponses (par Partie) des Parties ayant des plans de surveillance des oiseaux d'eau à la question portant sur les périodes couvertes par ces plans et le degré de couverture (Complètement = ●; Partiellement = ■; Pas de plans = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Période de reproduction	Période de passage/migration	Période hors reproduction/d'hivernage
Afrique du Sud	●	●	●
Albanie	■	■	●
Algérie	■	■	●
Allemagne	■	■	■
Belgique	●	■	●
Bulgarie	●	●	●
Chypre	●	■	●
Croatie	■	■	■
Danemark	■	■	■
Égypte	■	○	■
Espagne	●	■	●
Estonie	■	■	●
Éthiopie	■	○	●
Finlande	●	●	●
France	●	■	■
Ghana	■	●	●
Hongrie	■	■	■
Israël	■	■	●
Italie	■	■	●
Jordanie	■	■	●
Kenya	-	-	●
Lettonie	■	■	■
Liban	■	■	■
Lituanie	-	-	■
Luxembourg	■	■	■
Moldova	■	○	■
Monaco	○	-	-
Norvège	●	○	●
Ouganda	■	○	○
Pays-Bas	●	●	●
République tchèque	●	■	●
Roumanie	■	■	■
Royaume-Uni	●	■	●
Sénégal	●	●	●
Slovaquie	■	■	■
Slovénie	●	■	●
Suède	●	●	●
Suisse	●	●	●
Syrie	■	■	■
Tanzanie	■	-	-
Ukraine	■	■	■

Q31. Liste (ou lien vers des listes) des recherches effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation, ou les résultats publiés au cours de ces trois dernières années

Plus de la moitié des 62 Parties contractantes (soit 32 Parties: 54 %; 74 % des répondants) ont indiqué que des recherches avaient été effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation au cours de la dernière période triennale (Figure 6.3; Tableau 13 en annexe).

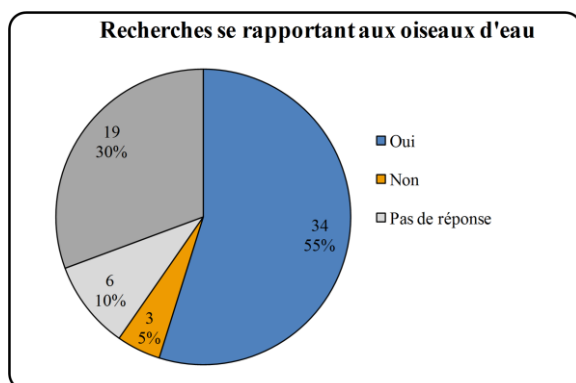


Figure 6.3. Les Parties indiquent si des recherches sur les oiseaux d'eau et leur conservation ont été effectuées et leurs résultats publiés au cours de la dernière période triennale.

Cible 3.5, mais davantage d'efforts sont nécessaires pour améliorer l'accessibilité des informations. Le développement plus avant de l'ORS et l'ajout d'un module analytique pourrait permettre de consulter la liste des projets communiqués par les Parties, facilitant ainsi l'accès à la liste et son utilisation.

Tableau 6.2. Exemples de projets de recherche en relation avec les oiseaux d'eau et leur conservation communiqués par les Parties.

Partie	Projet	Calendrier
Afrique du Sud	« Programme de conservation des grues d'Afrique ».	Non spécifié
France	« Écologie évolutive et modélisation de la circulation des virus influenza aviaire dans l'environnement ».	Non spécifié
Hongrie	Surveillance de la population reproductrice fenno-scandinave de l'Oie naine à l'aide du baguage et de la télémétrie.	2005-2009
Italie	Étude de la définition des limites géographiques de populations appartenant aux espèces de l'AEWA présentes en Italie à l'aide du baguage et de la télémétrie.	Non spécifié
Norvège	« SEAPOP » programme destiné à surveiller et à dresser la carte des oiseaux de mer de Norvège.	2005-
République tchèque	« Changements à long terme des effectifs et de la distribution des oiseaux d'eau dans la République tchèque en relation avec les changements climatiques et environnementaux ».	2007-2011
Roumanie	Conservation du Cormoran pygmée et du Fuligule nyroca des deux côtés de la frontière séparant la Roumanie de la Bulgarie.	2009-2012
Suisse	« SOS Cigogne », projet d'étude des itinéraires de migration des cigognes blanches à l'aide de la télémétrie.	2011-
Syrie	Surveillance des populations de Vanneau sociable en Syrie durant la période de passage.	2009-2011
Ukraine	« Halte migratoire sur la mer Noire – importance de la région de la mer Noire pour la migration des oiseaux d'eau le long des voies de migration d'Afrique-Eurasie. »	2008-2011

Plan stratégique Cible 3.3

Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à mettre en place des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en oeuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau

Indicateur:

Dix nouveaux programmes de recherche relatifs à l'AEWA

Plan stratégique Cible 3.5

Le partage des données et des informations importantes et leur accessibilité sont améliorés pour soutenir les prises de décisions importantes en matière de conservation

Indicateur:

Liste sur Internet sur la recherche liée aux oiseaux d'eau et à leur conservation dans chaque PC

De nombreuses Parties ont fourni des listes présentant un grand nombre de projets, suggérant que la Cible 3.3 a été atteinte, bien que tous les projets énumérés n'aient pas commencé lors de la dernière période triennale. Des exemples de programmes de recherche communiqués par les Parties sont présentés au Tableau 6.2.

Quelques progrès ont été notés en direction de la Cible 3.5, mais davantage d'efforts sont nécessaires pour améliorer l'accessibilité des informations. Le développement plus avant de l'ORS et l'ajout d'un module analytique pourrait permettre de consulter la liste des projets communiqués par les Parties, facilitant ainsi l'accès à la liste et son utilisation.

Q32. Votre gouvernement a-t-il fourni des fonds et/ou un support logistique au cours des trois dernières années pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national ?

Vingt-huit Parties (65 % des répondants; 45 % des 62 Parties contractantes) ont confirmé qu'un soutien financier et/ou logistique avait été fourni au Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national (Figure 6.4; Tableau 14 en annexe). Sur les 28 Parties ayant fourni des fonds et/ou un soutien logistique, 27 Parties (44 % des 62 Parties contractantes) ont fourni un soutien à l'IWC au niveau national, tandis que seulement 12 Parties (19 % des 62 Parties contractantes) l'ont fourni au niveau international (Figure 6.5). Les détails donnés par les Parties ayant indiqué qu'elles avaient fourni un support au niveau international sont résumés dans le Tableau 6.3. Le manque de ressources financières était l'unique raison mentionnée par les Parties n'ayant pas fourni de support au niveau international (9 Parties; 60 % des 15 Parties); les autres Parties n'ont pas indiqué de raison.

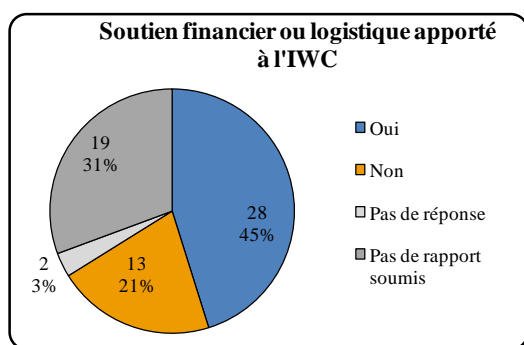


Figure 6.4. Réponses des Parties à la question de savoir si leur gouvernement avait fourni des fonds et/ou un support logistique au cours des trois dernières années pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national.

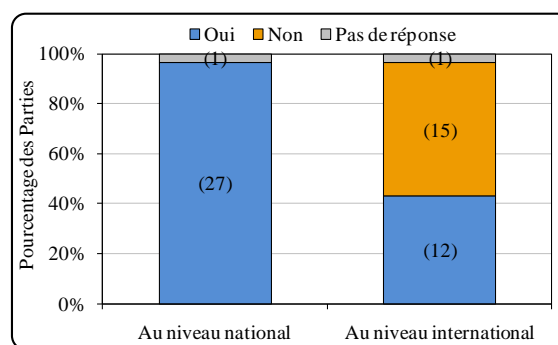


Figure 6.5. Pourcentage des Parties fournissant un soutien au Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national, confirmant que des fonds et/ou un soutien logistique a été fourni (n= 28).

Tableau 6.3. Parties ayant indiqué avoir fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national, et autres détails donnés.

Partie	Détails fournis
Algérie	Soutien logistique apporté au Recensement international des oiseaux d'eau.
Allemagne	Donation d'environ 40 000 euros par an à Wetlands entre 2008 et 2011 en spécifiant qu'une partie très importante de ce montant devait être utilisée pour financer l'IWC.
Estonie	Collaboration à des projets de Lettonie et de Lituanie pour des relevés des oiseaux de mer et cofinancement de ces projets.
France	L'ONCFS a mis en œuvre un projet de coopération dans la Vallée inférieure du Nil avec l'Égypte, le Nord Soudan et le Sud Soudan visant à former des observateurs pour les recensements, et a également apporté son expertise pour les recensements d'oiseaux en Libye; le MEDDTL a financé un poste de responsable chargé de développer les recensements internationaux d'oiseaux dans le Bassin méditerranéen entre 2011 et 2013.
Italie	L'ISPRA a participé depuis 2005 à des recensements d'oiseaux d'eau hivernant en Libye.
Moldova	A reçu un soutien de l'UE pour mettre en œuvre la Directive Oiseaux.
Monaco	Collaboration avec de nombreux pays, notamment la Bulgarie, la Croatie et la Bosnie pour protéger des sites d'importance pour les oiseaux d'eau.
Pays-Bas	Analyse du recensement des oiseaux d'eau en Afrique et enquête réalisée en Afrique de l'Ouest; allocation fournie pour une enquête au Mali en 2012.
Roumanie	Étude destinée à identifier et designer les Sites importants pour les oiseaux (IBA).
Royaume-Uni	Le JNCC a fourni des fonds pour l'examen de l'IWC 2009-2010.
Sénégal	Participation à la surveillance aux frontières avec la Mauritanie et la Gambie; comptages annuels des oiseaux d'eau avec Wetlands International Afrique.
Ukraine	La recherche a été financée par l'Académie nationale des sciences de l'Ukraine.

Sur les treize Parties ayant indiqué qu'elles ne fournissaient aucun soutien que ce soit au niveau international ou national, trois (la Belgique, la Lettonie et la Syrie) ont mentionné comme raison le manque de ressources financières, deux (l'Égypte et l'Ouganda) ont indiqué le manque de capacité/ressources en général, et la Croatie a noté qu'aucun support n'avait été demandé à son gouvernement. La Belgique a noté que bien qu'aucun budget ne soit disponible, un membre du gouvernement flamand était responsable de la coordination de l'IWC. Les autres Parties n'ont pas donné de réponse ou bien ne l'ont pas justifiée.

VII. Éducation et Information

Q33. Votre pays a-t-il développé ou mis en œuvre des programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets ?

Pour répondre à l'Objectif 4 du Plan stratégique, les Parties sont encouragées à mettre en œuvre des programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA, et à la compréhension de ces sujets (Cible 4.3). Vingt-quatre Parties (39 % des 62 Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles avaient des programmes en

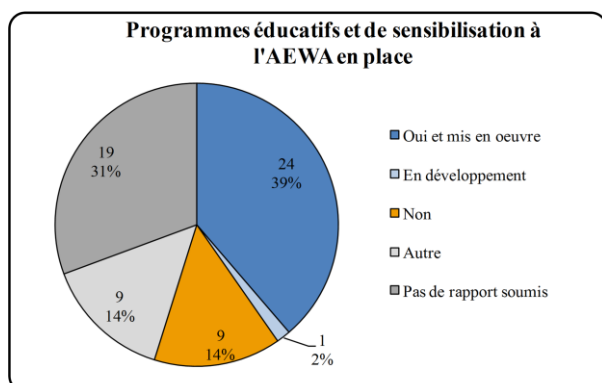


Figure 7.1. Réponses des Parties à l'existence ou non de programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets.

Parmi les Parties ayant répondu « Autre », sept ont indiqué qu'elles n'avaient pas de programmes spécifiques pour les oiseaux d'eau, bien que cinq d'entre elles observaient que les activités de sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau avaient été entreprises soit par le gouvernement soit par des ONG (Estonie, Pays-Bas, Croatie, Syrie et Norvège). La Suède a noté que la sensibilisation à la conservation de la nature dans son ensemble est généralement élevée dans le pays, tandis que Monaco spécifiait que ce genre de programme dépendait de la finalisation des inventaires ornithologiques.

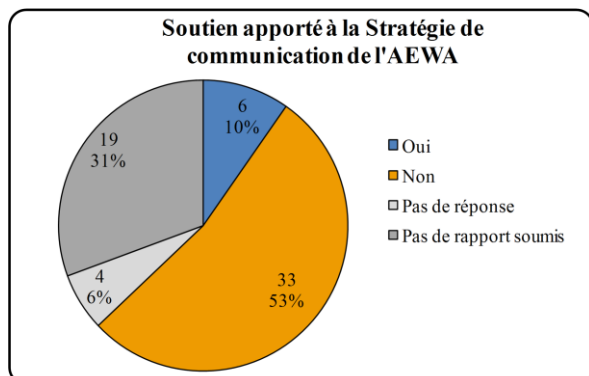


Figure 7.2. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient fourni des fonds et autres aides, si approprié, (ex. expertise, réseau, compétences et ressources), engagés pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA.

Plan stratégique Cible 4.3

La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des PC

Indicateur:

Au moins 25 % des Parties contractantes ont développé et mettent en œuvre des programmes pour accroître la sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau et de

place et en train d'être mis en œuvre) (Figure 7.1; Tableau 15 en annexe). La Cible 4.3 a donc été atteinte.

Trois des neuf Parties ayant mentionné qu'elles n'avaient pas de programme de sensibilisation et d'éducation mis en place (la Bulgarie, l'Égypte et l'ERY de Macédoine) ont donné comme raison le manque de ressources/capacité. Trois Parties (la France, l'Ouganda et le Royaume-Uni) ont spécifié l'existence de programmes de sensibilisation plus généraux. La raison donnée par Israël était que la législation protégeait toutes les espèces. L'Éthiopie a noté qu'elle n'avait pas eu le temps de développer de programmes depuis qu'elle est devenue Partie contractante, tandis que la Géorgie ne fournissait aucune raison.

Q34. Votre pays a-t-il fourni des fonds et autres aides, si approprié, (ex. expertise, réseau, compétences et ressources), engagés pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA ?

Six Parties ont rapporté qu'elles avaient fourni des fonds et autres aides à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA (Figure 7.2; Tableau 19 en annexe). Toutefois deux de ces Parties ont fait des observations suggérant qu'elles avaient choisi la mauvaise réponse (Ukraine: « Manque de ressources »; Sénégal: « Pas directement »). Parmi les autres Parties, l'Estonie a fait remarquer qu'elle avait financé plusieurs projets présentant un volet éducatif, la France a mentionné le programme SPOVAN en Égypte, au Nord Soudan et au

Soudan; l'Allemagne a indiqué un centre de conférence (Internationale Naturschutzakademie) qui dispense des programmes éducatifs et des formations pour la mise en œuvre d'AEM, notamment l'AEWA, et a fourni des détails sur divers projets financés par le gouvernement comportant des volets de sensibilisation; la Hongrie a noté la mise en place de centres d'accueil dans les zones humides. Il s'avère que les Parties ont interprété cette question comme incluant un large éventail de programmes éducatifs au niveau national.

Sur les 33 Parties ayant indiqué ne pas avoir fourni de fonds ou d'autres aides, 18 Parties (55 %) ont indiqué comme raison le manque de ressources financières. Trois Parties (l'Égypte, l'Éthiopie et la Slovaquie) ont mentionné le manque de ressources humaines/capacité, et trois Parties (9 %; l'Espagne, les Pays-Bas et Israël) ont spécifié qu'il ne s'agissait pas d'une priorité. Israël a noté que les espèces étaient déjà protégées par la législation. Les 11 Parties restantes n'ont pas fourni de raison.

Q35. Dans la Résolution 3.10, la Réunion des Parties encourage les Parties contractantes à mettre en place des Centres d'échange d'informations sur l'AEWA pour leur région respective. Votre pays a-t-il envisagé ou est-il intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA ?

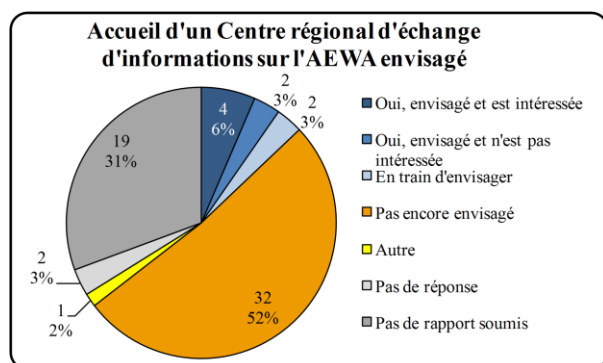


Figure 7.3. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient envisagé ou étaient intéressées par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA.

La majorité des Parties (32: 74 % des répondants; 52 % des 62 Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles n'avaient pas encore envisagé d'accueillir un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA (Figure 7.3; Tableau 16 en annexe). Six de ces Parties ont mis en avant le manque de ressources financières, tandis que quatre Parties mentionnent le problème des ressources humaines/expertise. Les Pays-Bas ont spécifié que leur priorité était la mise en œuvre, tandis que la Norvège notait qu'elle avait déjà des centres d'information ayant un rôle similaire. Israël a fait observer les difficultés rencontrées du fait de la situation politique. L'Espagne a précisé que cela pouvait être considéré dans

l'avenir, tandis que l'Ukraine répondait que des consultations avec les institutions concernées devraient avoir lieu. L'Algérie a noté qu'un Centre dans la région Nord africaine serait utile. Sur les deux Parties ayant répondu « Oui, envisagé, mais pas intéressé », l'Estonie a fait remarquer qu'elle avait des ressources et une capacité limitées et le Royaume-Uni n'a fourni aucun détail.

Quatre Parties (6 % des Parties contractantes) ont indiqué qu'elles avaient envisagé la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA et étaient intéressées: la Tanzanie a mentionné l'existence du Centre Ramsar pour l'Afrique de l'Est qui joue un rôle similaire; la Finlande a observé que le nouveau centre d'accueil de Liminganlahti se concentrera sur l'AEWA et Ramsar; et l'Allemagne a donné des détails sur un centre de conférence destiné aux échanges internationaux (Internationale Naturschutzakademie) qui offre des programmes éducatifs et des formations pour répondre aux engagements d'AEM tels que l'AEWA. Le Sénégal a noté qu'il était intéressé par l'établissement d'un centre mais qu'il ne disposait pas des ressources nécessaires.

Deux Parties envisagent actuellement la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA, bien que la Roumanie ait indiqué que le manque de ressources financières empêchait la poursuite du projet. La Slovaquie, toutefois a fait savoir qu'elle est en train d'établir le Centre des zones humides des Carpates qui fera office de Centre de l'AEWA pour la région des Carpates. Le Ghana, qui a répondu « Autres » a fait remarquer qu'il envisageait la mise en place d'un Centre régional dans un futur proche.

Q36. Au niveau national, la formation CESP (Communication, Éducation et Sensibilisation du public) doit être conduite par du personnel qui a été formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs de l'AEWA. Une telle formation a-t-elle eu lieu dans votre pays au cours de ces trois dernières années ?

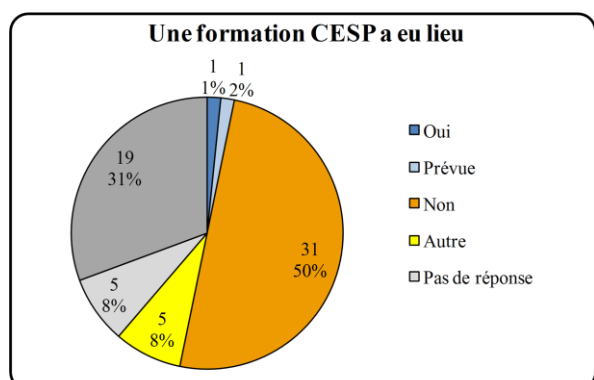


Figure 7.4. Réponses des Parties à la question de savoir si une formation CESP (Communication, Éducation et Sensibilisation du public) avait été conduite au cours de ces trois dernières années par du personnel qui a été formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs de l'AEWA.

la nature en général, sans mentionner spécifiquement le programme de « formation des formateurs ». La Tanzanie a fait observer que la formation serait intégrée dans le Plan d'action national de conservation du Flamant nain, qui devrait commencer en 2012. Le faible taux de Parties rapportant que des formations de suivi ont eu lieu suggère qu'une plus grande attention est nécessaire dans ce domaine en vue d'atteindre la Cible 4.2.

Sur les 31 Parties ayant indiqué que la formation CESP n'avait pas encore eu lieu, les principales raisons invoquées étaient: le manque de ressources humaine/capacité administrative (cinq Parties), manque de ressources financières (quatre Parties), le Programme de formation des formateurs pas encore mis en place dans le pays/la région (quatre Parties), et le fait que d'autres formations pertinentes avaient eu lieu (telles que des activités CESP en relation avec la conservation de la nature de façon plus générale) (quatre Parties). L'Algérie a fait savoir qu'on ne lui avait pas demandé d'entreprendre ce genre de formation tandis que l'Ouganda a affirmé ne rien savoir sur ce programme. Israël a à nouveau fait observer que ce genre d'activités n'étaient pas nécessaires du fait que la législation protégeait toutes les espèces. Douze Parties n'ont indiqué aucune raison; parmi elles, la Roumanie a fait savoir qu'elle aimerait participer à un programme de formation des formateurs dans le futur.

Parmi les Parties ayant répondu « Autre », la Belgique a indiqué que le Programme de formation des formateurs n'avait pas encore eu lieu. Monaco a précisé que le plan CESP n'avait pas encore été élaboré, la Finlande a observé que le personnel du centre d'accueil était déjà correctement formé et la Norvège a noté que la formation était davantage axée sur Ramsar. L'Italie n'a fourni aucune explication.

Plan stratégique Cible 4.2

La Stratégie de communication de l'AEWA est mise en œuvre

Indicateur:

La Stratégie de communication a été contrôlée tous les ans et examinée et actualisée tous les trois ans

En tant qu'indication de la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA, la Cible 4.2 du Plan stratégique vise à des formations de suivi CESP (Communication, Éducation et Sensibilisation du public), au niveau national conduites dans au moins trois régions de l'AEWA par des personnes formées dans le cadre de la Cible 3.3. Seulement deux Parties ont indiqué que des formations CESP conduites dans le cadre du Programme de formation des formateurs de l'AEWA avaient eu lieu ou étaient prévues dans leur pays (respectivement l'Allemagne et la Tanzanie) (Figure 7.4; Tableau 17 en annexe). L'Allemagne a fourni des détails sur les cours de formation se rapportant à la conservation de

VIII. Mise en œuvre

Q37. Votre pays a-t-il approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord ?

Six Parties (14 % des répondants; 10 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'elles avaient approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord (Figure 8.1; Tableau 19 en annexe). Les détails sur les Parties non contractantes ayant été approchées par des Parties contractantes sont fournis au Tableau 8.1. Toutefois, deux Parties supplémentaires, la Slovénie et la Croatie, ayant dit ne pas avoir approché de Parties non contractantes, ont mentionné toutes deux que le Monténégro avait été contacté en relation avec la ratification de l'Accord.

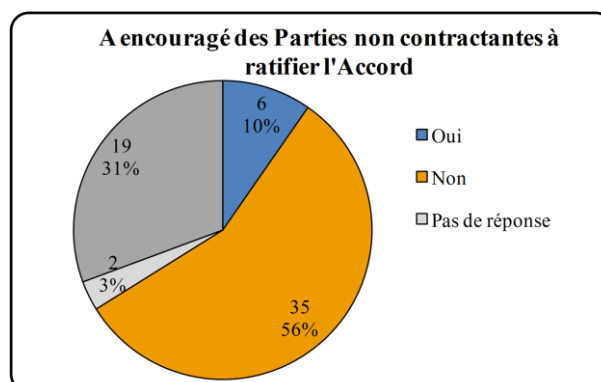


Figure 8.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord.

Tableau 8.1. Parties non contractantes approchées par des Parties contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord.

Partie	Parties non contractantes approchées
Finlande	Fédération de Russie
France	Maroc, Fédération de Russie, Sud Soudan, plusieurs pays africains
Allemagne	Pologne, Fédération de Russie
Pays-Bas	Fédération de Russie
Suisse	Burkina Faso, Cameroun, Fédération de Russie
Syrie	Pays du Golfe

Les raisons avancées pour ne pas avoir approché de Parties non contractantes sont: le manque de capacité/ressources humaines (quatre Parties; 11 %), le manque d'opportunités (trois Parties; 9 %), absence de stratégie nationale sur ce sujet (deux Parties; 6 %) et les ressources limitées (une Partie; 3 %). Le Sénégal a expliqué que la plupart des pays voisins avaient déjà ratifié l'Accord, tandis que

L'Espagne faisait observer que tous les États membres de l'UE sont Parties contractantes. L'Éthiopie a noté que toute son attention portait sur la mise en œuvre de l'Accord du fait qu'elle y avait elle-même récemment adhéré et l'ERY de Macédoine a fait observer qu'il y avait un manque de soutien à la mise en œuvre de l'Accord dans son propre pays. Dix-huit pays n'ont pas donné de raison.

Q38. Votre pays a-t-il apporté son aide/ développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux Priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale ?

Dix-huit Parties (42 % des répondants; 29 % des Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles avaient apporté leur aide/ développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux Priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale (Figure 8.2; Tableau 19 en annexe). Sur les Parties ayant donné une réponse positive, 17 ont fourni des détails sur les projets financés/développés, énumérant au total 47 projets (bien que le même projet ait pu être rapporté par plusieurs Parties). À l'exception de la France, les Parties n'ont pas spécifié les IIT auxquelles répondaient les projets énumérés. La France a fait part d'un projet (l'Initiative africaine, qui vise à renforcer la mise en œuvre de l'AEWA dans la région africaine) qui se rapporte aux priorités 6, 7, 8, 11, 19, 25 des IIT; et un autre projet (SPOVAN, qui vise au renforcement de la capacité au Soudan et en Égypte) et qui répond aux priorités 15, 16 et 24 des IIT.

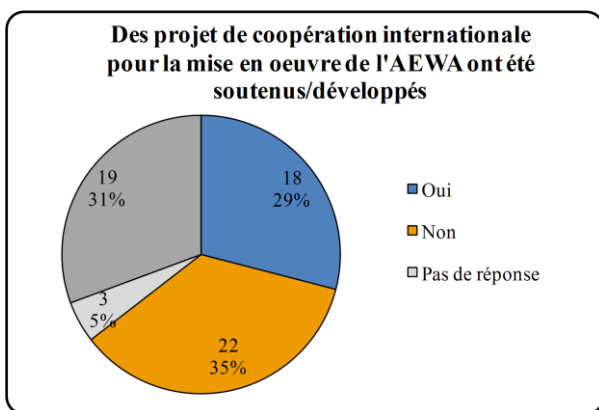


Figure 8.2. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient apporté leur aide/ développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux Priorités internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale actuelle.

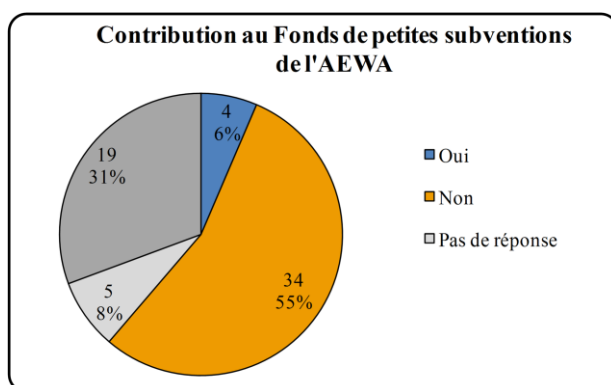


Figure 8.3. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient contribué aux Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de ces trois dernières années.

Sur les 22 Parties ayant indiqué ne pas avoir apporté leur aide/développé des projets de coopération internationale, la raison la plus souvent invoquée est le manque de ressources financières (sept Parties; 32 %) et le manque de ressources humaines/capacité (trois Parties; 14 %). Deux Parties ont noté qu'aucune opportunité de développer ce genre de projet ne s'était présentée, tandis qu'une Partie (la République tchèque) indiquait qu'il n'y avait pas de système de subvention approprié en place. La Lettonie faisait observer que la coopération internationale se concentrait davantage sur la conservation de la nature de façon plus générale et l'ERY de Macédoine mentionnait le manque de soutien à la mise en œuvre de l'AEWA dans son propre pays.

Q39. Votre pays a-t-il contribué aux Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de ces trois dernières années ?

Quatre Parties (9 % des répondants; 6 % des 62 Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles avaient contribué aux Fonds de petites subventions (SGF) de l'AEWA au cours de ces trois dernières années (Figure 8.3; Tableau 19 en annexe). Toutefois, au vue des détails supplémentaires fournis, plusieurs des Parties ayant répondu semblent avoir mal interprété la question, pensant qu'elle se référait au fait de savoir si elles avaient ou non reçu des fonds du Fonds de petites subventions (SGF), y compris les deux pays ayant répondu par l'affirmative (Kenya et

Afrique du Sud). La France est le seul pays à avoir indiqué le montant dont elle a doté le SGF (56 500 Euros). La France a noté qu'elle souhaiterait que des mises à jour régulières sur l'exécution des projets financés grâce au SGF soient fournies aux pays donateurs ainsi qu'au Comité technique.

Pour les 34 Parties ayant fait savoir qu'elles n'avaient pas versé de contributions au SGF de l'AEWA au cours des trois dernières années, la raison la plus souvent invoquée était le manque de ressources financières (11 Parties; 32 %), tandis que trois Parties (9 %) mentionnaient le manque de ressources humaines/capacité et qu'une autre indiquait un manque de ressources sans préciser de quel type il s'agissait. La Norvège et l'Allemagne expliquaient toutes les deux qu'elles avaient versé des contributions pour d'autres activités de l'AEWA. Cinq Parties avaient mal interprété la question, indiquant la raison pour laquelle elles n'avaient pas fait appel au SGF; les Parties restantes ne fournissaient aucun détail supplémentaire.

Q40. Votre pays dispose-t-il d'un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement lié aux mécanismes de coordination nationale d'autres Accords environnementaux multilatéraux (AEM) sur la biodiversité ?

Vingt-et-une Parties (49 % des répondants; 34 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué qu'elles disposaient de ce genre de mécanisme et que celui-ci fonctionnait régulièrement, et deux autres Parties ont fait savoir qu'elles disposaient de ce type de mécanisme mais que celui-ci n'était pas opérationnel (Figure 8.4; Tableau 18 en annexe). En outre, bien que Monaco ait fait savoir qu'il n'avait pas de mécanisme en place, il décrit un système de coordination nationale de l'Accord, laissant penser qu'il a sélectionné la mauvaise réponse. De même, l'Ouganda a également fait savoir qu'il n'avait pas de mécanisme en place, mais a noté qu'il y avait un correspondant national de l'AEWA qui coordonne les activités de l'AEWA.

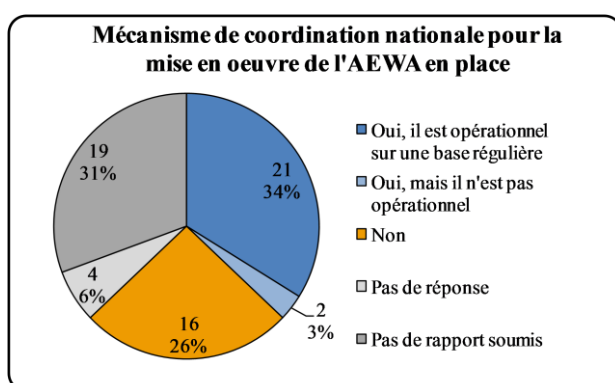


Figure 8.4. Réponses des Parties à la question de savoir si elles disposent d'un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Des progrès ont été réalisés en direction de la Cible 5.7, sur la base de près de la moitié des répondants qui ont confirmé que des mécanismes de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA étaient mis en place et étaient opérationnels. Les raisons invoquées par les Parties pour l'absence de ce type de mécanisme étaient le manque de ressources (Sénégal) et le fait que ce mécanisme était en cours de développement (Moldova). Sur les 16 Parties qui ont indiqué en pas avoir de mécanisme de coordination nationale en place, deux Parties (13 %) ont spécifié que la raison en était le manque de capacité (administrative). La Bulgarie et la Finlande ont déclaré que ce mécanisme était en préparation, et la France a noté que le Comité informel mis en place pour l'organisation de la MOP5 pourrait voir son mandat prolongé dans l'avenir. La Slovaquie et la Hongrie ont toutes deux fait observer qu'elles n'avaient pas de mécanismes spécifiques pour l'AEWA, tandis que l'Éthiopie a indiqué ne pas avoir eu le temps de s'en occuper depuis qu'elle est devenue Partie contractante.

Plan stratégique Cible 5.7

Un mécanisme de coordination nationale approprié pour la mise en œuvre de l'AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords environnementaux multilatéraux sur la biodiversité est mis en place

Indicateur:

Dans au moins 50 % des PC de l'AEWA, des mécanismes de coordination nationale ont été établis et fonctionnent sur une base régulière

Q41. Comment selon-vous les liens entre les AEM pour la biodiversité dont votre pays est Partie contractante peuvent-ils être encouragés, de façon à ce que votre travail soit plus efficace?

Dix-huit Parties ont fourni des suggestions utiles qui peuvent se résumer comme suit:

- Meilleurs échanges entre AEM des résultats, des informations et des expertises, par exemple au moyen de réunions communes entre les AEM et le regroupement des experts et des organes techniques soutenant les différents AEM, et amélioration de la coordination entre les correspondants nationaux pour les différentes AEM au sein de chaque pays;
- Développement d'un plan stratégique commun pour la mise en œuvre coordonnée des AEM, et établissement d'un groupe de travail pour toutes les AEM chargé d'aider à la coordination du plan stratégique;
- Utilisation 'd'indicateurs' de tendances applicable à toutes les AEM et permettant ainsi un degré plus élevé de standardisation parmi différents processus d'établissement de rapport et harmonisation des formats des rapports afin de réduire le double emploi;

- Recommandation pour l'AEWA et Ramsar, en particulier, de travailler ensemble du fait de l'important chevauchement dans leur couverture et leurs exigences en matière de rapport;
- Instruments financiers communs au sein des AEM;
- Coopération intensifiée avec les ONG pour surmonter le manque de capacité dans les institutions gouvernementales;
- Coopération par l'intermédiaire de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES);
- Le Groupe de liaison sur la biodiversité, qui relie les AEM se trouvant sous l'égide du PNUE, pourrait être étendu pour accueillir d'autres AEM ne dépendant pas du PNUE.

IX. Influenza aviaire

Q42. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et quels sont les conseils ou informations qui pourraient l'aider ?

Quinze Parties ont fait part des difficultés éprouvées pour répondre au niveau national à la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années (Tableau 9.1). 19 autres Parties ont répondu ne pas avoir été confrontées récemment à ce problème, dont neuf notant qu'aucun cas de IAHP n'avait été constaté dans le pays au cours de ces trois dernières années. Neuf parties n'ont pas répondu à la question.

Tableau 9.1. Difficultés rapportées par les Parties au sujet de la réponse nationale à la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années, et nombre de Parties ayant rapporté ces difficultés.

Difficultés	Nbre de Parties	Parties
Difficulté à susciter la sensibilisation du public/ manque de matériel éducatif	6	Chypre, Danemark, Égypte, Estonie, Ghana, Luxembourg
Manque de capacité financière/technique/institutionnelle	5	Égypte, Ghana, Kenya, Tanzanie, Ouganda
Connaissance scientifique limitée du virus (par ex. l'impact écologique)	3	Italie, Norvège, Slovaquie
Manque d'expertise/ressources humaines	2	Ghana, Ouganda
Manque de surveillance/système d'alerte	2	Albanie, Kenya
Manque de coopération intra-gouvernementale	2	Ghana, Norvège
Logistique du dépistage des oiseaux sauvages	1	Belgique
Roulement de personnel	1	Royaume-Uni
Manque de cadre juridique	1	Égypte
Manque de coordination entre les virologues et les ornithologues	1	Italie

Utilisation du site Web sur l'Influenza aviaire, la vie sauvage et l'environnement (AIWeb)

Vingt Parties (47 % des répondants; 32 % des 62 Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles avaient utilisé le site AIWeb (le site sur l'Influenza aviaire, la vie sauvage et l'environnement) (Figure 9.1; Tableau 19 en annexe).

Conseils ou informations supplémentaires requises pour répondre à la propagation de l'IAHP

Vingt-cinq Parties ont répondu à la question de savoir si elles avaient besoin de conseils supplémentaires sur l'IAHP, dont 13 Parties ayant répondu qu'elles n'en avaient pas besoin. Sur les 12 Parties ayant répondu qu'elles souhaitaient des informations supplémentaires, neuf ont également rapporté avoir utilisé l'AIWeb. Le besoin le plus communément cité (noté par cinq Parties) était une meilleure disponibilité de l'information, par la biais par exemple de publication de documents sur le Web et la transmission d'informations par l'intermédiaire des correspondants locaux pouvant être ensuite plus largement diffusés. L'Ukraine et la Slovaquie ont suggéré la traduction des informations

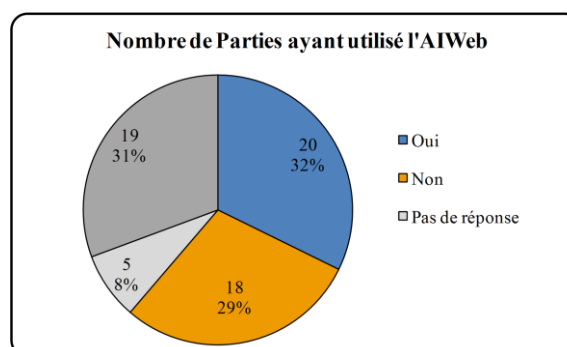


Figure 9.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient consulté et utilisé le site AIWeb (le site sur l'Influenza aviaire, la vie sauvage et l'environnement).

en plusieurs langues. Des Parties ont également noté le besoin de conseils sur la surveillance et le suivi (trois Parties), et la sensibilisation du public (trois Parties). D'autres besoins en matière de conseils et d'information exprimés par au moins une Partie incluaient: davantage de recherches épidémiologiques, partage entre les pays des expériences sur la sensibilisation du public, coordination améliorée entre les ornithologues et les vétérinaires, assistance dans la mise en place de dispositifs de dépistage, support financier et technique, développement d'un plan d'action national, mise en place d'un système standard de recueil de données et de bases de données, et développement d'une approche standardisée de la gestion de l'épidémie.

X. Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA

Q4. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour la préparation des Plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Q7. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence affectant les oiseaux d'eau migrateurs ?

Q15. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la prévention des introductions d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau ?

Q17. Si votre pays a identifié ou est en train d'identifier les réseaux de sites d'importance internationale et nationale, avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA relatives à la préparation des inventaires des sites les oiseaux d'eau migrateurs ?

Q19. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Q24. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur les prélèvements durables des oiseaux migrateurs ?

Q30. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau ?

Il était demandé aux Parties d'indiquer si elles avaient ou non utilisé sept des Lignes directrices de conservation de l'AEWA. Le nombre des Parties indiquant qu'elles avaient utilisé ces Lignes directrices allait de neuf (Q7: 21 % des répondants; 15 % des 62 Parties contractantes) à 25 (Q30: 58 % des répondants; 40 % des Parties contractantes) (Figure 10.1; Tableau 20 en annexe).

Les Parties ayant répondu qu'elles n'avaient pas utilisé les Lignes directrices de l'AEWA concernées ont donné le plus souvent comme raison l'utilisation d'autres lignes directrices (Tableau 10.1). Les Parties ont également souvent mentionné un chevauchement considérable entre les lignes directrices qu'elles utilisaient et celles de l'AEWA. Les autres lignes directrices spécifiées étaient généralement des directives soit nationales soit élaborées par l'UE, par une ONG (telle que BirdLife International) ou une autre AEM (Ramsar et la CITES). Dans le cas des Lignes directrices pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes,

trois Parties ont indiqué que ces Lignes directrices ne s'appliquaient pas du fait que leur pays n'avait pas enregistré la présence d'espèces envahissantes; il se peut donc que l'objectif de ces Lignes directrice ait été mal interprété. Deux Parties ont fait savoir que les Lignes directrices pour le prélèvement durable des oiseaux d'eau migrateurs ne s'appliquaient pas du fait du faible nombre des espèces d'oiseaux d'eau concernés. La République tchèque a fait observer que les Lignes directrices pour la préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs n'avaient pas été utilisées car le pays souhaitait tenir compte d'autres espèces, en plus des oiseaux d'eau migrateurs, lors de la sélection des sites importants. Cinq Parties ont fait part de leur intention d'utiliser ces Lignes directrices dans l'avenir.

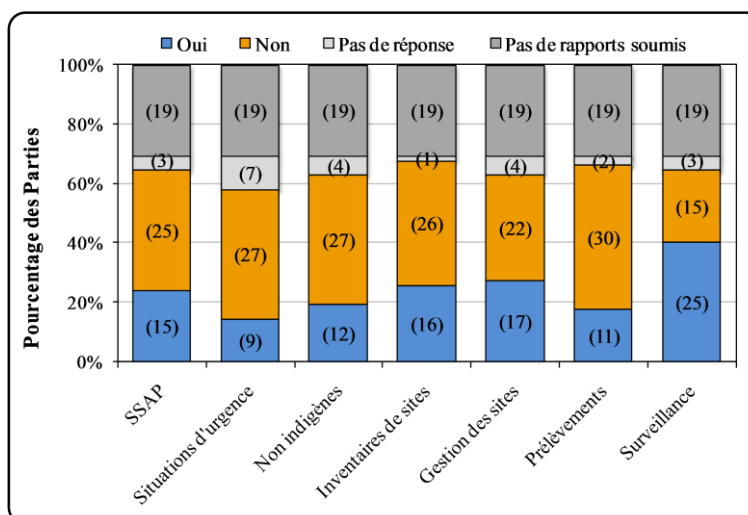


Figure 10.1. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient utilisé sept des Lignes directrices de l'AEWA (par pourcentage des Parties, et nombre de Parties indiqué entre parenthèses). (Pour le titre intégral des Lignes directrices de l'AEWA voir le tableau 10.1.)

Tableau 10.1. Raison données par les Parties pour ne pas utiliser les Lignes directrices de l'AEWA, et nombre de Parties (avec le pourcentage de Parties contractantes indiqué entre parenthèse; n=62) ayant indiqué chaque raison.

Raison	Préparation des Plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrants	Identification et prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrants	Éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	Préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrants	Gestion des sites cruciaux pour les oiseaux d'eau migrants	Prélèvement durable d'oiseaux d'eau migrants	Protocole de surveillance des oiseaux d'eau
Utilisation d'autres lignes directrices	7 (11 %)	7 (11 %)	9 (15 %)	20 (32 %)	10 (16 %)	14 (23 %)	6 (10 %)
Procédures ayant la préséance sur Lignes directrices AEWA	2 (3 %)	2 (3 %)	1 (2 %)	6 (10 %)	2 (3 %)	3 (5 %)	6 (10 %)
Manque de ressources	0	0	0	0	1 (2 %)	2 (3 %)	0
Manque de sensibilisation	0	0	2 (3 %)	0	0	1 (2 %)	0
Manque d'expertise/expérience	0	0	2 %	0	0	1 (2 %)	0
Lignes directrices AEWA pas dans la langue appropriée	0	1 (2 %)	2 (3 %)	0	1 (2 %)	1 (2 %)	0
Non nécessaire/ sans objet	8 (13 %)	10 (16 %)	5 (8 %)	0	0	2 (3 %)	1 (2 %)
Nombre de Parties	25	27	27	26	22	30	15
Pourcentage de Parties (n=62)	40 %	44 %	44 %	42 %	35 %	48 %	24 %

XI. Conclusion

Sur la base de l'analyse des Rapports nationaux, on a évalué les progrès effectués en direction de la réalisation des objectifs pour lesquels ces Rapports offrent un moyen de vérification. Les réponses des Parties indiquent que des progrès notables ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord. Toutefois, il demeure des domaines requérant davantage d'attention des Parties contractantes à l'AEWA. Les progrès tout comme les domaines insuffisants sont indiqués ci-dessous à l'aide de couleurs (les cibles sont codifiées par une couleur selon le niveau de réalisation de l'indicateur auquel elles correspondent: vert = cible atteinte; orange = progrès réalisés mais plus d'efforts sont nécessaires; rouge = domaine prioritaire pour une action future). Les conclusions basées sur des sections de l'analyse qui ne sont pas associées avec une cible particulière sont également récapitulées ci-dessous.

État des espèces

Au niveau national, huit Parties (19 % des répondants; 13 % des 62 Parties contractantes) ont indiqué au moyen des données fournies que des extinctions d'espèces avaient eu lieu dans leur pays, affectant 19 espèces. Le but du Plan stratégique, stipulant qu'il n'y ait aucune extinction de populations d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord, n'a donc pas été atteint. Il n'était cependant pas clair dans quelle proportion ces extinctions avaient eu lieu lors de la dernière période triennale. Des extinctions localisées ne touchaient que des espèces reproductrices; les extinctions communiquées d'espèces de passage ou présentes pendant période hors reproduction/d'hivernage ne semblaient pas correspondre à de réelles extinctions.

But: Maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs dans un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration

Les tendances favorables de populations pour > 75 % des espèces ont été confirmées par seulement quatre Parties (9 % des répondants; 7 % des Parties contractantes); l'indicateur du but du Plan stratégique (requérant qu'au moins 75 % des populations d'oiseaux d'eau affichent une tendance favorable) n'a donc pas été réalisé, et de plus grands efforts sont nécessaires afin de rétablir les populations d'oiseaux d'eau. Aucune des Parties n'a vu passer au moins 20 % des espèces menacées et quasi menacées dans des catégories de menaces inférieures dans la Liste rouge nationale, comme le spécifie l'un des indicateurs du Plan stratégique. Ceci signifie qu'un travail plus important est tout particulièrement nécessaire pour la conservation des espèces menacées et quasi menacées.

Objectif 1: Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l'état de conservation des espèces d'oiseaux d'eau et de leurs populations

Cible 1.1: Une protection légale complète est accordée à toutes les espèces figurant à la colonne A

Une protection complète pour toutes les espèces figurant à la colonne A est en place chez 10 Parties (23 % des répondants; 16 % des Parties contractantes), 15 autres Parties (35 % des répondants; 24 % des Parties contractantes) indiquant qu'une protection complète était en place à 76 à 99 % des espèces de la colonne A. Il s'avère que davantage de travail doit être accompli pour assurer que toutes les espèces figurant à la colonne A bénéficient d'une protection légale complète dans toute la zone de l'Accord.

Espèces figurant aux colonnes B et C

La protection complète des espèces figurant à la colonne B est en place chez cinq Parties (11 % des répondants; 8 % des Parties contractantes), 13 Parties (30 % des répondants; 21 % des Parties contractantes) accordant une protection complète à 76 à 99 % des espèces de la colonne B. Les espèces de la colonne C bénéficient d'une protection légale complète chez cinq Parties (11 % des répondants; 8 % des Parties contractantes), six autres Parties (14 % des répondants; 10 % des Parties contractantes) accordant une protection complète à 76 à 99 % de ces espèces.

Conservation de l'habitat

Cible 1.2: *Un réseau complet et cohérent au niveau de la voie de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d'autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d'eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et du changement climatique*

Des réseaux de sites importants pour les espèces/populations oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA ont été identifiés par 24 Parties (56 % des répondants; 39 % des Parties contractantes), avec 16 autres Parties (37 % des répondants; 26 % des Parties contractantes) ayant identifié partiellement un réseau, et une Partie étant dans le processus de développement d'un réseau. Une plus grande attention devrait toutefois être accordée à la protection juridique des sites d'importance internationale.

Outil Réseau de sites critiques

18 Parties (42 % des répondants; 29 % des Parties contractantes) ont fait savoir qu'elles utilisaient l'Outil Réseau de sites critiques, invoquant le plus souvent comme raison l'accès aux informations sur les espèces. Divers motifs étaient avancés par les Parties ne se servant pas de l'Outil, notamment le manque de ressources humaines, les données insuffisantes pour certains pays et l'impossibilité d'accéder à l'Outil.

Gestions des activités humaines (autres que la chasse)

Cible 1.3: *Des études d'impact environnemental & des évaluations stratégiques environnementales servent à réduire l'impact de nouveaux développements sur les espèces d'oiseau d'eau et leurs populations*

La législation prévoyant l'utilisation d'Études d'impact environnemental stratégique/ Évaluation des impacts environnementaux (EES/EIE) est en place et mise en œuvre au sein de 36 Parties (84 % des répondants; 58 % des Parties contractantes), dont 31 Parties (72 % des répondants; 50 % des Parties contractantes) indiquent que des EES/EIE étaient utilisées pour tous les projets pertinents au cours de la période triennale. Des progrès notables ont donc été effectués dans la réalisation de la Cible 1.3.

Prises accidentelles d'oiseaux de mer

19 Parties (44 % des répondants; 31 % des Parties contractantes) ont fait part de prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans des équipements de pêche. Quinze de ces Parties et quatre autres Parties ont communiqué qu'elles avaient pris des dispositions en faveur de l'adoption de mesures destinées à réduire les prises accidentelles d'oiseaux de mer et à lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Neuf Parties (21 % des répondants; 15 % des Parties contractantes) ont indiqué n'avoir aucune information disponible sur les prises accidentelles qui pouvaient se produire.

Conservation des espèces

Cible 1.4: *Des Plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque dans la colonne A du Tableau 1*

Des plans d'action nationaux par espèce (PANPE) ont été rapportés comme étant mis en œuvre ou en cours d'élaboration pour 18 des 21 espèces pour lesquelles un plan d'action international par espèce (PAIPE) est en place par au moins une Partie à laquelle s'applique le PAIPE; Toutefois l'établissement et la mise en œuvre complètes ne pouvaient être confirmés pour aucun PAIPE sur la base des rapports nationaux. Les Parties doivent donc faire davantage d'efforts pour atteindre la Cible 1.4.

Cible 1.5: Les oiseaux d'eau sont soigneusement pris en considération par d'autres forums internationaux, comme la CDB, la Convention de Berne et le GISP, dans l'élaboration de PAN sur les espèces non indigènes

La législation destinée à interdire l'introduction d'espèces non indigènes est en place et appliquée dans 36 Parties (84 % des répondants; 58 % des Parties contractantes), bien que sept Parties (16 % des répondants; 11 % des Parties contractantes) aient indiqué qu'un plan d'action national pour les espèces envahissantes était en place. Dix-huit Parties ont confirmé la présence d'une ou de plusieurs espèces d'oiseaux d'eau reproductrices non indigènes dans leur pays, impliquant 35 espèces, dont certaines sont considérées comme représentant un danger substantiel. Toutefois les progrès des programmes d'éradication étaient seulement communiqués pour cinq espèces, par huit Parties. Ceci suggère qu'un travail plus poussé est nécessaire pour atteindre l'indicateur de la Cible 1.5, qui vise à ce que les Parties incorporent des mesures spécifiques relatives aux espèces d'oiseaux d'eau envahissantes non indigènes en tant qu'élément des Plans d'action nationaux sur les espèces non indigènes – et les mettent en œuvre pour assurer leur contrôle ou leur éradication.

Dérogations

Des dérogations aux interdictions définies dans les paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA étaient rapportées par 11 Parties (26 % des répondants; 18 % des Parties contractantes) pour 25 espèces au total. Le principal motif d'accord de ces dérogations était l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres raisons prioritaires d'intérêt public.

Situations d'urgence

Des situations d'urgence menaçant les oiseaux s'étant manifestées au cours des trois dernières années ont été rapportées par huit Parties (19 % des répondants; 13 % des Parties contractantes). Le type de situation le plus souvent communiqué était les conditions météorologiques extrêmes. Des mesures d'urgence avaient été mises en œuvre dans toutes ces situations; six autres Parties ont indiqué que des procédures d'urgence étaient en place sans qu'aucune situation d'urgence ne se soit produite, ce qui fait qu'au total, on compte 13 Parties ayant des procédures en place (30 % des répondants; 21 % des Parties contractantes).

Rétablissement

21 Parties (49 % des répondants; 34 % des Parties contractantes) ont indiqué l'existence d'un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, avec six autres Parties indiquant des cadres partiellement développés. La tenue d'un registre national des projets de rétablissement a été rapportée par neuf Parties (21 % des répondants; 15 % des Parties contractantes). Cinq Parties ont indiqué qu'elles mettaient en œuvre des plans de projets de rétablissement pour des espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA, concernant six espèces.

Gestion de la chasse

Objectif 2: Garantir que tout prélèvement d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord est durable

Cible 2.1: L'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est supprimée dans toutes les régions des Parties contractantes

La grenaille de plomb a été totalement ou partiellement supprimée par 25 Parties à l'AEWA. Toutefois, 15 Parties (35 % des répondants; 24 % des Parties contractantes) ont fait savoir que l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides n'avait pas encore été supprimée, indiquant qu'un plus grand effort doit être fourni pour atteindre la Cible 2.1.

Cible 2.2: Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements est mise en place et implémentée

Un système de recueil des données de prélèvement est établi au sein de 31 Parties (72 % des répondants; 50 % des Parties contractantes), dont 19 Parties possédant un système couvrant toutes les

espèces de l'AEWA, tous les territoires et toutes les activités de prélèvement. Il n'y a toutefois aucune indication que ces systèmes sont coordonnés au niveau international, signifiant que de plus grands efforts doivent être accomplis pour atteindre la Cible 2.2.

Cible 2.3: Des mesures destinées à réduire et éliminer autant que possible les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvements non sélectives sont élaborées et implémentées

Des mesures destinées à réduire/éliminer les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau sont en place chez 38 Parties (88 % des répondants; 60 % des Parties contractantes), dont 29 précisant que l'efficacité de ces mesures est élevée ou moyenne, indiquant que des progrès importants ont été réalisés par rapport à la Cible 2.3.

Recherche et surveillance

Objectif 3: Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l'action de conservation

Cible 3.2: Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant

Des programmes de surveillance des espèces de l'AEWA sont établis au sein de 41 Parties (95 % des répondants; 65 % des 62 Parties contractantes), dont 32 Parties (74 % des répondants; 52 % des Parties contractantes) faisant part d'une couverture complète ou partielle des trois périodes de surveillance (reproduction, passage/migration et période hors-reproduction/d'hivernage). Ces résultats vont au-delà de l'indicateur de la Cible 3.2 (50 % des Parties contractantes disposent de systèmes de surveillance tout au long de l'année).

Cible 3.3: Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à établir des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau

Des recherches portant sur les oiseaux d'eau ont été menées par 32 Parties (74 % des répondants; 52 % des Parties contractantes) au cours des trois dernières années, avec la majorité des Parties faisant part de plus d'un programme de recherche. Ceci suggère que l'indicateur de la Cible 3.3 (10 programmes établis) a été dépassé.

Cible 3.5: Le partage des données et des informations importantes et leur accessibilité sont améliorés pour soutenir les prises de décision importantes en matière de conservation

Quelques progrès ont été réalisés par rapport à la Cible 3.5, mais un travail important reste encore à faire pour améliorer l'accessibilité des informations fournies. Le développement plus avant de l'ORS et l'ajout d'un module analytique pourrait permettre de rendre interrogeable la liste de projets communiqués par les Parties, en facilitant ainsi l'accès et l'utilisation.

Recensement international des oiseaux d'eau

Vingt-sept Parties (63 % des répondants; 44 % des Parties contractantes) ont indiqué qu'elles avaient fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) au niveau national et 12 Parties (28 % des répondants; 19 % des Parties contractantes) au niveau international, faisant un total de 39 Parties apportant un soutien à un niveau ou à un autre. La principale raison pour ne pas apporter de soutien était le manque de ressources financières.

Éducation et Information

Objectif 4: Améliorer la Communication, l'Éducation et la Sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la nécessité de mesures destinées à leur conservation et celle de leurs habitats

***Cible 4.2:** La stratégie de communication de l'AEWA est mise en œuvre*

Seules deux Parties ont fait part de formations ayant pris place dans leur pays et dédiées à la CESP, formations conduites par du personnel formé dans le cadre du programme de formation de formateurs de l'AEWA. Plusieurs Parties ont indiqué qu'elles n'avaient pas conscience de l'existence de ce programme, indiquant peut-être la nécessité d'une plus grande vulgarisation. Comme l'indicateur de la Cible 4.2 requiert que des formations de suivi pour CESP aient lieu dans au moins trois régions de l'AEWA, il s'avère qu'un travail plus important doit être accompli pour atteindre la Cible 4.2.

Quatre Parties ont fait savoir qu'elles avaient fourni des fonds et d'autres types de soutien (sous forme d'activités de formation et de sensibilisation) pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication. Le manque de ressources financières était la raison la plus souvent donnée pour expliquer l'absence de soutien.

***Cible 4.3:** La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes*

Des programmes destinés à améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA ont été mis en œuvre dans 24 Parties (56 % des répondants; 39 % des Parties contractantes), faisant que l'indicateur de la Cible 4.3 a été dépassé (cet indicateur avait pour objectif que 25 % des Parties contractantes mettent des programmes en place).

Centre régionaux d'échange d'informations sur l'AEWA

Trois Parties ont dit être intéressées par l'accueil d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA, deux Parties supplémentaires étant en train d'envisager cette possibilité. Trois Parties ont dit avoir envisagé cette idée en considération mais n'être finalement pas intéressées. La principale raison avancée pour ne pas être intéressé par cette idée ou pour ne pas l'avoir envisagée était le manque des ressources nécessaires.

Mise en œuvre

Objectif 5: Améliorer la capacité des États de l'aire de répartition et la coopération et la capacité internationales pour une conservation des espèces d'oiseaux migrateurs et de leurs voies de migration

***Cible 5.7:** Un mécanisme de coordination nationale approprié pour la mise en œuvre de l'AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d'autres AEM sur la biodiversité est mis en place*

Des mécanismes de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA sont en place et opérationnels dans 21 Parties (49 % des répondants; 34 % des Parties contractantes), suggérant que des progrès ont été réalisés par rapport à la Cible 5.7 (visant 50 % des Parties contractantes ayant des mécanismes en place).

Approche de Parties non contractantes à l'AEWA

L'approche de Parties non contractantes dans le but de les encourager à ratifier l'Accord a été communiquée par six Parties; les Parties non contractantes contactées étaient le Burkina Faso, le Cameroun, le Maroc, la Pologne, la Fédération de Russie, le Sud Soudan et plusieurs pays africains et du Golfe non spécifiés. Deux Parties supplémentaires ont fait observer que le Monténégro avait été

approché en relation avec la ratification de l'Accord. La principale raison invoquée pour ne pas approcher les Parties non contractantes était le manque de capacité.

Projets de coopération internationale

L'aide aux projets de coopération internationale ou le développement de ces projets pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités décrites dans les Tâches internationales de mise en œuvre (IIT) pour la période triennale en cours, a été rapporté par 18 Parties (42 % des répondants; 29 % des Parties contractantes). 47 projets au total ont été mentionnés, bien que les IIT correspondantes n'aient été spécifiées que pour deux projets. Le manque de ressources financières était le principal motif invoqué pour ne pas soutenir ou développer ces projets.

Fonds de petites subventions de l'AEWA

Quatre Parties ont fait part de contributions au Fonds de petites subventions de l'AEWA. Il semble toutefois que plusieurs Parties aient mal interprété cette question puisqu'elles ont fait référence au fait d'avoir ou non reçu des fonds. La principale raison citée pour ne pas contribuer au Fonds était le manque de ressources financières.

Influenza aviaire

15 Parties (35 % des répondants; 24 % des Parties contractantes) ont fait part des difficultés éprouvées pour répondre au niveau national à la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années (Tableau 9.1). Les difficultés les plus souvent évoquées se rapportaient à la sensibilisation du public et à l'éducation, ainsi qu'au manque de capacité financière/technique/institutionnelle. 12 Parties (28 % des répondants; 19 % des Parties contractantes) ont exprimé qu'elles souhaitaient davantage de conseils ou d'informations, le besoin le plus souvent mentionné étant une meilleure disponibilité et une plus large diffusion des informations utiles.

Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA

La proportion moyenne des répondants faisant part de l'utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA était de 35 % (24 % des 62 Parties contractantes), avec le nombre le plus élevé de Parties utilisant les *Lignes directrices sur un protocole de surveillance des oiseaux d'eau* et le nombre le plus faible utilisant les *Lignes directrices pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs*. La principale raison indiquée pour ne pas utiliser les Lignes directrices était l'utilisation d'autres directives. Il a été souvent précisé qu'il existait un chevauchement considérable entre ces directives et les Lignes directrices de l'AEWA.

XII. Recommandations

Sur la base de cette analyse des Rapports nationaux, les recommandations prioritaires suivantes ont été identifiées aux fins d'examen par les Parties à l'AEWA.

Mise en œuvre de l'Accord

Les Parties sont vivement incitées à concentrer leurs efforts sur les objectifs et cibles du Plan stratégique mis en avant dans la Conclusion comme requérant davantage d'attention: Les trois cibles qui n'ont pas été atteintes sont en rouge et les huit cibles seulement partiellement atteintes sont en orange. Davantage d'efforts sont tout particulièrement nécessaires pour éviter les extinctions d'oiseaux d'eau, améliorer l'état de conservation des espèces d'oiseaux d'eau, accroître la protection juridique des espèces figurant à la colonne A, développer des Plans d'action par espèce et mettre en œuvre la Stratégie de communication de l'AEWA.

Fournir un soutien aux Parties pour la mise en œuvre de l'Accord: Tout au long de l'analyse, le manque de ressources financières, logistiques et techniques est invoqué comme raison pour ne pas pouvoir pleinement mettre en œuvre l'Accord. Afin d'améliorer la mise en œuvre, il est nécessaire d'apporter un soutien aux Parties.

Améliorer la coopération entre les Parties par le biais du renforcement de la capacité: En notant, en particulier, que plus de 50 % des Parties africaines n'ont pas remis de rapport, ces Parties pourraient profiter d'un renforcement de capacité, qui pourrait aider à la compilation des rapports nationaux, améliorant le taux d'ensemble de soumission.

Format de rapport en ligne

Les amendements suivants au questionnaire sont recommandés afin d'améliorer le format du rapport national en ligne. Le PNUE-CMSC fournira directement au Secrétariat des observations supplémentaires plus spécifiques afin d'améliorer ce format.

Reformuler les questions pour éviter les interprétations erronées: Des questions ayant été mal interprétées ont été mises en avant dans toute l'analyse. Elles exigent donc des révisions et le PNUE-CMSC indiquera au Secrétariat des cas spécifiques et des suggestions à cet effet.

Adapter plus étroitement les questions à chaque Partie contractante, pour maximiser le potentiel du Système de rapport en ligne: Données de distribution, classification au Tableau 1 de l'AEWA et données sur les PAIPE pertinents pourraient être incorporées dans le questionnaire. Ceci garantirait que les Parties aient seulement à répondre à des questions qui les concernent, notamment dans le contexte des paragraphes sur l'état et sur la conservation des espèces. Ceci réduirait la charge liée à la rédaction de rapport et encouragerait présenter des rapports plus complets et concis. Ceci permettrait également d'en évaluer la complétude dans le cadre des sections.

Développer un module analytique du Système de rapport en ligne (ORS): le Système de rapport en ligne est un système extrêmement flexible permettant de contenir de vastes quantités de données qui pourraient être plus pleinement utilisées grâce à l'addition d'un module analytique. Ce module permettrait aux Parties de réaliser des analyses sophistiquées sur mesure, d'observer des tendances émergentes, de comparer des sections représentatives de données et de visualiser des représentations graphiques.

Développer plus avant du Système de rapport en ligne pour le rendre interrogeable en vue d'extraire efficacement les informations clés: les informations contenues dans les rapports nationaux ne sont pas aisément accessibles et interrogeables. Un accès direct via l'ORS à des données centralisées interrogeables sur l'état des espèces, les projets en cours et les programmes de recherche contribuera à surveiller les progrès et à fournir une base pour les décisions sur le renforcement de la capacité.

Annexe

Tableau 1. Parties ayant un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, tenant un registre national des projets et ayant des projets en place pour les espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA (Q9, 10 et 11) (Oui= ●; Non= ○; En partie= ■; Pas de réponse= '-').

Partie	Cadre réglementaire	Registre national des projets	Projets pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA
Afrique du Sud	○	-	-
Albanie	■	○	○
Algérie	●	○	○
Allemagne	●	○	○
Belgique	●	●	○
Bulgarie	○	○	○
Chypre	○	-	○
Croatie	●	○	○
Danemark	○	●	○
Égypte	○	○	○
ERY de Macédoine	○	○	○
Espagne	●	○	●
Estonie	●	○	○
Éthiopie	-	-	-
Finlande	●	○	○
France	●	●	●
Géorgie	○	○	○
Ghana	-	○	○
Hongrie	●	○	○
Israël	●	●	●
Italie	●	○	○
Jordanie	○	●	○
Kenya	○	-	○
Lettonie	○	○	○
Liban	●	○	○
Lituanie	●	○	○
Luxembourg	○	○	○
Moldova	■	○	○
Monaco	○	○	○
Norvège	○	○	○
Ouganda	○	○	○
Pays-Bas	●	●	○
République tchèque	●	○	○
Roumanie	■	○	●
Royaume-Uni	■	○	○
Sénégal	■	○	○
Slovaquie	●	○	○
Slovénie	■	●	○
Suède	●	●	●
Suisse	●	○	○
Syrie	●	●	●
Tanzanie	●	○	○
Ukraine	●	○	○

Tableau 2. Parties ayant une législation interdisant l'introduction d'espèces non indigènes qui est appliquée (Q11); des dispositions pour les zoos, les collections privées, etc. afin d'éviter les évasions accidentelles qui sont appliquées (Q12); et des Plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes (PANEE) mis en œuvre (Q13) (Oui, appliqué/mis en œuvre = ●; Oui, mais pas appliqué/mis en œuvre = ■; En développement = □; Non = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Législation appliquée interdisant l'introduction d'espèces non indigènes	Dispositions appliquées pour zoos, collections privées, etc. pour éviter des évasions accidentelles	Plans d'action nationaux mis en œuvre pour les espèces envahissantes (PANEE)
Afrique du Sud	●	●	-
Albanie	●	□	■
Algérie	●	○	○
Allemagne	●	●	○
Belgique	●	●	□
Bulgarie	●	●	○
Chypre	●	-	○
Croatie	●	●	□
Danemark	●	○	●
Égypte	●	○	○
ERY de Macédoine	■	○	□
Espagne	●	●	□
Estonie	●	○	○
Éthiopie	-	-	-
Finlande	●	●	□
France	●	●	○
Géorgie	●	○	○
Ghana	■	●	□
Hongrie	●	●	□
Israël	●	●	□
Italie	■	○	□
Jordanie	●	●	○
Kenya	●	-	-
Lettonie	●	●	○
Liban	●	□	○
Lituanie	●	●	○
Luxembourg	●	●	○
Moldova	●	■	○
Monaco	□	○	○
Norvège	●	■	●
Ouganda	■	○	■
Pays-Bas	●	●	●
République tchèque	●	○	○
Roumanie	●	●	□
Royaume-Uni	●	●	●
Sénégal	●	○	○
Slovaquie	●	●	□
Slovénie	●	●	□
Suède	●	●	□
Suisse	●	●	□
Syrie	●	○	□
Tanzanie	●	●	●
Ukraine	●	●	○

Tableau 3: Espèces communiquées par les Parties comme étant des espèces reproductrices non indigènes (les espèces étrangères à la zone de l'Accord sont indiquées par '*'). Les espèces représentant certains risques sont signalées par 'x' – Toutes les Parties ayant fait part de leur présence sont incluses, même celles n'ayant fourni aucune autre information sur l'état des populations.

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
PELECANIDAE			
Pélican gris (<i>Pelecanus rufescens</i>)	2	France	Dernière estim.: min/max 50 indiv., en augmentation
		Espagne	Dernière estim.: min/max 1 couple, pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Pélican frisé (<i>Pelecanus crispus</i>)	1	France	Dernière estim.: min/max 10 indiv., tendance stable
THRESKIORNITHIDAE			
Ibis sacré (<i>Threskiornis aethiopicus</i>) ^x	6	Italie	Dernière estim.: min/max 25-28 couples, pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant
		France	Dernière estim.: min/max 1205 couples, en augmentation
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 0-7 couples, tendance fluctuante, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Espagne	Dernière estim.: min/max. 5 couples, pas d'indication de tendance
		Israël, Royaume-Uni	Pas d'indication de données de population
PHOENICOPTERIDAE			
Flamant nain (<i>Phoeniconaias minor</i>)	1	France	Dernière estim.: min/max 1 couple, pas d'indication de tendance
Flamant des Caraïbes (<i>Phoenicopterus ruber</i>) ^{* x}	4	Allemagne	Dernière estim.: min/max 0-1 couple, pas d'indication de tendance
		Afrique du Sud, Pays-Bas, Royaume-Uni	Pas d'indication de données de population
Flamant du Chili (<i>Phoenicopterus chilensis</i>) ^{* x}	5	France	Dernière estim.: min/max 1 couple, tendance inconnue
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 5-8 couples, pas d'indication de tendance
		Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni	Pas d'indication de données de population
ANATIDAE			
Dendrocygne fauve (<i>Dendrocygna bicolor</i>)	2	France	Dernière estim.: min/max 0-1 couples, pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 0-1 couples, pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
			collection
Cygne tuberculé (<i>Cygnus olor</i>) ^x	1	Afrique du Sud	Pas d'indication de données de population
Oie cendrée (<i>Anser anser</i>) ^x	1	Afrique du Sud	Pas d'indication de données de population
Oulette d'Égypte (<i>Alopochen aegyptiacus</i>) ^x	13	Belgique	Dernière estim.: min/max 800-1100 couples, pas d'indication de tendance
		République tchèque	Dernière estim.: min/max 1-2 couples, en augmentation, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant
		Danemark	Dernière estim.: min/max 20 couples, pas d'indication de tendance
		France	Dernière estim.: min/max 150-200 couples, en augmentation
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 2 300-2 600 couples, en augmentation
		Israël	Dernière estim.: min/max 30-50 couples, en augmentation
		Luxembourg	Dernière estim.: min/max 6-10 couples, tendance stable
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 11 200-12 500 couples, en augmentation, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 78-130 couples, pas d'indication de tendance
		Espagne, Estonie, Italie, Suède	Pas d'indication de données de population
Tadorne casarca (<i>Tadorna ferruginea</i>) ^x	7	Belgique	Dernière estim.: min/max 5-10 couples, pas d'indication de tendance
		République tchèque	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 52-72 couples, pas d'indication de tendance
		France	Dernière estim.: min/max 0-11 couples, tendance stable
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 3-5 couples, pas d'indication de tendance
		Estonie, Finlande	Pas d'indication de données de population
Canard colvert (<i>Anas platyrhynchos</i>) ^x	2	Afrique du Sud	Estim. antérieure: min/max 1 200 couples
		Sénégal	Pas d'indication de données de population
Nette rousse (<i>Netta rufina</i>) ^x	4	Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 6-19 couples, pas d'indication de
		Estonie, Finlande, Afrique du Sud	Pas d'indication de données de population

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
Dendrocygne à ventre noir (<i>Dendrocygna autumnalis</i>)*	1	Espagne	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Érismature rousse (<i>Oxyura jamaicensis</i>)* ^x	8	Danemark	Dernière estim.: min/max 0-1 couples, tendance inconnue, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant
		France	Dernière estim.: min/max 13-16 couples, tendance inconnue
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 0-1 couples, pas d'indication de tendance
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 3-15 couples, en augmentation, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Belgique, Italie, Suède, Royaume-Uni	Pas d'indication de données de population
Cygne noir (<i>Cygnus atratus</i>)* ^x	11	Belgique	Dernière estim.: min/max 40-45 couples, pas d'indication de tendance
		France	Dernière estim.: min/max 32 couples, en augmentation
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 15 couples, pas d'indication de tendance
		Italie	Dernière estim.: min/max 5-20 couples, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant, pas d'indication de tendance
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 20-22 couples, pas d'indication de tendance
		Espagne	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Suisse	Dernière estim.: min/max 2 couples, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 11-16, pas d'indication de tendance
		Afrique du Sud, Estonie, République tchèque	Pas d'indication de données de population
Oie cygnoïde (<i>Anser cygnoides</i>)* ^x	7	Allemagne	Dernière estim.: min/max 100-150 couples, pas d'indication de tendance
		Italie	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 150 couples, en augmentation
		Luxembourg, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse,	Pas d'indication de données de population

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
Oie à tête barrée (<i>Anser indicus</i>)* ^x	11	Belgique	Dernière estim.: min/max 25-30 couples, pas d'indication de tendance
		France	Dernière estim.: min/max 4-6 couples, pas d'indication de tendance
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 10 couples, pas d'indication de tendance
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 100 couples, stable
		Suisse	Dernière estim.: min/max 0-2 couples, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 3-10 couples, pas d'indication de tendance
		Estonie, Finlande, Italie, République tchèque, Suède	Pas d'indication de données de population
Oie des neiges (<i>Chen caerulescens</i>)* ^x	6	Allemagne	Dernière estim.: min/max 5 couples, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 8 couples, pas d'indication de tendance
		Estonie, France, Italie,	Pas d'indication de données de population
Oie empereur (<i>Chen canagicus</i>)* ^x	1	Suisse	Pas d'indication de données de population
Bernache du Canada (<i>Branta canadensis</i>)* ^x	4	Espagne, Estonie, République tchèque, Royaume-Uni	Pas d'indication de données de population
Bernache de Hutchins (<i>Branta hutchinsii</i>)*	4	Belgique	Dernière estim.: min/max 1 500 couples, pas d'indication de
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 1 400-1 500 couples, pas d'indication de tendance
		Suède	Dernière estim.: min/max 10 000 couples, pas d'indication de tendance
		Suisse	Dernière estim.: min/max 1 couple, pas d'indication de tendance
Oie de Magellan (<i>Chloephaga picta</i>)* ^x	3	Belgique	Dernière estim.: min/max 4-7 couples, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Pays-Bas	Pas d'indication de données de population
Tadorne de paradis (<i>Tadorna variegata</i>)*	1	Suisse	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Tadorne d'Australie (<i>Tadorna tadornoides</i>)*	1	Suisse	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Canard musqué (<i>Cairina moschata</i>)* ^x	9	Allemagne	Dernière estim.: min/max 20 couples, pas d'indication de tendance

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
		Israël	Dernière estim.: min/max 20 couples, tendance inconnue
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 2-50 couples, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Dernière estim.: min/max 10 couples, pas d'indication de tendance
		Afrique du Sud, Espagne, République tchèque, Sénégal, Suisse	Pas d'indication de données de population
Sarcelle à collier (<i>Callonetta leucophrys</i>)*	1	France	Dernière estim.: min/max 1-2 couples, pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Canard mandarin (<i>Aix galericulata</i>)* *	14	Belgique	Dernière estim.: min/max 100 couples, pas d'indication de tendance
		France	Dernière estim.: min/max 28-34, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant, tendance inconnue
		Allemagne	Dernière estim.: min/max 350 couples, pas d'indication de tendance
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 50-60 couples, pas d'indication de tendance
		Afrique du Sud	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Espagne	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
		Suisse	Dernière estim.: min/max 10, pas d'indication de tendance
		Royaume-Uni	Estim. antérieure: min/max 1 000, pas d'indication de tendance
		Estonie, Israël, Italie, Luxembourg, République tchèque, Suède	Pas d'indication de données de population
Canard de Chiloe (<i>Anas sibilatrix</i>)*	3	Belgique	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement
		Pays-Bas	Dernière estim.: min/max 0-1 couples, pas d'indication de tendance
		Espagne	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Canard à faucilles (<i>Anas falcate</i>)*	1	Espagne	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Sarcelle tachetée (<i>Anas flavirostris</i>)*	1	France	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection

Espèces	Nombre de Parties	Partie	État des populations
Canard noir (<i>Anas rubripes</i>)*	1	Afrique du Sud	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
Canard des Bahamas (<i>Anas bahamensis</i>)*	1	France	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, vraisemblablement échappé d'une collection
CHARADRIIDAE			
Pluvier asiatique (<i>Charadrius asiaticus</i>)	1	Syrie	Dernière estim.: min 1 indiv., pas d'indication de tendance, répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant
LARIDAE			
Mouette mélanocéphale (<i>Larus melanocephalus</i>)	1	Estonie	Dernière estim.: répertorié occasionnellement, probablement naturellement errant

Tableau 4. Nombre de sites identifiés comme importants au niveau **national** pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA, nombre de sites désignés comme zones protégées et nombre de sites ayant des plans de gestion mis en œuvre (Q18) (Pas de réponse: '-').

Partie	Nombre total de sites	Nombre de sites protégés	Pourcentage du total des sites protégés	Nombre de sites protégés ayant des plans de gestion mis en œuvre	Pourcentage de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	-	-	-	-	-
Albanie	-	-	-	-	-
Algérie	1♦	1♦	100 %	1♦	100 %
Allemagne	-	-	-	-	-
Belgique	13	6	46 %	0	0 %
Bulgarie	110	110	100 %	6	5 %
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	10	4	40 %	0	0 %
Danemark	126 000	126 000	100 %	85 400	68 %
Égypte	25	14	56 %	4	29 %
ERY de	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Estonie	19	19	100 %	10	53 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-
Ghana	-	-	-	-	-
Hongrie	20	18	90 %	10	56 %
Israël	8	8	100 %	8	100 %
Italie	115	77	67 %	-	-
Jordanie	-	-	-	-	-
Kenya	60	46	77 %	20	43 %
Lettonie	331	331	100 %	32	10 %
Liban	1	1	100 %	0	0 %
Lituanie	58	58	100 %	17	29 %
Luxembourg	-	-	-	-	-
Moldova	-	-	-	-	-
Monaco	-	-	-	-	-
Norvège	1 000	1 000	100 %	1 000	100 %
Ouganda	33	22	67 %	22	100 %
Pays-Bas	-	-	-	-	-
République	58	55	95 %	34	62 %
Roumanie	990* (-)	990♦	-	3	<1 %
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Sénégal	7	7	100 %	7	100 %
Slovaquie	6	1	17 %	0	0 %
Slovénie	16	16	100 %	16	100 %
Suède	-	-	-	-	-
Suisse	26	26	100 %	0	0 %
Syrie	7	3	43 %	-	-
Tanzanie	-	-	-	-	-
Ukraine	70	70	100 %	34	49 %
Total	128 984	128 883	>99 %	86 624	67 %

Légende: ♦ signifie que la valeur a été obtenue sur la base d'une pièce jointe accompagnant le rapport national; '*' signifie que la valeur initiale donnée pour la superficie totale des sites était inférieure à la valeur donnée pour la superficie des sites protégés, faisant qu'elle a été remplacée par cette dernière (valeurs initiales indiquées entre parenthèses).

Tableau 5. Superficie (ha) des sites identifiés comme importants au niveau **national** pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA, superficie (ha) des sites désignés comme zones protégées et superficie (ha) des sites ayant des plans de gestion mis en œuvre (Q18) (Pas de réponse: '-').

Parties	Superficie totale (ha) des sites	Superficie (ha) des sites protégés	Pourcentage de la superficie totale protégée	Superficie (ha) protégée ayant des plans de gestion	Pourcentage de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	-	-	-	-	-
Albanie	-	-	-	-	-
Algérie	-	-	-	-	-
Allemagne	-	-	-	-	-
Belgique	2 066	934	45 %	0	0 %
Bulgarie	2 579 596* (2 578 917)	2 579 596	100 %	253 192	10 %
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	904	540	60 %	0	0 %
Danemark	178 000	178 000	100 %	86 630	49 %
Égypte	1 206 850	505 850	42 %	144 200	29 %
ERY Macédoine	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Estonie	173 542	162 786	94 %	66 983	41 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-
Ghana	-	-	-	-	-
Hongrie	378 175	377 743	100 %	232 874	62 %
Israël	640	640	100 %	-	-
Italie	174 584	82 504	47 %	-	-
Jordanie	-	-	-	-	-
Kenya	1 335 000	1 335 000	100 %	667 333	50 %
Lettonie	1 246 921	1 246 921	100 %	480 417	39 %
Liban	150	150	100 %	0	0 %
Lituanie	358 973	358 973	100 %	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-
Moldova	-	-	-	-	-
Monaco	-	-	-	-	-
Norvège	210 000	210 000	100 %	210 000	100 %
Ouganda	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-
République	4 400	3 150	72 %	2 363	75 %
Roumanie	1 151 534*	1 151 534♦	-	80 661	7 %
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Sénégal	153 000	153 000	100 %	153 000	100 %
Slovaquie	20 000	622	3 %	0	0 %
Slovénie	310 700	310 700	100 %	310 700	100 %
Suède	-	-	-	-	-
Suisse	10 411	10 411	100 %	0	0 %
Syrie	-	-	-	-	-
Tanzanie	-	-	-	-	-
Ukraine	1 704 113	1 704 113	100 %	827 241	49 %
Total	11 199 559	10 373 166	93 %	3 515 594	34 %

Légende: ♦ signifie que la valeur a été obtenue sur la base d'une pièce jointe accompagnant le rapport national; '*' '*' signifie que la valeur initiale donnée pour la superficie totale des sites soit n'était pas indiquée soit était inférieure à la valeur donnée pour la superficie des sites protégés. Dans ces cas-là, la valeur des sites protégés a également été utilisée en tant que superficie totale des sites (valeur initiale indiquée entre parenthèses si elle a été donnée).

Tableau 6. Nombre de sites identifiés comme importants au niveau *international* pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA, nombre de sites désignés comme zones protégées et nombre de sites ayant des plans de gestion mis en œuvre (Q18) (Pas de réponse: '-').

Partie	Nombre total de sites	Nombre total de sites protégés	Pourcentage du total des sites protégés	Nombre de sites protégés ayant des plans de gestion mis en œuvre	Pourcentage de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	20	5* (2)	25 %	5	100 %
Albanie	12	11	92 %	4	36 %
Algérie	50	6	12 %	0	0 %
Allemagne	207	207	100 %	207	100 %
Belgique	45	40	89 %	0	0 %
Bulgarie	11	10	91 %	4	40 %
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	28	21	75 %	3	14 %
Danemark	113	113	100 %	113	100 %
Égypte	25	14	56 %	4	29 %
ERY de Macédoine	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Estonie	43	40	93 %	21	53 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	106	99	93 %	26	26 %
France	-	-	-	-	-
Géorgie	9	7	78 %	2	29 %
Ghana	6* (5)	6	100 %	6	100 %
Hongrie	26	26	100 %	14	54 %
Israël	-	-	-	-	-
Italie	13	12	92 %	-	-
Jordanie	6	6	100 %	2	33 %
Kenya	60	46	77 %	20	43 %
Lettonie	71	71	100 %	21	30 %
Liban	11	4	36 %	4	100 %
Lituanie	58	58	100 %	17	29 %
Luxembourg	-	-	-	-	-
Moldova	4	4	100 %	1	25 %
Monaco	1	1	100 %	1	100 %
Norvège	65	33	51 %	33	100 %
Ouganda	33	22	67 %	22	100 %
Pays-Bas	79	79	100 %	79	100 %
République tchèque	14	14	100 %	9	64 %
Roumanie	148* (8)	148	100 %	3	2 %
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Sénégal	4	4	100 %	4	100 %
Slovaquie	465* (42)	465	100 %	4	1 %
Slovénie	16	16	100 %	16	100 %
Suède	-	-	-	-	-
Suisse	10	10	100 %	1	10 %
Syrie	1	1	100 %	-	-
Tanzanie	77	27	35 %	17	63 %
Ukraine	46	44	96 %	29	66 %
Total	1 883	1 670	89 %	692	41 %

Légende: ♦ signifie que la valeur a été obtenue sur la base d'une pièce jointe accompagnant le rapport national; '*' signifie que la valeur initiale donnée pour la superficie totale des sites était inférieure à la valeur donnée pour la superficie des sites protégés, faisant qu'elle a été remplacée par cette dernière (valeurs initiales indiquées entre parenthèses.)

Tableau 7. Superficie (ha) des sites identifiés comme importants au niveau *international* pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA, superficie (ha) des sites désignés comme zones protégées et superficie(ha) des sites ayant des plans de gestion mis en œuvre (Q18) (Pas de réponse: '-').

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie (ha) des sites protégés	Pourcentage de la superficie totale protégée	Superficie (ha) protégée ayant des plans de gestion	Pourcentage de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Albanie	96 500	500	1 %	45 000	(*)
Algérie	2 990 393	7 343	<1 %	0	0 %
Belgique	199 171	174 506	88 %	0	0 %
Bulgarie	35 273	11 895	34 %	9 430	79 %
Croatie	1 283 596	620 316	48 %	80 072	13 %
Chypre	-	-	-	-	-
République tchèque	90 981	86 901	96 %	75 539	87 %
Danemark	1 478 169	1 478 169	100 %	1 478 169	100 %
Égypte	1 206 850	505 850	42 %	144 200	29 %
Estonie	1 134 475	986 830	87 %	784 708	80 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	2 376 683	2 369 683	100 %	1 546 671	65 %
France	-	-	-	-	-
Géorgie	83 532	75 473	90 %	66 043	88 %
Allemagne	4 031 523	4 031 523	100 %	4 031 523	100 %
Ghana	170 164	170 164	100 %	170 164	100 %
Hongrie	481 649	481 649	100 %	180 465	37 %
Israël	-	-	-	-	-
Italie	254 632	164 966	65 %	-	-
Jordanie	151 300	151 300	100 %	96 000	63 %
Kenya	58 037 000	1 335 000	2 %	667 333	50 %
Lettonie	873 526	873 526	100 %	366 917	42 %
Liban	36 390	21 005	58 %	21 005	100 %
Lituanie	358 973	358 973	100 %	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-
ERY de Macédoine	-	-	-	-	-
Moldova	94 705	94 705	100 %	-	-
Monaco	23	-	-	-	-
Pays-Bas	1 062 204	1 062 204	100 %	1 062 204	100 %
Norvège	93 070	35 000	38 %	35 000	100 %
Roumanie	824 897	-	-	17 529	-
Sénégal	139 270	139 270	100 %	139 270	100 %
Slovaquie	1 052 792	713 006	68 %	7 504	1 %
Slovénie	151 443	151 443	100 %	151 443	100 %
Afrique du Sud	545 048	541 548	99 %	14 185	3 %
Espagne	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-
Suisse	12 465	12 465	100 %	6 014	48 %
Syrie	26 200	10 000	38 %	-	-
Tanzanie	16 675 225	13 902 496	83 %	11 539 499	83 %
Ouganda	-	-	-	-	-
Ukraine	702 348	537 464* (526 760)	77 %	537 464	100 %
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Total	96 750 470	31 105 173	32 %	23 273 351	75 %

Légende: ‘*’ signifie que la valeur initiale donnée pour la superficie totale des sites protégés était inférieure à la valeur donnée pour la superficie des sites ayant un plan de gestion, ce qui fait qu'elle a été remplacée par cette dernière (valeurs initiales indiquées entre parenthèses.)

Tableau 8. Réponses des Parties à la question de savoir si un réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations figurant au on Tableau 1 de l'AEWA avait été identifié (Q16) et si l'Outil CSN était utilisé (Q20), par pays (Oui:●; En partie: ■; En développement:□; Non:○; Pas de réponse: '-').

Partie	Réseau de sites importants pour les espèces/populations figurant au Tableau 1 identifié	Outil Réseau de sites critiques (CSN) consulté et utilisé
Afrique du Sud	●	●
Albanie	●	○
Algérie	■	○
Allemagne	●	●
Belgique	●	●
Bulgarie	●	○
Chypre	●	-
Croatie	●	○
Danemark	●	○
Égypte	●	●
ERY de Macédoine	○	-
Espagne	●	●
Estonie	■	●
Éthiopie	-	○
Finlande	●	●
France	□	○
Géorgie	●	○
Ghana	■	○
Hongrie	●	○
Israël	■	○
Italie	■	○
Jordanie	●	●
Kenya	■	○
Lettonie	●	○
Liban	■	○
Lituanie	●	○
Luxembourg	●	-
Moldova	■	●
Monaco	■	○
Norvège	●	○
Ouganda	■	●
Pays-Bas	■	○
République tchèque	■	●
Roumanie	●	●
Royaume-Uni	■	●
Sénégal	■	○
Slovaquie	●	●
Slovénie	●	●
Suède	■	-
Suisse	●	●
Syrie	■	○
Tanzanie	●	●
Ukraine	●	●
Nombre de Parties répondant 'Oui' ou 'En partie'	40	18
Pourcentage des Parties ayant remis un rapport (n = 43)	93 %	42 %
Pourcentage du total des Parties (n = 62)	65 %	29 %

Tableau 9. Réponses des Parties à la question de savoir si l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humide avait été supprimée (Q22) (Complètement = ●; Partiellement = ■; Non = ○; Non applicable = n/a).

Partie	Utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humide supprimée
Afrique du Sud	○
Albanie	○
Algérie	○
Allemagne	■
Belgique	■
Bulgarie	■
Chypre	●
Croatie	■
Danemark	●
Égypte	○
ERY Macédoine	●
Espagne	■
Estonie	○
Éthiopie	●
Finlande	●
France	●
Géorgie	n/a
Ghana	○
Hongrie	●
Israël	○
Italie	■
Jordanie	○

Partie	Utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humide supprimée
Kenya	■
Lettonie	■
Liban	■
Lituanie	○
Luxembourg	●
Moldova	■
Monaco	n/a
Norvège	●
Ouganda	n/a
Pays-Bas	●
République	●
Roumanie	○
Royaume-Uni	●
Sénégal	○
Slovaquie	●
Slovénie	○
Suède	●
Suisse	●
Syrie	○
Tanzanie	○
Ukraine	○

Tableau 10. Réponses des Parties sur l'existence de mesures pour réduire/ éliminer les prélèvements illégaux (Q23) (Oui = ●; Non = ○; Pas de réponse = '-'). (Efficacité communiquée sur les mesures indiquées entre parenthèses: Faible = 1, Modérée = 2, Grande = 3, Autre = 0.)

Partie	Des mesures sont en place pour réduire/ éliminer les prélèvements illégaux (degré d'efficacité)
Afrique du Sud	● (1)
Albanie	● (1)
Algérie	● (2)
Allemagne	● (3)
Belgique	○
Bulgarie	● (1)
Chypre	● (2)
Croatie	● (2)
Danemark	● (3)
Égypte	● (1)
ERY de Macédoine	-
Espagne	● (3)
Estonie	● (3)
Éthiopie	● (2)
Finlande	● (3)
France	● (3)
Géorgie	● (2)
Ghana	● (1)
Hongrie	● (3)
Israël	● (3)
Italie	● (1)
Jordanie	● (2)

Partie	Des mesures sont en place pour réduire/ éliminer les prélèvements illégaux (degré d'efficacité)
Kenya	-
Lettonie	● (3)
Liban	● (1)
Lituanie	● (2)
Luxembourg	○
Moldova	● (1)
Monaco	● (3)
Norvège	● (2)
Ouganda	● (2)
Pays-Bas	● (3)
République tchèque	● (3)
Roumanie	● (2)
Royaume-Uni	● (0)
Sénégal	● (2)
Slovaquie	● (2)
Slovénie	● (2)
Suède	● (2)
Suisse	● (3)
Syrie	○
Tanzanie	● (3)
Ukraine	● (2)

Tableau 11. Réponses des Parties à la question de savoir si des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans des équipements de pêche ont lieu (Q27) (Oui = ●; Non = ○; Pas d'information = ◇; Non applicable = 'n/a'; - = '-').

Partie	prises accidentelles d'oiseaux d'eau
Afrique du Sud	●
Albanie	◇
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bulgarie	◇
Chypre	◇
Croatie	●
Danemark	●
Égypte	●
ERY de Macédoine	-
Espagne	●
Estonie	●
Éthiopie	○
Finlande	◇
France	●
Géorgie	○
Ghana	◇
Hongrie	n/a
Israël	n/a
Italie	●
Jordanie	n/a

Partie	prises accidentelles d'oiseaux d'eau
Kenya	-
Lettonie	●
Liban	◇
Lituanie	●
Luxembourg	n/a
Moldova	○
Monaco	n/a
Norvège	●
Ouganda	◇
Pays-Bas	●
République tchèque	n/a
Roumanie	○
Royaume-Uni	●
Sénégal	●
Slovaquie	n/a
Slovénie	○
Suède	●
Suisse	n/a
Syrie	◇
Tanzanie	●
Ukraine	◇

Tableau 12. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord (Q28) (Oui = ●; Non = ○; Non applicable = 'n/a'; Pas de réponse = '-').

Partie	Mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementé
Afrique du Sud	●
Albanie	○
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bulgarie	○
Chypre	n/a
Croatie	n/a
Danemark	n/a
Égypte	○
ERY de Macédoine	-
Espagne	●
Estonie	●
Éthiopie	○
Finlande	○
France	●
Géorgie	n/a
Ghana	-
Hongrie	n/a
Israël	n/a
Italie	○
Jordanie	n/a
Kenya	-

Partie	Mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementé
Lettonie	●
Liban	-
Lituanie	●
Luxembourg	n/a
Moldova	n/a
Monaco	●
Norvège	●
Ouganda	○
Pays-Bas	●
République tchèque	n/a
Roumanie	●
Royaume-Uni	●
Sénégal	●
Slovaquie	n/a
Slovénie	●
Suède	●
Suisse	n/a
Syrie	n/a
Tanzanie	●
Ukraine	●

Tableau 13. Réponses des Parties à la question de savoir si des recherches sur les oiseaux d'eau et leur conservation ont été effectuées et leurs résultats publiés au cours de la dernière période triennale(Q31) (Oui= ●; Non=○; Pas de réponse= '-').

Partie	Recherches effectuées
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bulgarie	●
Chypre	●
Croatie	●
Danemark	●
Égypte	●
ERY de Macédoine	-
Espagne	○
Estonie	●
Éthiopie	○
Finlande	●
France	●
Géorgie	●
Ghana	●
Hongrie	●
Israël	●
Italie	●
Jordanie	●

Partie	Recherches effectuées
Kenya	-
Lettonie	●
Liban	-
Lituanie	●
Luxembourg	-
Moldova	○
Monaco	-
Norvège	●
Ouganda	●
Pays-Bas	●
République tchèque	●
Roumanie	●
Royaume-Uni	●
Sénégal	●
Slovaquie	●
Slovénie	●
Suède	●
Suisse	●
Syrie	●
Tanzanie	-
Ukraine	●

Tableau 14. Détails fournis par les Parties répondant à la question de savoir si elles avaient apporté un soutien au Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national (Q32) (Oui = ●; N = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Soutien national	Soutien international
Afrique du Sud	●	○
Albanie	●	○
Algérie	●	●
Allemagne	●	●
Belgique	○	○
Bulgarie	●	○
Chypre	●	○
Croatie	○	○
Danemark	●	○
Égypte	○	○
ERY de Macédoine	○	○
Espagne	●	○
Estonie	●	●
Éthiopie	●	○
Finlande	●	○
France	●	●
Géorgie	○	○
Ghana	○	○
Hongrie	●	○
Israël	●	○
Italie	●	●
Jordanie	○	○

Partie	Soutien national	Soutien international
Kenya	○	○
Lettonie	○	○
Liban	○	○
Lituanie	○	○
Luxembourg	○	○
Moldova	●	●
Monaco	-	●
Norvège	○	○
Ouganda	○	○
Pays-Bas	●	●
République tchèque	●	○
Roumanie	●	●
Royaume-Uni	●	●
Sénégal	●	●
Slovaquie	●	○
Slovénie	●	○
Suède	●	○
Suisse	●	○
Syrie	○	○
Tanzanie	●	-
Ukraine	●	●

Tableau 15. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient développé ou mis en œuvre des programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation de oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets ? (Q33) (Oui, en train d'être mis en œuvre = ●; En train d'être développé = ■; Non = ○; Autre = ◇; Pas de réponse = '-').

Partie	Programmes pour améliorer la sensibilisation et la compréhension développés et mis en œuvre	Partie	Programmes pour améliorer la sensibilisation et la compréhension développés et mis en œuvre
Afrique du Sud	●	Norvège	◇
Albanie	●	Ouganda	○
Algérie	●	Pays-Bas	◇
Allemagne	●	République tchèque	●
Belgique	●	Roumanie	■
Bulgarie	○	Royaume-Uni	○
Chypre	●	Sénégal	●
Croatie	◇	Slovaquie	●
Danemark	●	Slovénie	●
Égypte	○	Suède	◇
ERY de Macédoine	○	Suisse	◇
Espagne	●	Syrie	◇
Estonie	◇	Tanzanie	●
Éthiopie	○	Ukraine	●
Finlande	●	Nombre de Parties répondant 'Oui'/'En train d'être développé'	25
France	○	Pourcentage des Parties ayant remis un rapport (n=43)	58 %
Géorgie	○	Pourcentage du total des Parties (n=62)	41 %
Ghana	●		
Hongrie	●		
Israël	○		
Italie	●		
Jordanie	●		
Kenya	●		
Lettonie	◇		
Liban	●		
Lituanie	●		
Luxembourg	●		
Moldova	●		
Monaco	◇		

Tableau 16. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient envisagé/étaient intéressées par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA (Q35) (Oui, a envisagé et est intéressée = ●; Oui, envisagé mais pas intéressée = ○; Est en train d'envisager = ◆; Non, n'a pas encore envisagé = □; Autre = ◇; Pas de réponse = '-').

Partie	A envisagé/est intéressée par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA	Partie	A envisagé/est intéressée par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA
Afrique du Sud	□	Moldova	□
Albanie	□	Monaco	□
Algérie	□	Norvège	□
Allemagne	●	Ouganda	□
Belgique	□	Pays-Bas	□
Bulgarie	□	République tchèque	□
Chypre	□	Roumanie	◆
Croatie	□	Royaume-Uni	○
Danemark	□	Sénégal	●
Égypte	□	Slovaquie	◆
ERY de Macédoine	-	Slovénie	□
Espagne	□	Suède	□
Estonie	○	Suisse	□
Éthiopie	□	Syrie	□
Finlande	●	Tanzanie	●
France	□	Ukraine	□
Géorgie	□	Nombre de Parties intéressées ou en train d'envisager la possibilité	6
Ghana	◇	Pourcentage des Parties ayant remis un rapport (n=43)	14 %
Hongrie	□	Pourcentage du total des Parties (n=62)	9 %
Israël	□		
Italie	□		
Jordanie	□		
Kenya	-		
Lettonie	□		
Liban	□		
Lituanie	□		
Luxembourg	□		

Tableau 17. Réponses des Parties à la question de savoir si une formation CESP (Communication, Éducation et Sensibilisation du public) avait été conduite au cours de ces trois dernières années par du personnel ayant été formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs de l'AEWA (Q36) (Oui = ●; Prévus = ■; Non = ○; Autre = ◇; Pas de réponse = '-').

Partie	Formation CESP ayant eu lieu	Partie	Formation CESP ayant eu lieu
Afrique du Sud	○	Moldova	○
Albanie	○	Monaco	◇
Algérie	○	Norvège	◇
Allemagne	●	Ouganda	○
Belgique	◇	Pays-Bas	○
Bulgarie	○	République tchèque	○
Chypre	○	Roumanie	○
Croatie	○	Royaume-Uni	-
Danemark	○	Sénégal	○
Égypte	○	Slovaquie	○
ERY de Macédoine	-	Slovénie	○
Espagne	-	Suède	○
Estonie	○	Suisse	○
Éthiopie	○	Syrie	-
Finlande	◇	Tanzanie	■
France	○	Ukraine	○
Géorgie	○	Nombre de Parties répondant 'Oui'/'Prévus'	2
Ghana	○	Pourcentage des Parties ayant remis un rapport (n=43)	5 %
Hongrie	○	Pourcentage du total des Parties (n=62)	3 %
Israël	○		
Italie	◇		
Jordanie	○		
Kenya	-		
Lettonie	○		
Liban	○		
Lituanie	○		
Luxembourg	○		

Tableau 18. Réponses des Parties à la question de savoir si elles disposaient d'un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA(Q40) (Oui, il est opérationnel sur une base régulière = ●; Oui, mais il n'est pas opérationnel = ■; Non = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA en place	Partie	Mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA en place
Afrique du Sud	○	Monaco	○
Albanie	●	Norvège	●
Algérie	○	Ouganda	○
Allemagne	●	Pays-Bas	●
Belgique	●	République tchèque	●
Bulgarie	○	Roumanie	●
Chypre	○	Royaume-Uni	●
Croatie	●	Sénégal	■
Danemark	●	Slovaquie	○
Égypte	○	Slovénie	●
ERY de Macédoine	○	Suède	-
Espagne	●	Suisse	●
Estonie	●	Syrie	●
Éthiopie	○	Tanzanie	-
Finlande	○	Ukraine	●
France	○	Nombre de Parties répondant 'Oui, il est opérationnel sur une base régulière'	21
Géorgie	○	Pourcentage des Parties ayant remis un rapport (n=43)	49 %
Ghana	●	Pourcentage du total des Parties (n=62)	34 %
Hongrie	○		
Israël	●		
Italie	●		
Jordanie	-		
Kenya	●		
Lettonie	●		
Liban	-		
Lituanie	○		
Luxembourg	○		
Moldova	■		

Tableau 19. Réponses des Parties aux questions se rapportant au soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA (Q34), à l'encouragement des Parties non contractantes à ratifier l'Accord(Q37), au soutien/développement de projets de coopération internationale (Q38), à la contribution au Fonds de petites subventions de l'AEWA (Q39) et à utilisation du AIWEB (Q43) (Oui = ●; Non = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA	Parties non contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	Soutien/développement de projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA	Contribution versée au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Consultation et utilisation du AIWEB
Afrique du Sud	-	○	○	●	○
Albanie	○	○	○	○	●
Algérie	○	○	●	○	○
Allemagne	●	●	●	○	●
Belgique	○	○	○	○	○
Bulgarie	○	○	○	○	○
Chypre	○	○	○	○	○
Croatie	○	○	○	○	○
Danemark	○	○	●	○	●
Égypte	○	○	○	○	○
ERY de Macédoine	-	○	○	○	●
Espagne	○	○	●	-	-
Estonie	●	○	○	○	●
Éthiopie	○	○	○	○	●
Finlande	○	●	●	○	●
France	●	●	●	●	○
Géorgie	○	○	○	○	○
Ghana	○	○	○	○	○
Hongrie	●	○	●	○	○
Israël	○	○	○	○	●
Italie	○	○	●	○	●
Jordanie	○	-	-	-	-
Kenya	-	○	○	●	●
Lettonie	○	○	○	○	○
Liban	-	-	-	-	-
Lituanie	○	○	○	○	●
Luxembourg	○	○	○	○	○
Moldova	○	○	○	○	●
Monaco	○	○	●	○	○
Norvège	○	○	●	○	●
Ouganda	○	○	●	○	●
Pays-Bas	○	●	●	○	○
République tchèque	○	○	○	○	○
Roumanie	○	○	●	○	●
Royaume-Uni	○	○	●	○	●
Sénégal	●	○	○	○	○
Slovaquie	○	○	●	○	●
Slovénie	○	○	○	○	●
Suède	○	○	-	-	-
Suisse	○	●	●	●	○

Partie	Soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA	Parties non contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	Soutien/développement de projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA	Contribution versée au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Consultation et utilisation du AIWEb
Syrie	○	●	○	○	-
Tanzanie	○	○	●	-	●
Ukraine	●	○	●	○	●
Nombre de Parties répondant 'Oui'	6	6	18	4	20
Pourcentage des Parties répondant (n=43)	14 %	14 %	42 %	9 %	46 %
Pourcentage du total des Parties (n=62)	10 %	10 %	29 %	6 %	32 %

Tableau 20. Réponses des Parties à la question de savoir si elles utilisaient les Lignes directrices de l'AEWA (Q4, 7, 15, 17, 19, 24 et 30) ('Oui' = ●; 'Non' = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Préparation des Plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrateurs	Identification et prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs	Éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	Préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs	Gestion des sites cruciaux pour les oiseaux d'eau migrateurs	Prélèvement durable d'oiseaux d'eau migrateurs	Protocole de surveillance des oiseaux d'eau
Afrique du Sud	-	-	-	●	●	○	●
Albanie	○	○	●	●	●	○	●
Algérie	●	●	○	●	●	○	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	○	○	○	○	○	●	○
Bulgarie	○	○	○	○	○	○	-
Chypre	○	-	-	○	-	○	●
Croatie	●	○	○	○	○	○	○
Danemark	○	○	○	○	○	○	○
Égypte	○	○	○	○	○	○	●
ERY de Macédoine	-	○	○	-	-	-	-
Espagne	●	○	●	○	●	○	●
Estonie	●	●	●	●	●	●	●
Éthiopie	○	-	-	●	○	●	●
Finlande	●	○	●	○	●	○	●
France	●	○	○	○	○	○	○
Géorgie	○	○	○	○	○	○	○
Ghana	○	○	○	○	○	○	●
Hongrie	○	○	●	○	●	●	●
Israël	○	-	●	○	○	○	○
Italie	●	-	●	○	○	○	○
Jordanie	○	○	○	●	●	○	●
Kenya	-	-	-	●	●	-	-
Lettonie	○	○	○	●	●	●	●

Partie	Préparation des Plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrateurs	Identification et prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs	Éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	Préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs	Gestion des sites cruciaux pour les oiseaux d'eau migrateurs	Prélèvement durable d'oiseaux d'eau migrateurs	Protocole de surveillance des oiseaux d'eau
Liban	○	○	○	○	○	○	○
Lituanie	●	●	○	○	●	●	●
Luxembourg	○	○	○	○	-	○	○
Moldova	○	○	●	●	●	●	●
Monaco	○	○	○	○	○	○	○
Norvège	●	○	●	○	○	○	○
Ouganda	○	○	○	○	○	○	●
Pays-Bas	○	○	○	○	○	○	○
République tchèque	○	●	○	○	○	○	●
Roumanie	●	●	○	●	●	●	●
Royaume-Uni	○	○	○	○	○	○	○
Sénégal	○	○	○	●	○	○	●
Slovaquie	○	○	○	○	○	○	●
Slovénie	●	●	○	○	●	○	●
Suède	○	○	○	○	-	○	○
Suisse	●	●	●	●	○	●	●
Syrie	○	●	○	●	●	○	●
Tanzanie	●	-	●	●	●	●	●
Ukraine	●	○	○	●	○	○	○
Nombre des Parties répondant 'Oui'	15	9	12	16	17	11	25
Pourcentage des Parties ayant remis un rapport 'Oui' (n=62)	24 %	15 %	19 %	26 %	27 %	18 %	40 %